

SESSION PLENIERE DU 25 MARS 2019

AVIS DU CESER

Dossier du CESER	Rapporteur	Pages
------------------	------------	-------

1. Contribution du CESER au Grand débat national

Patrick CARÉ

1-25

Avis du CESER sur les dossiers de l'exécutif régional	Rapporteur	Pages
---	------------	-------

3. État et Région : une ambition publique partagée pour la Bretagne (report de la session de janvier)

 Stéphane CREACH,
rapporteur général

27-69

Dossier du CESER	Rapporteur	Pages
------------------	------------	-------

2. Avis du CESER pour la consultation sur les questions importantes du prochain schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI)

Jean-Yves PIRIOU

71-86

Rapporteur : Patrick CARÉ

(Re)faire société

Contribution du CESER de Bretagne au grand débat national

- Synthèse -

« Nous devons collectivement faire en sorte que soient conduits en Bretagne de vrais débats démocratiques sur le futur souhaité pour la Bretagne par ses habitant·e·s, les modes de transition vers ce futur souhaité et les moyens d'y parvenir ». C'est par ces mots que le CESER avait conclu en 2017 son rapport « Vers un projet partagé de développement durable de la Bretagne ».

Dans ce rapport, il proposait aux élu·e·s régionaux·ales trois priorités stratégiques pour le développement régional : faire des transitions un moteur de créativité, accompagner les transitions et sécuriser les trajectoires, et permettre à chacun·e d'être acteur des transitions.

L'actualité du mouvement des « gilets jaunes » et du grand débat national a subitement donné un écho particulier à ce travail. Si le projet « *Breizh Cop, un monde à vivre* » est engagé pour dessiner l'avenir de la Bretagne, nous lisons dans ce mouvement une triple interpellation qui nous oblige collectivement à aller plus loin : une interpellation des élu·e·s dans l'écoute des besoins des populations et leur traduction dans la conduite de l'action publique ; une interpellation des corps intermédiaires dans leur rôle de représentation, d'organisation du dialogue et de traduction des attentes ; et une interpellation des citoyen·ne·s dans leur capacité à faire entendre leur voix, construire des solutions et assumer ainsi leurs responsabilités, individuelle et collective.

Pour le CESER, l'enjeu posé aujourd'hui n'est autre que de (re)faire société.

C'est pourquoi nous avons décidé de nous engager résolument dans le grand débat national. Nous avons ainsi travaillé au sein de nos organisations et de nos réseaux, mobilisé nos commissions, assisté à plus de 50 débats organisés dans toute la Bretagne par différents acteurs. Notre objectif était d'être à l'écoute de la société, de collecter le plus largement possible et de mieux comprendre les questions soulevées, les attentes et les besoins, les urgences, les spécificités des territoires. Il s'agissait d'appréhender les enjeux dans toute leur complexité et contribuer à l'élaboration des perspectives possibles.

1. La contestation initiale des gilets jaunes : ce qu'elle nous dit, ce qu'elle ne nous dit pas

Nous retenons du mouvement des gilets jaunes l'expression d'une exaspération devant la montée de la précarité et des inégalités : pouvoir d'achat et revenus, fiscalité, mobilités, accès aux services publics, accès à la vie démocratique et capacité à peser dans les décisions, et plus profondément, des inégalités de chances et de perspectives d'avenir.

Ces inégalités existaient bien avant le mouvement mais persistent voire s'aggravent en raison de recompositions sociales, économiques et culturelles, de choix personnels aux implications parfois complexes ou imprévues, de transformations trop rapides ou insuffisamment accompagnées, d'un manque d'attention des acteurs qui ont le pouvoir de décider.

Elles se cumulent pour certaines personnes ou dans certains territoires. Perçues de façon diverse à partir des trajectoires personnelles, elles se sont ici exprimées de façon agglomérée. « *On se croyait seuls et, en fait, on s'est rendu compte qu'on était nombreux* ». Ce qui a surpris, ce sont la soudaineté, la forme et la violence du mouvement, avec ce qu'elles révèlent de la profondeur de la crise sociale et politique.

Les attentes formulées dans les premières semaines ont été nombreuses, diverses, soulevant parfois quelques contradictions. Les enjeux de la transition écologique, de la grande pauvreté et de l'exclusion sont cependant restés peu visibles au départ, de même que certaines spécificités régionales.

En Bretagne :

- un salaire médian plus faible qu'en moyenne nationale
- un niveau de diplôme élevé, mais un fort taux de déclassement
- un taux de pauvreté plus faible, mais de grandes disparités infrarégionales
- un habitat dispersé allongeant les distances domicile-travail
- des espaces ruraux en difficulté, notamment en Centre Bretagne
- un poids important de l'agriculture et de l'agroalimentaire et des métiers peu valorisés

Tout en déplorant les débordements et les violences de toutes origines, amplifiés par les réseaux sociaux et la médiatisation, nous avons aussi entendu dans ce mouvement une parole libérée, un intérêt pour la chose publique, le souhait de s'exprimer, d'agir, de participer aux choix pour une société meilleure. Le souhait, aussi, d'être reconnus et entendus...

2. Des formes du mouvement au grand débat national : quelles évolutions, quelles perspectives ?

Né d'une pétition sur les réseaux sociaux, le mouvement des gilets jaunes s'est organisé en dehors semble-t-il de toute institution existante, sans échapper ici ou là à des tentatives d'instrumentalisation, mais en revendiquant de façon continue sa pluralité et son horizontalité, bousculant les canaux habituels de la représentation politique, institutionnelle ou sociale.

Au fil du temps, les gilets jaunes se sont organisés dans leur diversité, les cahiers de doléances se sont remplis dans les mairies, puis l'ouverture du grand débat national a progressivement multiplié les lieux de dialogue. De nombreux acteurs se sont emparés de cette possibilité pour dépasser une situation de blocage, en s'investissant dans le débat tel qu'il était proposé, en l'élargissant parfois, ou même en le contestant et en le contournant.

Les réunions auxquelles nous avons assisté ont permis une expression libre, des échanges apaisés, s'émancipant clairement des questions posées par le gouvernement.

- 755 cahiers citoyens
- 500 réunions d'initiatives locales organisées par des élu·e·s, des gilets jaunes, des Conseils de développement, des associations, des citoyen·ne·s
- 65 personnes présentes en moyenne

Elles ont montré la volonté de participation d'une population dont une partie seulement s'était mobilisée dans les rangs des gilets jaunes. Les débats ont apporté des éléments concordants avec les revendications initiales, et permis d'y réintégrer certains thèmes comme la transition écologique. Mais ils n'évitent pas toujours la juxtaposition de propositions, dans leur richesse comme dans leurs contradictions.

Une autre mise en perspective, par la délibération collective, sera nécessaire pour retrouver une cohérence d'ensemble à partir de cet immense diagnostic de terrain, repérer les oublis, dépasser les contradictions, construire des propositions partagées, d'autant plus que le souhait de poursuivre au-delà de l'exercice formel du grand débat national a été largement exprimé. Cette construction collective devra être organisée, écoutée et entendue...

3. Le projet de développement régional à l'épreuve des tensions sociales et politiques

De nombreuses questions seront du ressort de l'Etat, notamment s'agissant de la fiscalité. Source de nombreuses interrogations et incompréhensions, le système fiscal actuel nécessite d'être remis à plat dans le sens d'une plus grande lisibilité (rôle des impôts, taxes et redevances, consentement) et d'une plus grande équité. Par ailleurs, les outils du dialogue social, dans les entreprises comme dans les territoires, devront être mobilisés pour ouvrir de nouvelles perspectives sur la rémunération du travail.

Mais l'Etat ne détient pas, seul, tous les leviers pour agir. En Bretagne, trois initiatives particulières constituent un socle pour repenser le projet de société : le projet « *Breizh Cop, un monde à vivre* », le contrat d'action publique pour la Bretagne, qui pose les jalons pour de nouvelles modalités de l'action publique en région, et la Conférence sociale, qui a ouvert trois chantiers sur les parcours d'insertion, les mobilités et l'accès aux services.

Le CESER a reconsidéré ce socle à la lumière des questions importantes soulevées à partir du mouvement des gilets jaunes pour le préciser et l'adapter. Dans ces deux projets, dont l'articulation n'est pas encore claire, il faudra s'attacher à renforcer la cohésion sociale et territoriale, autour des nécessaires transitions à conduire et des conditions de leur acceptabilité et de leur accompagnement social.

Cette nouvelle façon de faire suppose aussi de prendre au sérieux la demande actuelle d'implication des citoyen-ne-s, plus seulement ponctuellement mais sur la durée et de façon systématique, dans les décisions concernant les politiques publiques, leur élaboration, leur mise en œuvre, leur appropriation, leur suivi, leur évaluation, leur révision.

C'est donc une transformation de l'action publique qui est attendue. Elle devra se traduire par des choix et nécessitera l'allocation de moyens dédiés aux orientations suivantes :

1. Réduire de façon urgente la précarité et la montée des inégalités en garantissant le pouvoir de vivre, l'accessibilité personnelle aux droits et aux services essentiels

- développer pour la conduite de l'action publique des indicateurs de qualité de vie intégrant davantage la réalité vécue et les inégalités ressenties par les personnes
- garantir l'accès de tou-te-s aux services publics, avec une attention particulière aux risques d'exclusion et de non-recours
- garantir l'égalité dans l'accès à la prévention et aux soins, dans une région marquée par de fortes inégalités territoriales de santé
- garantir le droit au logement, à l'hébergement inconditionnel et l'accès de tou-te-s à un habitat de qualité

2. Lutter contre les situations d'éloignement et le sentiment d'abandon par une plus grande attention aux personnes et l'accompagnement personnalisé des parcours de vie

- faire de l'accompagnement des personnes les plus en difficulté dans leur parcours d'insertion, de formation puis d'accès à l'emploi une priorité
- réaffirmer l'importance de maintenir les solidarités intergénérationnelles dans les territoires
- renforcer l'accessibilité des lieux de vie et des services, simplifier les mobilités par davantage de proximité
- renforcer l'accès au numérique en termes d'équipement, de formation et d'infrastructures
- lutter contre les ruptures de parcours et les risques d'exclusions cumulées, avec une attention particulière aux personnes en situation d'illettrisme et d'illectronisme, ainsi qu'aux jeunes décrocheurs

3. Dépasser l'opposition entre les préoccupations immédiates et les enjeux de long terme en garantissant une transition écologique socialement juste et acceptable

- placer au cœur du projet pour la Bretagne la qualité de vie pour tou·te·s, sur tous les territoires, générations actuelles comme générations futures
- considérer l'environnement et la société comme indissociables et construire une fiscalité écologique équitable
- préserver l'environnement par des actions résolues de lutte contre le changement climatique, de recours aux énergies renouvelables, de lutte contre l'érosion de la biodiversité, de reconquête de la qualité de l'eau
- éduquer et former mieux pour réussir la transition écologique en Bretagne

4. Inverser la tendance au repli sur soi en développant la capacité d'agir et en valorisant les ressources et les projets des personnes, des entreprises et des territoires

- redonner du sens au contrat social et à la construction de l'intérêt général
- fixer pour priorité le renforcement du pouvoir d'agir de chacun·e, entendu comme un ensemble de droits, de connaissances, de mise en capacité de faire et de responsabilités
- conforter et étendre les moyens d'action de tou·te·s sur le développement économique, et sécuriser les trajectoires économiques des entreprises et des filières
- permettre l'expression et la participation de tou·te·s dans les espaces publics et les lieux de vie, de formation, de travail
- reconnaître, valoriser et accompagner les initiatives prises dans les territoires en favorisant la proximité et la solidarité

5. Rétablir la confiance envers l'action publique

- définir les modalités d'une action publique plus cohérente, mieux coordonnée, plus efficace et plus lisible
- s'appuyer sur les possibilités d'expérimentation et de différenciation permises par la Constitution
- donner une plus large place à la démocratie participative, dans une forme réellement délibérative, suivie dans le temps et entendue
- ouvrir davantage les instances consultatives à la participation des citoyen·ne·s, mieux les faire connaître et prendre en compte leurs travaux
- permettre des étapes de contrôle démocratique dans la mise en œuvre des politiques publiques, évaluer l'action publique et en rendre compte régulièrement.

Dans son rapport, le CESER approfondit ces cinq orientations prioritaires, en identifiant plus précisément les chantiers à mettre en œuvre et en définissant de façon plus concrète les actions qui peuvent être conduites par le Conseil régional, dans les politiques dont il a la responsabilité, seul ou avec ses partenaires. Face à l'urgence des défis sociaux, économiques et environnementaux, le CESER insiste sur la nécessité d'apporter rapidement les réponses appropriées.

Vote sur la synthèse de la contribution du CESER de Bretagne (Re)faire société - Contribution du CESER au grand débat national

Nombre de votants : 102

Ont voté pour l'avis du CESER : 86

Sophie JEZEQUEL (CRAB), Edwige KERBORIOU (CRAB), Laurent KERLIR (CRAB), Didier LUCAS (FRSEA), Cécile PLANCHAIS (FRSEA), Henri DAUCE (Confédération paysanne de l'Ouest), Philippe DAGORNE (Par accord CERAFEL-UGPVB-CIL), Patrice LE PENHUIZIC (Par accord FRCIVAM-IBB), Olivier LE NEZET (CRPMEM), Jehane PRUDHOMME (CRPMEM), Goulven BREST (Par accord Comités régionaux de la conchyliculture de Bretagne nord et Bretagne sud), Philippe PLANTIN (CRMA), Marielle TARTIVEL (U2P), Philippe LE ROUX (U2P), Sylvère QUILLEROU (CNPL), David CABEDOCE (CCIR), Evelyne LUCAS (CCIR), Emmanuel THAUNIER (CCIR), Brigitte DELAHAIE (MEDEF), Marie-Christine LE GAL (MEDEF), Brigitte LE CORNET (CPME), Régis BOIRON (Centre des Jeunes dirigeants d'entreprises de Bretagne), Martial WESLY (Comité régional de la fédération bancaire française), Bernard LAURANS (Par accord SNCF-SNCF Réseau-EDF-ENEDIS-RTE-ENGIE-La Poste), Jean-Yves LABBE (Bretagne pôle naval), Olivier CHAPALAIN (Par accord UDES-UNIFED), Isabelle AMAUGER (URSCOP), Ronan LE GUEN (Collectif de fédérations d'insertion par l'activité économique : par accord entre la fédération des entreprises d'insertion Bretagne, Chantier école Bretagne, Collectif des associations intermédiaires 29, Fédération des associations intermédiaires 22, Union départementale des associations intermédiaires 56), Jean LE TRAON (IRT B-COM), Sergio CAPITAO DA SILVA (ID4CAR), Anne COUËTIL (Par accord SER-FEE), Michel CARADEC (CFDT), Danielle CHARLES LE BIHAN (CFDT), Isabelle CONAN ROUSSEAU (CFDT), Joël DEVOULON (CFDT), Marie-Annick GARAUD LE GARS (CFDT), Norbert HELLUY (CFDT), Marie-Madeleine HINAULT (CFDT), Brigitte LE CLECH (CFDT), Véronique LE FAUCHEUR (CFDT), Thierry LEMETAYER (CFDT), Catherine LONEUX (CFDT), Gilles POUPARD (CFDT), David RIOU (CFDT), Hervé THIBOULT (CFDT), Jacques UGUEN (CFDT), Olivier CAPY (CGT), Nicolas COSSON (CGT), Stéphane CREACH (CGT), Ronan LE NEZET (CGT), Lindsay MADEC (CGT), Jean-Luc PELTIER (CGT), Florence PRIGENT (CGT), Nadine SAOUTI (CGT), Gaëlle URVOAS (CGT), Annie COTTIER (CFTC), Daniel CLOAREC (CFTC), Marie-Andrée JEROME-CLOVIS (UNSA), Bertrand LE DOEUFF (UNSA), Jean-Marie BERTHO (CFE-CGC), Annie GUILLERME (FR-CIDFF), Lydie PORÉE (Planning Familial), Laetitia BOUVIER (JA), Jacqueline PALIN (CROS), Jean KERHOAS (Nautisme en Bretagne), Marie-Martine LIPS (CRESS), Marie-Anne CHAPDELAIN (FAS), Marylène SIMON (Par accord URAPEI-CREAI), Marie-Christine CARPENTIER (URIOPSS), Carole LE BECHEC (Réseau Cohérence), Joseph-Bernard ALLOUARD (Mouvement Agir Tous pour la Dignité), Michel LE DIREACH (Par accord CPAM-CAF-MSA), Claudine PERRON (Kevre Breizh), Marine LE GALL-ELY (Universités de Bretagne), M'Hamed DRISSI (Conférence des directeurs des Grandes écoles de Bretagne), Antoine DOSDAT (IFREMER), Patrick HERPIN (INRA), Michel MORVANT (par accord SOLIHA Bretagne et Habitat et développement en Bretagne), Gérard CLEMENT (Par accord entre l'UFC - Que choisir et Consommation, logement et cadre de vie (CLCV)), Anne-Sophie JEGAT (FRGEDA), Karim KHAN (Par accord UNAT-UBHPA-UMIH-SNAV-FNTV-FVRB-UBGF), Marie-Pascale DELEUME (Eau et rivières de Bretagne), Jean-Yves PIRIOU (Eau et rivières de Bretagne), Jean-Luc TOULLEC (Bretagne vivante), Franck PELLERIN (Personnalité qualifiée), Bernard GAILLARD (Personnalité qualifiée)

Ont voté contre l'avis du CESER : 11

Annie SAULNIER (MEDEF), Daniel TUNIER (MEDEF), Nadine HOURMANT (FO), Annie KERHAIGNON (FO), Eric LE COURTOIS (FO), Fabrice LERESTIF (FO), Pierrick SIMON (FO), Jean-Marc CLERY (FSU), Antoine PIERCHON (Par accord UNEF-fédé B-FERIA), Cécile MARTIN (Personnalité qualifiée), Anne LE MENN (Personnalité qualifiée)

Se sont abstenus : 5

Filipe NOVAIS (CRAJEP), Pierre BARBIER (Coordination des associations de solidarité internationale), Mireille MASSOT (UNAASS), Patrice RABINE (SYNDEAC), Suzanne NOËL (EPL Bretagne-Pays de la Loire)

Adoptée



Intervention de Jean-Marc CLERY

FSU Bretagne

La FSU salue le travail considérable que cette contribution a nécessité, en particulier de la part du groupe de travail "Breizh COP élargi" mais aussi des personnels du CESER mobilisés pour arriver à cet épais document. Pour autant, la FSU ne dissimulera pas son malaise, tout d'abord en raison du contexte dans lequel le Grand Débat a lieu alors que, depuis des mois, l'exécutif et en particulier la Présidence de la République, multiplie les signes d'un autoritarisme inquiétant aussi bien pour les libertés publiques et la paix civile que pour le fonctionnement de nos institutions.

Malaise également parce que depuis des semaines le Grand Débat donne prétexte au gouvernement de ne pas s'exprimer clairement sur ce que sera sa politique dans les mois à venir alors que, dans le même temps, il poursuit son train de réformes – réforme des lycées, Loi Blanquer, réforme de la Fonction publique, retraites bientôt – avec toujours le même mépris pour les critiques et les contre-propositions formulées par les organisations syndicales. Que peut-on attendre d'un Grand Débat national quand la parole exprimée depuis des mois par les représentants de millions de salariés n'est pas considérée ?

Les attentes manifestées par les Gilets jaunes sont les mêmes que celles de la majeure partie de la population, les mêmes que celles portées par la longue série des mouvements sociaux de ces dernières années : hausse des salaires, des pensions et des minima sociaux, présence des services publics, accès à l'emploi, à la santé et à un environnement de qualité, fiscalité au service de la justice sociale, contrôle citoyen pour contrer les politiques anti-sociales.

Mais au cours d'interminables monologues, le Président Macron a clairement livré le sens qu'il entendait donner pour sa part à ce Grand Débat : « écouter », « échanger », et surtout « expliquer », mais en aucun cas changer de cap.

La FSU s'est donc interrogée dès le début sur le sens de ce Grand Débat, sur l'usage qui en sera fait et sur la portée que pourrait avoir dans un tel contexte une contribution du CESER.

Une relecture des orientations du CESER et de ses préconisations pour le développement régional aurait pu constituer une contribution acceptable et à notre mesure. Ces thématiques sont présentées dans la troisième partie du texte. Elles ne peuvent certes pas répondre à toutes les revendications qui s'expriment actuellement dans le pays et elles ont aussi leurs limites : élaborées dans la recherche du consensus le plus large, bien des recommandations faites pèchent par omission ou par manque de décision. Ainsi, page 27, si l'on souligne « l'existence des outils du dialogue social dans les entreprises comme dans les territoires » et qu'on encourage à « les mobiliser pour donner des perspectives nouvelles à la rémunération du travail », aucun levier n'est identifié ni aucun engagement pris. C'est sans doute pour cela que page 31 s'il est question de « vivre dignement et fièrement de son travail » s'agissant de sa rémunération il n'est suggéré que « d'y réfléchir ». Du moins cette partie 3 correspond-elle bien à ce que nous savons faire dans le cadre de notre assemblée.

Plus difficile à justifier est en revanche le projet des deux premières parties qui se présentent comme deux moments réflexifs visant, dans l'une, à dégager les grandes lignes des débats publics organisés en Bretagne (partie 2), et dans l'autre à caractériser les origines et les manifestations du mouvement social des Gilets Jaunes (partie 1). Le CESER fait certes preuve d'une certaine audace en faisant précéder ses propositions par cet ample développement analytique. Mais en dépit de plusieurs justes remarques, le résultat global a de quoi laisser dubitatif.

La lecture révèle nombre de présupposés et d'implicites qui ne sont pas interrogés. Ainsi de la « mise en récit » de la période écoulée qui fait passer du « moment initial » de contestation à celui du débat via un temps de maturation, établissant sans le dire une gradation et une hiérarchisation entre la colère sociale d'une part et le débat institué d'autre part, celle-ci devant trouver « naturellement » sa résolution en celui-là. C'est oublier qu'entre les deux il y a peut-être moins de continuité que de tension et c'est surtout parier sur le fait qu'avec le Débat la contestation prendra fin. Certains peuvent le souhaiter, mais rien n'est moins sûr.

« Accompagner le passage indispensable de la colère ou de l'exaspération à la réflexion constructive » (p. 2). Les rédacteurs ont beau s'entourer de précautions, le présupposé selon lequel le « dialogue constructif » doit être le débouché de la crise sociale actuelle court tout au long du texte (page 16, 25, ou encore page 64). Par contre, on ne trouvera pas trace de l'existence entre les acteurs d'intérêts antagonistes – ce qui permettrait pourtant d'introduire un peu de complexité dans le « dialogue » invoqué de manière tout de même un peu angélique.

Au « dialogue » qui engage toute la société le texte oppose le risque de la violence. Or celle-ci est le plus souvent située du côté de la fraction de la société d'où provient la contestation sociale et que plusieurs passages du texte caractérisent à coup de concepts qu'il conviendrait, là aussi, de déconstruire : c'est l'affectivité, la spontanéité au risque de l'absence de distance ; c'est même, à la faveur d'un développement sur les réseaux sociaux, la tyrannie de « l'immédiateté ». Ces éléments se retrouvent particulièrement concentrés dans la très problématique page 10 où, derrière des formulations incroyablement alambiquées, est suggéré si l'on comprend bien que le mouvement populaire spontané auquel on a assisté ne connaît pas la pensée complexe. On pourrait peut-être envisager les effets de violence symbolique que produit notre prose.

On trouve également des passages bien hésitants quant à la cohérence ou non des revendications des Gilets jaunes. Les revendications directement adressées à l'État en tout cas interrogent le CESER. A la lumière de la loi El Khomri et des ordonnances Macron, du CICE et de la suppression de l'ISF sur les revenus financiers, le CESER aurait peut-être pu envisager, à l'instar de la philosophe Barbara Stiegler, que la raison en est justement qu'aujourd'hui l'État par ses politiques néo-libérales est l'agent central de la poursuite de l'accumulation capitaliste en imposant à la société l'adaptation aux transformations du capital.

Dans l'impossibilité de formuler une véritable analyse partagée le texte du CESER procède souvent par omission - comme à la page 4 où le creusement des inégalités trouve un nombre impressionnant de causes mais sans que soit identifiée aucune responsabilité. Parfois au contraire le texte procède par accumulation de points de vues hétérogènes et non articulés, au risque de rendre le propos inintelligible (qui pourra dire le sens exact à la page 3 du second alinea du chapô de présentation au Chapitre 1) ?

En janvier dernier la FSU s'est engagée non sans prudence dans la Conférence sociale régionale élargie parce qu'en dépit des limites de celle-ci elle juge qu'il est possible de porter un certain nombre de dossiers dans l'intérêt des hommes et des femmes dans nos territoires. En revanche, la FSU n'attend rien du Grand Débat et dénonce son instrumentalisation par Emmanuel Macron qui mène une campagne présidentielle des européennes qui ne dit pas son nom.

Sans illusion quant à la portée du texte du CESER et ne partageant pas son propos en plusieurs points, la FSU votera donc contre.



Intervention de Cécile PLANCHAIS Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles (FRSEA)

Je m'exprime ici au nom des acteurs économiques du collège 1.

La contribution du CESER au Grand Débat National met en avant une certaine uniformité des attentes exprimées par l'action des gilets jaunes. Il souligne toutefois que des spécificités régionales pourraient accentuer ou diminuer les difficultés perçues. Une des spécificités citées en Bretagne est un poids de l'agriculture et de l'agroalimentaire et des métiers peu valorisés.

L'intention des agriculteurs n'est pas de refaire le débat de 2017-2018 concernant les Etats Généraux de l'Alimentation. Ce débat a confirmé la nécessité d'apporter des solutions concrètes concernant le revenu des agriculteurs, dont l'activité est essentielle à la France et à la Bretagne d'un point de vue économique, social et alimentaire. La mise en œuvre des décisions prises dans la cadre de ces Etats généraux est aujourd'hui un enjeu vital pour ce secteur.

Ce que les agriculteurs pourraient craindre aujourd'hui ce sont des décisions issues du Grand Débat National les impactant négativement. La variété, et parfois l'incohérence, des revendications du mouvement des gilets jaunes pourraient faire redouter un alourdissement des contraintes pesant sur les agriculteurs. Ils subissent déjà suffisamment de distorsions vis-à-vis de leurs concurrents étrangers, économiques et sociales en raison du manque de retour de la valeur ajoutée, et environnementales en application de décisions françaises souvent dogmatiques et non justifiées scientifiquement. L'objectif doit être de les supprimer et non les amplifier. Tout comme d'autres corps de métiers et comme les citoyens, baisser la pression administrative et fiscale fait partie des demandes récurrentes des agriculteurs.

La contribution du CESER est plutôt rassurante. Elle reconnaît la spécificité agricole et agroalimentaire bretonne. Dès lors, remédier au manque de reconnaissance que ressentent les agriculteurs et au manque de valorisation des métiers de l'agriculture doit nécessairement être un objectif prioritaire. Il est également attendu un appui des pouvoirs publics et de la Région, dans le cadre de leurs compétences respectives, à l'application de la loi Egalim en faveur d'un meilleur revenu pour les agriculteurs.

Nous souscrivons dès lors à la volonté de rendre plus efficaces le fonctionnement démocratique et la culture politique de dialogue, au profit notamment des politiques économiques. Le rôle d'intermédiaires et la légitimité des représentants élus par leurs pairs doivent être réaffirmés.

Concernant la Politique Agricole Commune (PAC), le positionnement de la Région en faveur d'une meilleure efficacité et d'une simplification retient ainsi toute notre attention. Ce qui importe en premier lieu est la capacité de la France à négocier à Bruxelles un budget ambitieux en faveur de l'agriculture, et des outils adaptés. La mise en œuvre française et régionale devra ensuite se faire en concertation avec les représentants élus des organisations professionnelles agricoles. Compte tenu de l'architecture proposée par la commission européenne, l'inquiétude est grande de voir une renationalisation de la PAC qui engendrerait une recrudescence des distorsions de concurrence entre Etats Membres. Il faut également une plus grande cohérence entre les différentes politiques européennes notamment entre la politique commerciale qui définit le mandat de négociation des accords de libre-échange et la PAC. Les exigences envers les agriculteurs européens exprimées dans la PAC doivent se retrouver au niveau des accords commerciaux vis-à-vis des produits d'importation.

Je vous remercie de votre attention.

Intervention de Marie-Anne CHAPDELAINÉ

Fédération des acteurs de la solidarité (FAS)

Les associations de solidarité considèrent que de nombreuses interrogations fondamentales relatives aux questions de solidarité, et de lutte contre la grande exclusion restent absentes du grand débat national. Pour mémoire je vous rappelle que le nombre de personnes en situation de pauvreté a augmenté de 13% ces dix dernières années, même si le taux n'est que de 10,8% en Bretagne, alors qu'en parallèle, la richesse nationale s'est accrue, elle, de 7%.

En Ille et vilaine pour exemple : durant l'année 2018, le 115 a reçu 44 000 appels. Ce qui représente une augmentation de 20 % par rapport à 2017. Certains ménages doivent réitérer leur demande d'hébergement de 5 à 10 fois avant de se voir attribuer une place. Et fait extrêmement inquiétant cela concerne même les familles. Ainsi une famille appelante sur 5 est hébergée seulement par le 115.

Notre fédération s'inquiète de l'absence de mesures de soutien du pouvoir d'achat des personnes les plus précaires, allocataires du RSA, chômeurs de longue durée, personnes accueillies dans des structures sociales qui subissent de plein fouet les effets de la crise économique et de la vie chère. Notre fédération n'a cessé d'alerter sur l'absence de mesure significative concernant le pouvoir d'achat des plus précaires dans la stratégie pauvreté qui ne prévoyait pas de revalorisation du RSA.

Les personnes en situation de pauvreté ont vu depuis un an et demi leurs conditions de vie se dégrader du fait notamment de la baisse des APL logement, de la quasi disparition des contrats aidés, et la désindexation de plusieurs prestations sociales et familiales. Un public particulièrement vulnérable : les femmes victimes de violence (alors que tous les trois jours une femme meurt sous les coups de son conjoint) nous sommes loin du compte en terme de moyen financier pour faire face aux besoins de leur accompagnement.

Pour autant la FAS avec le CRPA s'est mobilisé autour d'événements pour alimenter le grand débat que ce soit au niveau national avec le débat qui s'est tenu au CESE le lundi 11 mars 2019 et je ne citerai que quelques propositions tant le débat fut riche :

Autour du logement : un logement pour tous. Encadrer les loyers privés. Avoir des structures d'hébergements en nombre suffisant pour éviter que des personnes dorment à la rue faute de places. Ce qui nécessite de donner au mouvement HLM les moyens de construire plus de logements à faible quittance. Et l'arrêt des réductions budgétaires sur les CHRS.

Remettre à plat la fiscalité au bénéfice des plus modestes. Mettre en place un Revenu Universel pour pouvoir se loger et vivre dignement.

Mais aussi des demandes par rapport à l'accès à la culture : pass-culture.

En Bretagne nous avons aussi pris notre part à ce débat par une réunion organisée le 14 Mars 2019 et je ferai un focus sur la situation des jeunes : on observe un développement dramatique du nombre de jeunes en situation de déshérence, et qui n'ont pratiquement aucun droit. Même si la garantie jeune peut être une solution temporaire, les conditions d'octroi sont un frein. Les leçons des expérimentations du revenu de base par des conseils départementaux doivent être tirées au plus vite et les modalités de sortie des dispositifs d'aide à l'enfance repensées. Il faudra notamment que les conventions État-Département qui doivent arrêter un plan d'actions par département pour répondre aux besoins de ces jeunes soit à hauteur des enjeux en matière d'accompagnement social, d'emploi.

Enfin, et c'est sans doute le plus difficile à réaliser : nous devons changer le regard que porte la société dans son ensemble sur l'exclusion et la pauvreté. Pour cela nous avons besoin que nos urgences soient vos priorités.

Intervention de Anne LE MENN

Personnalité qualifiée

Tout ça pour ça ?!

Nous, les membres du CESER, sommes les représentants de la société civile ; Comme tous, nous avons été témoins de ces manifestations de la détresse sociale d'une partie trop importante de la population de notre pays, la France, la 6ème puissance économique du monde. Nous disposons d'une réelle possibilité de montrer que nous avons entendu ces manifestations de désespoir. Mais aujourd'hui, les plus exclus conservent le sentiment qu'ils demeureront toujours invisibles et que, finalement, leur sort importe peu, la société des inclus fonctionne très bien sans eux...

Nous, membres du CESER, nous ne sommes pas « hors sol », nous représentons la société civile, composée des employeurs, des représentants des organisations syndicales de salariés, d'associations au contact de nos concitoyens démunis... Nous aurions pu faire des propositions concrètes sur le terrain des inégalités sociales, du pouvoir d'achat, des écarts entre les plus hauts et les plus bas salaires, de la justice fiscale, bref de ce qui fait notre quotidien, notre « vivre ensemble ».

Nous avons raté l'occasion, nous avons rédigé une contribution de 80 pages « bien-pensante », compréhensibles par les pratiquants de la « nov langue », du consensus mou...

Un SMIC à 1500 euros net, un écart des salaires de 1 à 20, un rétablissement de l'ISF, un partage plus équitable des richesses, la fin des rémunérations délirantes à la Carlos Ghosn, voilà ce que j'aurais souhaité lire

C'est dommage.

Nous disposions là d'une formidable occasion de montrer que les membres du CESER comprenaient cette détresse, ce désarroi et qu'il allait jouer son rôle pour contribuer à bâtir une société plus juste.

Je pense qu'il est temps de repenser notre rôle et notre manière d'exprimer nos propositions pour être plus en phase avec les enjeux terriblement forts actuellement.

Je voterai contre ce texte qui, à mon avis dessert notre Assemblée et ne répond pas à la violence subie par les publics les plus fragilisés.

Intervention de Pierrick SIMON Coordination régionale CGT-FO de Bretagne

J'interviens ici, au nom du groupe FO relativement au grand Débat

Lors de notre intervention du 28 janvier dernier nous exprimions nos réserves quant au :

- Grand débat,
- Au choix du CESER de Bretagne de prendre part à celui-ci au détriment de l'avancée des travaux de la Breizh Cop, et
- À la sincérité de la démarche présidentielle et gouvernementale

Deux mois presque jours pour jours, se sont écoulés et aucun élément objectif n'est venus contredire nos réserves.

En effet, une réelle volonté de vouloir renouer le fil du dialogue avec les français aurait supposé que, durant Le grand débat les interlocuteurs sociaux et notamment les organisations syndicales de salariés soient reçues, écoutées, que les projets de réforme soient arrêtés, que le mépris gouvernemental cesse. Or il n'en a rien été.

L'échec des négociations de la nouvelle convention d'assurance, échec prévisible tant la lettre de cadrage gouvernementale était inacceptable, était à peine entériné que le gouvernement faisait part de sa feuille de route, reprenant ainsi les propositions austéritaires de la cour des comptes qui consistent d'un coté à :

- Minorer les allocations chômage versées aux cadres
- Supprimer le complément de revenu pour activité réduite notamment celui des assistantes maternelles.

Une telle attitude est bien évidemment contraire à l'aspiration d'une majorité de français de plus de justice sociale.

De même, Les propos de Mme Buzyn sur RTL, il y a quelques jours qui considérant que les français peuvent travailler plus longtemps parce qu'ils vivent plus vieux, sont dans le contexte social que nous connaissons, une véritable provocation et une faute politique. Tenir de tels propos revient à nier :

- L'écart d'espérance de vie entre un cadre et un ouvrier qui est de 8 ans
- Le fait que si l'espérance de vie progresse dans notre pays, l'espérance de vie, (64.9 ans pour les femmes, 62.6 pour les hommes) c'est-à-dire la possibilité de jouir de sa retraite, elle ne progresse pas dans notre pays.

Je pourrais multiplier les exemples prouvant l'insincérité de la démarche gouvernementale en mettant en œuvre le grand débat, tout comme, il me serait aisé de voir dans la venue du premier ministre, le 08 février, pour la signature du pacte d'accessibilité, sans qu'il nous ait été possible, au préalable, de nous exprimer sur ce sujet, un camouflet imposé au CESER et à la société civile organisée que nous y représentons.

Ce procédé étant trop aisé, je renonce à l'utiliser.

Concernant l'avis du CESER (re) faire société, le groupe Force ouvrière regrette :

- **Le caractère partisan du chapitre 1.** En effet ce chapitre qui se veut un diagnostic ne prend que peu en compte les retours des discussions, les comptes rendus des assemblées de gilets jaunes auxquelles ont pu participer certains membres notamment de la commission Qualité de vie Retours qui démontraient le

caractère élaboré, démocratique des revendications des gilets. Jaunes. Les rédacteurs préférant insister sur le caractère évolutif et parfois hétérogènes de ces revendications.

- Le point 2.3 est à ce titre éclairant, il semble préférable pour le CESER de prendre en compte l'expression de 23 des membres du Conseil régional des Jeunes de Bretagne, plutôt que l'expression des gilets jaunes collectée lors des différentes réunions auxquelles certains d'entre nous ont assisté en leur qualité de membre du CESER.
- La volonté de construire notre avis en y intégrant des extraits d'études antérieures au mouvement des gilets jaunes n'est probablement pas étrangère au résultat obtenu.
- **La non distinction entre ce qui relève ou pourrait relever des compétences régionales et ce qui n'en relève pas au sein du chapitre 3.**
- Ce chapitre qui se veut être les propositions du CESER face à la crise sociale qu'exprime les gilets jaunes n'établit pas clairement la distinction entre ce qui relève de la compétence de la région et ce qui relève de la compétence nationale.
- Une telle distinction aurait permis à la région Bretagne de formuler des réponses concrètes aux questions soulevées par la crise sociale que nous traversons, aux bretonnes et aux bretons d'adhérer ou non à celles-ci.
- Au lieu de ça nous avons un texte généraliste, plus proche du souhait que de la proposition concrète.
- Enfin nous regrettons la longueur de ce document qui risque de dissuader nombres de bretonnes et de bretons de le lire.
- Il nous semblerait judicieux que la synthèse de ce document soit rapidement adressée à chaque commune de Bretagne en résonance aux cahiers de doléances.

Le groupe Force Ouvrière, à l'instar de sa confédération, considère que le grand débat n'est qu'une opération de communication politique dont il ne ressortira rien.

En conséquence, nous allons continuer à porter en toute indépendance notre revendication d'un choc salarial qui s'oppose au choc fiscal revendiqué par d'autres, et de réimplantation des services publics.

Nous voterons donc contre l'avis.

Je vous remercie de votre écoute.



Intervention de Daniel TUNIER

Mouvement des entreprises de France (MEDEF) Bretagne

Je m'exprime au nom du MEDEF Bretagne.

Le mouvement des gilets jaunes est de toute évidence un évènement important qui doit interpeller tout responsable, et au-delà, tout citoyen. Il nécessite des réponses sinon la France sera exposée à des répliques beaucoup plus puissantes. Encore faut-il que ces réponses soient les bonnes ? C'est-à-dire qu'elles répondent aux attentes et surtout traitent les causes qui ont amené à ce mouvement dont l'élément déclencheur fut le prix du carburant et la fiscalité, élevée, qui lui est appliquée. Ce mouvement exprime une souffrance face à un pouvoir d'achat trop faible et une forme de désespérance face aux difficultés économiques, sociales et territoriales.

Pour autant, il peut être surprenant de constater l'émergence d'un tel mouvement dans un pays, la France, qui est censé corriger le plus les inégalités par un niveau record de dépenses publiques, 56 % du PIB, un niveau record des dépenses de protection sociale, 32 % du PIB. Comment se fait-il que ce mouvement des gilets jaunes apparaisse dans un tel contexte de niveau record de redistribution ?

Ce mouvement a fini par éclore car le haut niveau de prélèvements sur les ménages bride leur pouvoir d'achat et le haut niveau de prélèvements sur les entreprises, au mieux, bride leur développement, leur capacité à maintenir ou gagner des marchés, au pire les condamne, créant ainsi la désindustrialisation marquée de l'économie française, affectant notamment les territoires non métropolitains. Rappelons que la France a, de loin, le déficit commercial le plus élevé de la zone euro, elle-même excédentaire.

La question de fond est tout autant celle de la création de richesses que celle de sa répartition, ce qu'occulte la contribution du CESER.

De même, comment s'étonner d'une telle désespérance dans un pays qui cumule le double record de niveau de taxation et de faible temps de travail. A cet égard, les promoteurs des 35 heures ont une réelle responsabilité dans la situation actuelle.

Par ailleurs, le texte fait preuve d'insuffisance lorsqu'il affirme, sans aucun chiffre, que les inégalités se sont creusées en France. Les statistiques de l'INSEE prouvent le contraire. De même, contrairement à ce qui est écrit, l'ISF n'a pas été supprimé. Il a été maintenu avec un nom différent. C'est son assiette qui a été modifiée pour atténuer ses effets délétères sur l'économie et notamment sur l'industrie.

La contribution et sa synthèse constituent un catalogue très fourni de nouvelles dépenses publiques oubliant que par définition la demande de dépense publique est infinie et que la grandeur des élus, des responsables politiques, est d'arbitrer entre elles.

Nous tenons à réagir à cette contribution car elle porte dans ses analyses et ses préconisations les germes de répliques très fortes du mouvement. Nous estimons qu'il est de notre responsabilité de réagir et de rappeler les causes réelles de cette situation.

On ne répond pas à une révolte fiscale par une augmentation des dépenses publiques, des impôts et des taxes. La lecture de cette contribution montre en la matière qu'il s'agirait d'augmenter les prélèvements, non pas sur tous, mais sur les plus riches en écrivant, je cite, « que le système fiscal actuel nécessite d'être remis à plat dans le sens (...) d'une plus grande équité ».

La solution n'est pas là. Il faut au contraire prendre les mesures de réduction de la dépense publique pour desserrer l'étouffement des prélèvements sur les ménages et les entreprises et libérer leur capacité à investir, se développer et créer des emplois.

Je vous remercie de votre attention.

Intervention de Annie GUILLERME

Fédération régionale des Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (FR-CIDFF)

En complément de l'Avis du CESER par le rapporteur général, nous attirons l'attention sur le fait que le Mouvement social des Gilets jaunes exprime la question des inégalités sociales et le sentiment d'injustice sociale des femmes qui aspirent à l'amélioration de leurs conditions de vie, celles de leurs familles, à l'exercice de leur métier et à leur pleine citoyenneté.

En effet, il n'a échappé à personne que dans le Mouvement social des Gilets jaunes figurent de nombreuses femmes disant leurs difficultés à boucler leurs fins de mois, donc leur précarité financière étant donné qu'elles travaillent très souvent à des temps partiels subis ne permettant pas de satisfaire leurs besoins élémentaires et ceux de leurs familles.

Cette réalité se conjugue fréquemment au fait que de très nombreuses femmes sont en situation de monoparentalité. Pour mieux comprendre les situations et les sentiments d'inégalité et d'injustice qu'elles expriment, il va de soi que la notion habituelle de niveau de vie n'est pas suffisante, c'est bien la notion « du reste à vivre » trop réduit, un clignotant rouge qui arrive trop tôt dans le mois qui les met en danger et qui est fortement dénoncé.

Nous constatons que de nombreuses femmes qui s'expriment dans le Grand débat national font tourner en particulier dans notre société ce que l'on appelle « les services vitaux » que sont ceux du nettoyage, des soins, de la santé et du travail social ... dont chaque citoyenne et citoyen ne peut se passer à différents moments de sa vie. « Les services qu'elle rendent et dont bénéficie toute la société sont le plus souvent assimilés à des coûts alors qu'elles produisent une richesse émancipatrice qui pavent les fondements de la vie collective ».

Les femmes brandissent les clignotants rouges et tirent la sonnette d'alarme sur leurs situations sociales dans « les services vitaux » et on remarquera que leurs revendications portent le plus souvent, sur le souci de bien faire leur travail, sur les moyens qui devraient leur permettre d'accomplir leurs tâches dans les meilleures conditions auprès des personnes fréquentant les services de santé et les maisons de retraites. Elles ont le souci du service de proximité en matière de santé à rendre sur les territoires, comme par exemple le maintien des maternités de proximité pour lesquelles elles s'engagent.

Ce sont autant d'éléments décisifs à prendre en compte pour faire société en Bretagne.

En vous remerciant pour votre attention,



Intervention de David RIOU

Union régionale interprofessionnelle de la CFDT Bretagne

La première phase du grand débat national vient de s'achever. Le CESE et les CESER ont décidé de s'impliquer dans le grand débat. Le CESER Breton a largement participé à cette dynamique en faisant le choix d'assister à plus de 50 débats sur le territoire, de s'appuyer sur les travaux en commissions, de les reprendre ou de les actualiser autour de cinq grandes orientations.

Au regard de la contribution qui nous est soumise au débat aujourd'hui, nous pouvons dire que collectivement nous avons su travailler et, ce, dans un temps contraint.

Cela démontre que notre CESER au travers de son organisation sait être réactif et en capacité de travailler sur des sujets d'actualité si cela est nécessaire. Ce type de travail, à condition de ne pas en abuser, peut très bien s'intercaler dans nos travaux de fonds sur les études thématiques. Nous tenons à remercier l'ensemble des services du CESER pour leur implication et pour le travail réalisé.

Pour la CFDT, au-delà des propositions formulées par le CESER, les solutions et beaucoup de réponses se trouvent également dans les entreprises, les grandes « invisibles » du Grand Débat National. Pendant ce Grand Débat, la responsabilité des employeurs a été très peu pointée ; employeurs privés comme publics, leur responsabilité en matière d'emploi et de qualité de l'emploi, leur responsabilité en matière de rémunération et de partage de la richesse créée et bien sûr, leur responsabilité dans la crise démocratique que nous traversons car la démocratie se joue aussi sur les lieux de travail par la qualité du dialogue social. Il s'agira de ne pas l'oublier lors de la conférence sociale régionale.

Parmi les différentes contributions au Grand Débat National, la CFDT et 19 organisations syndicales et associatives dont plusieurs siègent ici même, ont travaillé ensemble pour faire face à l'urgence sociale et écologique et aboutir à des propositions concrètes réunies dans un Pacte social et écologique du pouvoir de vivre.

Ce pacte rassemble aujourd'hui 66 propositions qui conjuguées, permettront à la fois de lutter contre le dérèglement climatique, d'enrayer l'érosion de la biodiversité, d'améliorer le quotidien des citoyens, d'améliorer les pratiques démocratiques et la participation citoyenne, de remettre l'exigence de solidarité et d'égalité au cœur de l'économie, et de construire une société plus juste et solidaire, qui ne laisse personne de côté. Ces propositions sont le fruit des débats et des travaux collectifs menés dans les organisations signataires au plus de près de leurs sympathisants, adhérents, militants. Ces 66 propositions sont aussi le reflet des expressions des citoyens collectées lors des différents débats publics organisés par l'ensemble de ces mêmes organisations, expressions qui ont alimenté la plateforme du Grand Débat.

Elles sont la voix de plusieurs millions de personnes. Ce pacte vise à guider toutes les politiques publiques pour que dans chaque nouvelle loi, dans chaque nouveau décret, et à toutes les échelles, les questions sociales et écologiques soient non seulement prises en compte mais qu'elles deviennent le cœur de chaque décision politique. Plusieurs de ces propositions doivent également être au cœur du dialogue social dans les entreprises et administrations.

« Le pouvoir de vivre », comme l'a rappelé la CFDT à plusieurs reprises ces derniers temps, et ce à tous les niveaux, correspond au projet que la CFDT a construit collectivement depuis plusieurs années, en parlant d'un nouveau mode de développement, traduit à hauteur de femme et d'homme ! Un mode de développement qui allie justice sociale et transition écologique. Parce que le pouvoir de vivre, c'est d'abord pouvoir vivre dignement de son travail, d'un travail de qualité avec une rémunération juste et qui ait du sens. C'est aussi pouvoir bénéficier de conditions

de vie satisfaisantes, en termes de logement et de transport, de santé mais aussi d'un environnement sain. Tout cela renvoyant à l'accès à des services publics de proximité en termes d'éducation, de culture, d'aide à la vie quotidienne. C'est encore la possibilité de s'exprimer, de participer, dans son travail comme dans l'espace public. Le pouvoir de vivre, c'est enfin de vivre ensemble, sans subir de discriminations, de construire du commun dans une société apaisée et ouverte.

Alors maintenant, passons à l'action !

La CFDT votera cette contribution.

Intervention de Philippe LE ROUX

Union des entreprises de proximité (U2P) de Bretagne

J'interviens au nom de l'U2P.

M. Le Président, chers collègues,

Notre session d'aujourd'hui revêt un caractère exceptionnel car vouloir (Re)faire société n'est ni dans nos ambitions, ni dans nos compétences. Toutefois, le choix de l'intitulé est à la hauteur de la mission de notre Conseil Economique, Social et Environnemental : Refaire société, faire société. En effet ce titre illustre parfaitement un état d'échec, refaire société mais aussi l'envie de redonner espoir et : faire société.

D'emblée, nous tenons à redire que notre travail au cours de ces dernières années au CESER, se retrouve totalement dans cette contribution.

Le travail des commissions, plusieurs dizaines d'heures, des services, quelques centaines d'heures, illustre bien l'importance de cette crise inédite. Nous tenons à rappeler que nos échanges, dans ce contexte difficile, ont toujours été empreint de gravité, de mesure et d'une véritable volonté de construire.

Il n'est pas inutile non plus de rappeler que la visite de l'ensemble de nos travaux, qu'ils soient anciens ou récents, à l'aune de nos difficultés actuelles, ne nous a jamais conduit à dire : nous avons raison. Bien au contraire, il faut le redire, la connaissance des dossiers, de leurs complexités et leurs enjeux ont toujours été au cœur de nos préoccupations.

C'est pourquoi, quelques soient nos engagements et quelques soient nos convictions, la construction d'une synthèse n'a jamais été perdue de vue. L'avis qui nous est soumis s'est, tout compte fait, assez facilement imposé.

Notre institution, parfois raillée pour son goût « du consensus », a mesuré la gravité de la situation actuelle pour préférer la construction à la confrontation. Il faut bien dire que la réalité de l'état de notre société, fracturée et déboussolée, nous y a facilement conduits...

Corps intermédiaire, lieux de rencontre et d'échange, notre assemblée s'est ainsi (re) trouvée au cœur de la démocratie. Demain ne sera pas comme hier, tout le monde doit le comprendre.

En effet, bien tardivement, on réalise que nos territoires vont mal ! La proximité qui n'était dans l'ancien monde qu'un usage devient aujourd'hui une valeur ! Quelle découverte ! Nous avons tellement parlé de périphérie, de ruralité, de services qu'il fallait être vraiment déconnecté pour ne pas comprendre la souffrance de nos territoires et de ceux qui y vivent.

Le monde des artisans, des commerçants, des services, des entreprises, petites moyennes ou grandes n'a eu de cesse de le crier, de le hurler ! Mais c'étaient aussi le cas de beaucoup des organismes ici représentés, quel que soit le collègue.

La reconstruction, plus exactement la cicatrisation, car le tissu social est un monde vivant, doit maintenant très vite s'opérer. L'action de toutes et de tous est nécessaire, il ne peut y avoir d'échec, il ne peut y avoir de non-partants ! La surenchère et le sectarisme n'ont pas lieu d'être sauf à se disqualifier durablement...

L'Union des entreprises de proximité, à vos côtés.

Organisations ici présentes et chers collègues, à vos côtés.

M. le Président, répondra sans réserves à cette enjeu national, j'ajouterai régional, que vous portez : à vouloir Refaire société.

Je vous remercie de votre attention.



Intervention de Stéphane CRÉACH Comité régional CGT de Bretagne

L'intensité des frustrations sociales est bien réelle dans ce pays des droits de l'Homme et, peut-être de la Femme.

On peut féminiser, maintenant, les noms des métiers comme le préconisent les sages » de l'Académie Française mais pas encore les droits manifestement puisque, pour ne prendre que la question salariale, l'écart moyen des rémunérations entre les femmes et les hommes persistent au haut niveau de 27%.

Ce scandale est à la mesure de la situation bien réelle du malaise français puisque le monde de l'entreprise -comme celui des pouvoirs publics- perpétue sans relâche la discrimination salariale à l'égard des femmes de manière si flagrante que cela en devient indécent.

Ainsi la violence sociale est bien au cœur des politiques publiques mais aussi, et surtout, des politiques privées menées par le grand patronat depuis qu'il veut prendre sa revanche sur les « conquis » des bases fondamentales issues du Conseil National de la Résistance.

Quand le CESER dessinait à travers un projet collectif ses trois priorités stratégiques pour un projet partagé de développement durable de la Bretagne, il esquissait, en octobre 2017, un mouvement qui devait accompagner les transitions et surtout éviter les fractures.

Cette contribution de CESER reposait sur un travail collectif riche d'échanges, parfois de confrontations d'idées et de points de vue différents mais dans le but de recherche d'intérêt général. Pourquoi le travail auquel nous aboutissons aujourd'hui dans le cadre du mouvement dit des « gilets jaunes » et du « grand débat national » est-il partiellement différent de celui mené auparavant ?

Tout simplement puisqu'il est le fruit d'un exercice différent et qu'il est une forme d'expression issue d'un autre style de travail puisqu'en partie nourri par plus d'expériences « de terrain. »

Le CESER n'avait pas l'ambition d'apporter des solutions « clés en mains », il n'avait pas non plus la seule idée que de ne compiler ses travaux précédents, il ne prétendait pas plus enfiler le costume du journaliste pour retranscrire les multiples témoignages entendus.

Alors il a ouvert un autre espace, avec une méthode inédite.

Que retenir dans ce travail si ce n'est que pour peut-être la première fois la grande question du social est sur le devant de la scène ?

Nous le réaffirmons sans complexe, pour la CGT la plus grande des violences est la violence sociale.

C'est justement parce que cette violence est telle que la même intensité est reproduite du point de vue environnemental.

Le mouvement des gilets jaunes est l'expression d'une exaspération, comment pourrait-il en être autrement avec une telle injustice sociale, fiscale et environnementale ?

Pourtant les propositions pour faire société durable ne sont pas les mêmes, puisque nier les rapports de force comme les antagonismes « de classes » ne permettront pas d'avancer sur un autre modèle de « vivre ensemble » que l'ultra libéralisme ne permet pas.

Que le responsable du grand patronat français intervienne en fin de débat national pour réclamer une nouvelle ristourne de 46 milliards d'euros d'exonérations fiscales est significatif de cet état d'esprit que « les biens sont, pour certains, loin d'être communs ».

Dans le prolongement de ses travaux antérieurs, le CESER apporte dans cette nouvelle contribution un éclairage qui sera de nature à modifier peut-être son fonctionnement sur sa façon de considérer les aspects sociaux dont la rémunération du travail plus particulièrement.

Dans ce même élan, la montée progressive des préoccupations environnementales et la nécessité d'un réel développement durable doivent nous permettre, collectivement, d'envisager d'orienter de nouvelles productions du CESER vers des aspects prioritaires beaucoup plus soucieux du caractère humain et environnemental.

C'est le constat évident du travail rendu pour cette session du 25 mars 2019 dans un nouvel élan pour une démocratie renouvelée, ou alors on se ment à nous-mêmes.

Que le témoignage des jeunes, qui ont bien voulu répondre parmi le Conseil Régional des Jeunes dans, là aussi, un exercice inédit et dans une incursion « surprise » dans leur conseil, soit comparable à notre même exigence de révision des inégalités doit permettre d'envisager de belles perspectives, y compris de travail commun.

La réalisation de ce travail ne fera pas l'unanimité peut-être mais, vraiment, peu importe. La question qui va se poser c'est comment nous allons pouvoir travailler maintenant puisque nous avons, même dans un exercice contraint agit de manière différente.

La CGT, elle n'est pas la seule, invite, dès lors que nous nous conformions à un exercice de révision de nos méthodes de travail pour nous permettre d'être plus un maillon démocratique de l'exercice de la citoyenneté puisque nous le pouvons comme représentants de la société civile organisée.

Comme de fait exprès, notre session de ce jour a trois sujets qui résument bien ce que à quoi nous pouvons aspirer dans le cadre de notre représentation.

L'eau, l'action publique, la vie en société.

Pour la CGT, les politiques publiques doivent concourir à l'affirmation que le progrès social est la raison d'être de l'activité économique et c'est bien pour cette raison que les politiques publiques ne sont pas uniquement l'affaire de l'Etat.

Assurer à toutes et tous un certain nombre de services, qui sont essentiels, permet aux individus cette réelle liberté puisque les rendant solidaires.

Dans la période que nous traversons, la CGT est fidèle à ses valeurs : « ni complaisance, ni irresponsabilité, ni surenchère, ni abandon de l'intérêt des travailleurs. »

C'est pour cette raison que la CGT a insisté sur le rôle de la Conférence sociale bretonne puisque les réponses sont aussi d'ordre économiques.

Tout ce qui a trait à l'ensemble « vivre, travailler, étudier, décider » doit être discuté, élaboré en connaissance de cause et, avec cette affirmation profonde, que l'effectivité des droits, politiques, sociaux, civiques ne se discutent pas uniquement sur « un coin de table », puisqu'ils résument à eux seuls la légitimité de la démocratie.

La démocratie est une réelle conquête, elle exige une même rigueur qu'elle est une solution évidente :

Le dialogue et la nécessaire confrontation des idées.



Intervention de Laurent KERLIR

Chambre régionale d'agriculture de Bretagne

Je m'exprime ici au nom des acteurs économiques du collège 1.

La contribution du CESER au Grand Débat National traduit un travail d'observation, d'analyse et de propositions dont nous saluons la densité, la qualité et la hauteur de vue. Et nous apprécions que soit reconnue l'idée que des expressions de corps intermédiaires n'aient pas toujours été écoutées et entendues depuis les travaux engagés en 2017 sur la façon d'accompagner certaines transitions majeures. Nous avons indiqué la nécessaire progressivité, le risque de ruptures violentes, le risque d'iniquité, le risque de déstabilisation de certains secteurs économiques, la peur de déclassement des plus fragiles de nos concitoyens. Nous avons rappelé que la transition c'était « aller vers » en associant les acteurs concernés, en prenant le temps d'écouter et d'expliquer.

« La force collective des citoyens sera toujours plus puissante pour produire du bien social que l'autorité d'un gouvernement » affirmait Tocqueville. Mais il ajoutait que cette force pouvait aussi parfois faire obstacle au changement, si elle devient seulement le réceptacle de toutes les amertumes et frustrations accumulées.

Nous souhaitons dire à travers cette référence combien le rôle des corps intermédiaires, des élus locaux et du monde associatif peuvent contribuer à construire une vision de long terme mobilisatrice.

Ceci vaut pour le gouvernement, ceci vaut aussi à l'échelle régionale pour construire les politiques publiques régionales et territoriales de demain.

Cela vaut aussi pour nous, corps intermédiaires, dans l'équilibre à trouver entre notre attachement à la démocratie représentative et notre capacité à initier des démarches participatives pour la construction de propositions.

Partant de là nous souhaitons insister sur 3 domaines importants de transitions auxquels le secteur agricole portera une attention particulière :

- La transition alimentaire : le monde agricole et agro-alimentaire a eu son débat national en 2017 à travers les Etats Généraux de l'Alimentation (EGA), avec son lot de propositions constructives mais aussi d'excès et d'insuffisances. Nous avons d'emblée alerté sur la confrontation rude entre la nécessité de restaurer le revenu des producteurs et le pouvoir d'achat de certains consommateurs. La crise des gilets jaunes a durement rappelé cette réalité. Les conclusions du Grand Débat National ne doivent pas méconnaître cette équation, au risque de tuer les avancées législatives issues des EGA.
- La transition énergétique et climatique : autre sujet social pour les personnes à faibles revenus, éloignées des services publics et des transports en commun. Sujet à la fois économique et sociétal pour le monde agricole. Notre secteur d'activité est source de solutions, à la fois pour réduire les gaz à effet de serre et pour produire de l'énergie renouvelable. C'est cette vision que nous souhaitons faire reconnaître dans les stratégies bas carbone et dans les plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET).
- La transition écologique est aussi au cœur de nos préoccupations. Elle est déjà au cœur de nos actions et éléments de réussite sur la reconquête de la qualité de l'eau. Sur les enjeux de l'eau en Bretagne, nous retenons l'affirmation selon laquelle les recettes tirées de redevances sur l'eau soient affectées à la politique de l'eau. Nous attirons votre attention sur la vision très élastique que certaines collectivités semblent vouloir donner à la politique

de l'eau. Et nous avons la conviction qu'il y a, en nous imposant cette règle, de vraies pistes d'économie d'argent public. Faisons confiance aux acteurs économiques pour penser aussi politique de l'eau.

Nous n'intervenons pas sur la totalité du document. Les Bretons ont besoin en Bretagne d'un dialogue permanent entre les acteurs économiques et sociaux pour construire un futur souhaitable tel que formulé dans le document qui nous est soumis ce jour.

Je vous remercie de votre attention

Intervention de Brigitte LE CORNET

Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) de Bretagne

Je m'exprime au nom de la CPME de Bretagne

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Le mouvement « les gilets jaunes », initié depuis plus de 5 mois est devenu totalement paradoxal. Le trop plein de fiscalité, dénoncé dans les premiers temps, et particulièrement la fiscalité écologique qui impactait fortement les prix du carburant, s'est transformé en « trop de taxes », « trop d'impôts » mais ... « il faut encore en rajouter » !

Dorénavant, par un jeu de récupération, il faudrait taxer davantage « les autres », c'est-à-dire ceux qui sont plus riches que soi.

Domage que les Gilets Jaunes n'aient pas pris en considération le fait que les petits patrons, ceux des TPE et PME, sont les Gilets Jaunes du Cac 40. Ils auraient alors rallié davantage de monde à leur cause et permis que le poids du nombre surpasse largement la force de la casse extrémiste. Ils auraient permis un message plus audible et plus solide.

Pour autant, les nombreuses contributions des entrepreneurs bretons aux débats organisés à leur attention, montrent la même détermination à dénoncer les trop pleins : fiscal, social, environnemental et normatif. Mais ils ont été également l'occasion de faire passer des messages.

En fin d'année, des annonces gouvernementales vont nous couter près de 10 milliards d'Euros. Toujours la bonne vieille recette qui consiste à répondre à une contestation par une hausse de revenus. Si, cette fois, le gouvernement a opté pour l'élargissement et l'augmentation d'une prestation sociale, plutôt qu'une augmentation du salaire qui était le réflexe de l'ancien monde, c'est parce qu'il a compris que toute augmentation de smic entraîne, ipso facto, une augmentation des prix, une baisse du pouvoir d'achat et une destruction des emplois. D'ailleurs, il ne doit échapper à personne que le mouvement n'a pas pénétré nos entreprises, ce qui est significatif.

Car le bilan est sans appel, l'état vit au-dessus de nos moyens :

- Taux de prélèvements obligatoires : 47,6% en 2017, soit le plus fort taux au monde après la Corée du Nord.
- Taux des dépenses publiques : 57%, soit le plus fort taux au monde. Pour autant, nous n'avons pas le meilleur service public au monde. Alors, sans faire le parallèle entre le fonctionnement d'une entreprise et le fonctionnement de l'état, il y a forcément des possibilités d'optimisation.

Face à ces excès, certains chefs d'entreprise préfèrent partir. Tant que cette tendance ne touchait que les grands groupes qui avaient des actifs partout dans le monde, ce n'était pas trop grave. Mais on voit désormais, face à l'insécurité « économique », certains qui possèdent un petit patrimoine faire le choix, sans battage médiatique, du départ, de la réduction, de la limitation ou, plus radicalement, de la cessation de leur activité. En effet, pourquoi continuer quand tout converge vers une privatisation des risques et une socialisation des profits.

Nous en voulons pour preuve l'article 61 de la loi Pacte qui vise à modifier l'objet social de l'entreprise. On laisserait croire ici que l'objet social d'une entreprise serait de créer des emplois, ce qui est totalement faux. L'article 1833 du code civil édicte que l'objet social d'une entreprise est bien de créer de la richesse. Or, en France, c'est notion élémentaire d'économie est devenue un tabou.

Si nous pouvons comprendre qu'une grande entreprise qui gagne tellement d'argent a le besoin de se doter d'une belle image, ce n'est pas du tout le cas d'un patron d'une TPE ou PME qui sait depuis longtemps qu'il doit soigner son capital central que représente ses salariés et, qu'à défaut, il mourra seul. Et, alors que le petit patron prend tous les risques, se porte caution sur ses biens personnels, se retrouve seul quand les affaires tournent mal, on voudrait l'obliger à partager quand les affaires vont bien. Laissons-lui la liberté de choisir.

Cet article 61 est inspiré d'un rapport rédigé par Nicole Notat, ancienne secrétaire générale de la CFDT et aujourd'hui présidente de la société de conseils Vigéo et de Jean-Dominique Sénart, désormais à la tête de Renault et ancien président du groupe Michelin. Quel risque a pris cet homme, quel risque prend le salarié responsable d'un grand groupe ? Qu'il ne vienne pas nous donner des leçons de bravoure et nous demander de partager alors que lui ne partage rien. C'est indécent.

Il faut rester lucide, ces modèles patronaux sont différents ; il ne faut pas les opposer mais il ne faut pas les confondre : leurs intérêts divergent. D'un côté des patrons qui mettent en caution leur maison et qui prennent des risques, de l'autre des dirigeants salariés qui n'en prennent aucun. En Bretagne, 95% des entreprises privées sont des TPE-PME ; c'est dire leur poids économique et leur poids sociétal.

Donc, quand on enferme les patrons de TPE-PME dans la caste des patrons qui gagnent beaucoup d'argent, c'est une insulte. Il est donc de bon ton de répondre : « Venez mettre sur la table tout ce que vous avez, y compris ce que vous n'avez pas, et commencer par vos tripes... ». Car il est difficile de trouver une activité plus noble, plus ouverte d'esprit que l'entrepreneuriat. Nous y trouvons même de la fraternité : nous avons tous les mêmes problèmes et le même ennemi qui n'est en aucun cas le salarié. Il n'a seulement pas le même problème que son patron. L'ennemi c'est tout ce qui vient empêcher le développement serein des entreprises. Et, s'il n'a jamais été aussi tendance de créer son entreprise, paradoxalement, l'entreprise ne s'est jamais faite autant massacrer par des règles intenable et des charges aussi importantes.

La CPME se réjouit donc qu'un tel débat puisse s'instaurer au CESER, dans son rôle de représentation de la Société Civile. Ce fût le cas, entre autres, dans le cadre de ce grand débat national où toutes les organisations ont eu la liberté d'exprimer leur position, en légitimité et en contradiction, pour (Re)faire société et améliorer notre vivre ensemble.

La CPME de Bretagne vous remercie, Monsieur Le Président, de permettre un débat démocratique entre organisations représentatives et responsables.

Je vous remercie de votre attention.

Avis du CESER sur le dossier Etat et Région : une ambition publique partagée pour la Bretagne

1. Rappel du contenu du document

Le partenariat Etat/collectivités en Bretagne est ancien. Il est ponctué d'épisodes historiques forts, dont le dernier est celui du « Pacte d'avenir », signé en décembre 2013 et qui, depuis plus de 5 ans, est un cadre de référence pour une ambition publique partagée.

Plusieurs éléments récents ont perturbé ce partenariat : les incompréhensions liées à la contrainte budgétaire, le sentiment d'une recentralisation de la décision, et enfin, les répercussions de la décision nationale de mettre un terme au projet d'aéroport de Notre Dame des landes.

L'Etat et la Région ont souhaité répondre à ces interrogations par la relance résolue d'un partenariat fort, dans un esprit de confiance qui a toujours marqué, au plan local, leurs relations de travail et de projets.

S'appuyant sur les déclarations du Président de la République qui a proposé la mise en œuvre de « pactes girondins » entre Etat et territoires, s'appuyant également sur les engagements pris par le Gouvernement de garantir aux territoires de l'ouest des contreparties à la fin du projet de Notre Dame de Landes, le Conseil régional, en étroite association avec les collectivités de Bretagne, a ouvert deux chantiers pour de nouveaux conventionnements avec l'Etat.

Le premier chantier a porté sur les enjeux majeurs de l'accessibilité. Il est né en réponse au retrait du projet d'aéroport du Grand Ouest. Il s'est très vite structuré autour de la proposition faite, dès janvier 2018, d'un pacte d'accessibilité composé de 4 axes majeurs. Les discussions, depuis un an, ont permis d'enrichir les propositions originelles du début 2018 en y introduisant un volet portuaire et un volet sur les mobilités du quotidien.

Le second chantier a porté sur les enjeux de modernisation de l'action publique régionale. Dans un contexte de fortes contraintes budgétaires d'une part et alors que ne sont pas encore absorbés tous les effets des dernières réformes territoriales, il s'agissait de travailler à de nouvelles modalités de mise en œuvre de l'action publique en Bretagne, pouvant s'appuyer sur des pratiques d'expérimentation, de mutualisation de moyens, de différenciation. A cet égard, ces propositions se sont fortement inspirées de celles élaborées dans le cadre du groupe de travail mobilisé au sein du Conseil régional. Ces propositions ont ensuite été partagées en Conférence territoriale de l'action publique (CTAP), laquelle contribuera également à leur mise en œuvre. Le document ainsi élaboré est une première étape marquant une volonté partagée de renforcer l'efficacité de l'action publique en Bretagne, d'abord entre l'Etat et la Région, mais ouvrant la porte à l'association d'autres niveaux de collectivités locales. L'essentiel des propositions porte sur des expérimentations, sur des exercices de déconcentration de l'action de l'Etat ou sur des possibilités de délégations de compétences. Il s'agit parfois de « petits pas » présentés dans le bordereau comme marquant l'ouverture d'un important chantier de modernisation inscrit dans la durée et dont il s'agit également de mesurer les impacts sur le fonctionnement de l'Etat en région.

2. Observations du CESER

La finalisation tardive du dossier « Etat et Région : une ambition publique partagée pour la Bretagne », composé du « Contrat d'action publique pour la Bretagne » intégrant le « Pacte d'accessibilité et de mobilité pour la Bretagne », n'a pas permis la consultation préalable obligatoire du CESER prévue par le Code général des collectivités

territoriales. Dans son vœu du 4 février 2019, le CESER a exprimé à nouveau son incompréhension de l'urgence affichée pour un projet en négociation depuis un an et s'est inquiété fortement du non-respect de cette obligation comme du non-respect des délais et des conséquences sur les processus de construction de l'action publique, de consultation de la société civile et d'expression citoyenne. Si ces processus demandent du temps, l'actualité nous rappelle qu'ils sont le fondement d'une action publique démocratique. Au regard des enjeux présents dans le document soumis (nature, contenu, portée) nécessitant un temps de compréhension, de dialogue et de débat entre les représentants de la société civile, le CESER a cependant choisi de s'exprimer à l'occasion de cette session, dans un avis communiqué aux élus régionaux et aux représentants de l'Etat en région, avec les expressions en séance des organisations représentées en son sein.

L'avis se présente sous la forme d'un avis général suivis d'avis thématiques portant sur les différentes parties du contrat soumis, dont le pacte d'accessibilité et de mobilité pour la Bretagne.

2.1. Un contrat d'action publique pour la Bretagne

Dans sa contribution au « Projet de convention régionale pour l'action publique en Bretagne » (session du 11 juin 2018), le CESER renouvelait son invitation au Conseil régional en premier lieu, mais aussi aux collectivités territoriales et à l'Etat en région, à développer, au sein de la Conférence territoriale de l'action publique (CTAP), un dialogue pour une action publique plus cohérente et mieux coordonnée et à saisir les possibilités réglementaires existantes pour construire les modalités d'une action publique régionale innovante, permettant d'anticiper et de répondre aux enjeux d'un développement régional durable.

Initialement, le « pacte girondin » ou « pacte breton » exprimait la volonté d'aller vers une intégration des trois sujets alors en négociation pour en renforcer la cohérence : relations financières Etat-Région Bretagne, accessibilité pour la Bretagne, nouvelles modalités de l'action publique. D'autre part, le CESER formulait le souhait que la nouvelle relation de confiance instaurée avec l'Etat concerne l'ensemble des collectivités territoriales de Bretagne. De manière globale, le CESER constate un décalage entre cette ambition de départ, et le contrat pour l'action publique pour la Bretagne finalisé.

Le CESER souligne par ailleurs le caractère très hétérogène de ce contrat, y compris dans sa rédaction ; il rend son contenu difficilement lisible et appropriable sans clés de lecture préalables. Il s'est également interrogé sur la nature même du document, plusieurs termes renvoyant à des réalités différentes, étant cités dans le document : partenariat, pacte girondin, conventionnement, contrat. Par ailleurs, son contenu fait état à la fois de la confirmation d'engagements déjà pris, de l'ouverture de nouveaux chantiers, et d'impulsions nouvelles pour expérimenter des dispositifs de différenciation et de déconcentration (délégation de la gestion de certains crédits notamment). Parce qu'il n'y a pas d'obligations précises en termes de moyens, de résultats et de calendrier, il est en effet difficile de parler de contrat au sens juridique du terme.

Le CESER note que ces engagements marquent la volonté politique de la Région et de l'Etat de poser un « cadre contractuel » dont le respect doit se traduire par la mise en œuvre opérationnelle des engagements pris par chacun des contractants. Celle-ci nécessite, sur un certain nombre de sujets, des modifications de textes nationaux et appelle une déclinaison opérationnelle ; aussi, le CESER est conscient du fait qu'il s'agit bien là d'une première étape. Elle devra ouvrir des possibilités de penser différemment l'action publique. Le CESER prend acte du fait que ces possibilités ont été négociées sur la base de spécificités régionales ou de la reconnaissance d'une gouvernance spécifique en Bretagne, légitimant ainsi les demandes de déconcentration ou de différenciation par exemple. Le CESER constate des avancées dans plusieurs domaines et les opportunités que cela peut représenter pour les acteurs concernés sur le terrain, mais souligne que la déclinaison concrète des engagements reste en grande partie à construire. Conscient des opportunités de négociations saisies à travers ce document, le CESER note cependant la complexité à mener le dialogue avec l'Etat et les administrations centrales, et s'interroge sur les possibilités qui seraient susceptibles d'être ouvertes au moment de la réforme constitutionnelle. L'absence de référence explicite au Contrat de plan Etat-Région (CPER) questionne également le CESER sur l'avenir de ce type de contractualisation.

S'il ne s'agit pas là d'un nouvel acte de décentralisation, le CESER retient le fait que le contrat pour l'action publique pour la Bretagne s'inscrit dans une dynamique partagée des acteurs publics, collectivités territoriales et Etat en région, de construire de nouvelles modalités d'exercice de l'action publique en renforçant d'une part, les lieux ou espaces de dialogue et de concertation existants (CTAP, conférences régionales, etc.) et d'autre part, en mobilisant les outils de contractualisation existants tels que la déconcentration, la délégation de compétence, la différenciation, l'expérimentation ou encore la mutualisation.

Le CESER rappelle cependant que le droit à la différenciation ne peut pas porter indifféremment sur tout, au risque de compromettre les synergies nationales, régionales et locales. Il doit se concentrer sur la seule valeur ajoutée qu'il apportera au traitement des questions d'échelle spécifiquement régionale. La différenciation doit respecter la garantie d'un égal accès aux droits pour tous sur l'ensemble du territoire national. Le CESER, s'il partage le sens de la dynamique en cours, suivra avec attention les étapes de mise en œuvre et d'élargissement de la démarche engagée.

Le document soumis n'est aujourd'hui signé que par l'Etat et le Conseil régional. En lien avec le découplage opéré du contrat d'action publique pour la Bretagne et du pacte d'accessibilité et de mobilité pour la Bretagne, le CESER rappelle que la finalisation de ce dernier a été considérée comme prioritaire par les collectivités territoriales, qui le considèrent comme une nécessaire compensation à l'abandon du projet d'aéroport du Grand Ouest. Sujet important du débat public en Bretagne, les enjeux liés au transport et à la mobilité sont également mis en avant dans le contexte social actuel afin de répondre aux défis de la cohésion à la fois sociale et territoriale et des solidarités. Il note que si les collectivités territoriales de Bretagne sont intéressées et ont donné un accord de principe sur la démarche engagée via ce contrat, pour l'instant seule le Conseil régional y participe.

Le CESER s'interroge également sur le parcours d'élaboration et de validation du document. Le rapport du groupe de travail interne au Conseil régional « Réflexion sur les perspectives d'une différenciation en Bretagne » (juin 2018) n'a pas donné lieu à une délibération en assemblée ni à un vote, alors qu'il a constitué un document support dans le cadre des échanges et des négociations avec l'Etat. Le contrat dans sa version finalisée n'a pas été présenté en CTAP et la consultation préalable obligatoire du CESER n'a pas eu lieu dans le respect des délais légaux. Le CESER s'interroge sur cet affranchissement des processus réglementaires de délibération et de consultation. Le regret déjà exprimé par le CESER dans son vœu du 4 février 2019 voit son écho renforcé par le contexte social actuel et la demande d'une plus grande participation citoyenne au processus décisionnel.

2.2. Une démarche globale autour de l'action publique

Le CESER réaffirme son attachement à un approfondissement de la décentralisation et à un renforcement de la régionalisation, au sens d'un projet politique initié et mis en cohérence à l'échelle régionale, et combinant les actions stratégiques de l'Etat en région et du Conseil régional. Ces actions devront être convergentes, synergiques, ou à défaut complémentaires, sans empiéter sur les domaines de compétence des autres collectivités. Le CESER s'interroge sur l'hypothèse d'un nouvel acte de décentralisation dans le contexte incertain du report de la réforme constitutionnelle et des conclusions du grand débat national.

Le CESER a mis en lumière à de nombreuses reprises l'intérêt et la diversité des initiatives engagées par les collectivités territoriales de tout niveau en termes de coopérations, de mutualisations, de fusions. Elles permettent de faire face certes à des contraintes financières, mais aussi à de nouvelles compétences, à de nouvelles demandes, à la nécessité d'améliorer le service rendu. L'élargissement du contrat d'action publique pour la Bretagne à l'ensemble des collectivités de Bretagne est pour le CESER une des clés de sa réussite, permettant d'aboutir à l'ambition de départ que constitue le pacte « girondin » ou « breton ». Au regard des possibilités d'expérimentations en matière de déconcentration, de délégation de compétence et de différenciation, le CESER invite l'ensemble des collectivités à s'y engager pour favoriser le développement d'une action publique renouvelée et innovante en région.

Le CESER approuve le choix de faire de la CTAP le lieu de pilotage et de suivi de la démarche engagée. Pour autant, il constate l'absence de mention des acteurs locaux de la société civile et des citoyens, ne serait-ce qu'au minimum en termes de communication. Le CESER s'étonne que le processus de consultation et de participation ne soit pas plus mis en avant dans la cadre de l'ambition globale de la démarche engagée. Il est en effet attaché au principe de participation démocratique au processus décisionnel, dans sa forme organisée (CESER, Conseils de développement) comme dans des modalités plus directes avec les citoyens, aujourd'hui largement plébiscitées. Elles sont complémentaires dans leur forme comme dans leur contenu et difficilement substituables l'une à l'autre. Le renforcement de la démocratie locale par l'expression des citoyens et de la société civile organisée concourt en effet largement à la qualité de l'action publique et à la construction de propositions d'intérêt général. Or, à ce jour, la démarche pour l'action publique n'a été que très peu partagée ; elle est difficile à appréhender. Dans sa contribution au grand débat national adoptée à cette même session, le CESER souligne que les questions d'organisation territoriale et de gouvernance entre acteurs publics sont rarement abordées du point de vue des citoyens. Les enjeux de gouvernance sont certes un aspect essentiel de l'efficacité et de la cohérence de l'action publique, mais restent malheureusement très éloignés des citoyens, contribuant ainsi peut-être à creuser la distance entre les citoyens et les acteurs publics. L'enjeu n'est pas seulement technique ou comptable : pour le CESER, les réorganisations doivent aussi contribuer à renforcer le fonctionnement démocratique des institutions. Même s'il a conscience que l'exercice est particulièrement difficile, le CESER suggère que la mise en œuvre de ce contrat s'accompagne d'une réflexion sur les moyens permettant plus de proximité entre les institutions et les citoyens et une meilleure association de la société civile et des citoyens.

Le CESER insiste également sur l'importance de construire dans le temps comme dans les contenus la complémentarité entre ce contrat d'action publique pour la Bretagne et le projet régional Breizh Cop, le premier s'attachant plus particulièrement aux modalités de l'action publique et à sa coordination, au service du deuxième définissant quant à lui les priorités d'un développement régional durable de la Bretagne.

Par ailleurs, les nouvelles pistes ouvertes par le contrat d'action publique se font dans un contexte budgétaire contraint, d'abord sur les dépenses en fonctionnement mais aussi sur l'investissement. Le CESER réaffirme son soutien aux démarches visant une meilleure coordination et donc une plus grande efficacité de l'action publique. Il sera cependant attentif aux modalités et aux conséquences de la mise en œuvre de ce contrat sur les personnels. Au-delà, le CESER s'interroge sur les capacités notamment financières de l'Etat et des collectivités territoriales de répondre aux défis posés aujourd'hui à nos sociétés pour faire face aux transitions en cours liées au dérèglement climatique, à la révolution numérique ou à la globalisation. Les besoins identifiés en matière de mobilité, de numérique, de rénovation énergétique, de protection des ressources naturelles, pour ne citer que quelques domaines, sont immenses et nécessitent de manière urgente des propositions concrètes pour construire un modèle financier qui soit en mesure d'y répondre.

Enfin, le CESER regrette l'absence dans ce contrat d'une ambition forte en matière de suivi et d'évaluation, garante du caractère démocratique de la démarche engagée. La place accordée effectivement au suivi et à l'évaluation dans ce contrat est réduite. Il est ainsi indiqué que concernant les compétences qu'il délègue, l'Etat entend recentrer son intervention sur le suivi et l'évaluation, pour lesquels il dit conserver des moyens d'expertise et de connaissance. Le CESER souhaite attirer l'attention sur la nécessité de renforcer encore les moyens existants consacrés au suivi et à l'évaluation des politiques menées en région Bretagne. Il encourage donc Etat, Région et collectivités territoriales à développer les démarches évaluatives, et insiste sur la nécessité d'un portage conjoint de ces démarches. Dans le cadre de ce contrat et de ses futures déclinaisons, le CESER incite aussi à développer les échanges autour des évaluations qui seront menées, notamment entre collectivités territoriales et instances de représentation de la société civile organisée, dont le CESER qui mène d'ailleurs un travail en interne sur le suivi et l'évaluation des politiques publiques. Il appelle aussi à développer leur diffusion en les rendant publiques et accessibles à tous. Le CESER invite par ailleurs l'Etat, tout comme la Région, à suivre et évaluer les actions découlant de ce contrat, en prenant appui sur des indicateurs et des valeurs cibles définis collectivement. Il insiste sur l'intérêt à réfléchir dans ce cadre au développement de nouveaux indicateurs (emploi durable, santé, éducation, etc.), en mesure de rendre

compte de la qualité de vie en Bretagne, au-delà des seuls critères économiques. La Breizh Cop semble une démarche propice à l'émergence d'une telle approche, et à sa diffusion à l'ensemble des collectivités engagées.

Compte-tenu de ces observations, le CESER suivra particulièrement la mise en œuvre opérationnelle des engagements inscrit au contrat d'action publique pour la Bretagne.

Dans cette perspective, le CESER demande :

- à avoir régulièrement une information sur l'avancée des engagements inscrits au contrat, en lien avec les champs de compétences de ses commissions ;
- à avoir connaissance des futures conventions qui préciseront pour chaque délégation ou expérimentation, la durée et les modalités de participation aux instances de gouvernance, et à ce que ces conventions soient présentées en session plénière du Conseil régional et pas seulement en commission permanente.

Contrat pour l'action publique pour la Bretagne

1. Le pacte d'accessibilité et de mobilité pour la Bretagne

Sur proposition de Jean-Marie BERTHO, Brigitte DELAHAIE, Evelyne LUCAS, Jean-Luc PELTIER, Gilles POUPARD
au nom de la commission « Aménagement des territoires et mobilités »

1. Rappel du contenu du document

Dans le cadre du bordereau « Etat - Région, une ambition publique partagée pour la Bretagne », deux chantiers spécifiques ont été ouverts ; le premier a porté sur les enjeux de l'accessibilité de la Bretagne et fait suite à la décision d'annulation de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

Pour le Conseil régional, les déplacements sont au cœur des défis de la Bretagne : défi de son raccordement au reste du monde et de son inscription dans les dynamiques européennes, défi de l'équilibre des territoires entre eux, défi des mobilités du quotidien, défi de l'équité sociale et du dérèglement climatique, compte-tenu de la contribution des transports aux émissions de gaz à effet de serre.

Le pacte d'accessibilité et de mobilité pour la Bretagne est signé par le Conseil régional et l'Etat ; les collectivités territoriales ont été associées, notamment via des échanges lors des réunions en Conférence territoriale de l'action publique (CTAP). Ce document traduit, au travers de 18 engagements, l'ambition partagée par l'État et les collectivités de Bretagne pour le développement de son accessibilité et l'amélioration des mobilités quotidiennes.

2. Observations du CESER

2.1. Observations sur les engagements

2.1.1. L'accessibilité ferroviaire de la Bretagne

Concernant l'engagement n°1 : Le CESER accueille favorablement le soutien de l'Etat en faveur du maintien de la contractualisation pour la desserte TGV au-delà de Rennes, entre la SNCF et le Conseil régional. Ce soutien lève a priori les ambiguïtés posées par la dernière réforme ferroviaire. Il aurait été souhaitable de connaître les modalités du soutien apporté par l'Etat. Pour sa part, le CESER réaffirme le souhait de sa pérennisation, car cette contractualisation répond clairement aux enjeux d'aménagement du territoire et de desserte de l'ensemble de la Bretagne.

Pour le CESER, si les enjeux de l'accessibilité longue distance sont incontestables, la récente actualité sociale montre que les mobilités du quotidien constituent un sujet réel de préoccupation de toute la population.

Concernant l'engagement n°2 : Le déploiement de la 4G en Bretagne constitue un enjeu déterminant pour le développement de toutes les activités bretonnes. Le CESER s'est exprimé à de nombreuses reprises sur ce sujet, dans ses avis et auto-saisines. L'équipement en 4G des lignes ferroviaires peut notamment permettre aux passagers de pratiquer une autre activité pendant leur déplacement (travail, loisir...) : le CESER avait précédemment noté que ces évolutions peuvent amener à reconsidérer les mobilités au-delà du seul critère de leur vitesse. Le CESER souligne la nécessité de maintenir une ambition forte qui passe incontestablement par un engagement fort des opérateurs de téléphonie mobile.

Concernant l'engagement n°3 : Le CESER accueille favorablement l'étude du renforcement de la desserte de Brest par le renforcement de l'offre de trains désignés « bolidés ». Cette offre ne pourrait-elle pas être proposée sur la ligne ferroviaire entre Rennes et Quimper ?

Concernant l'engagement n°4 : Le CESER soutient le projet de Liaisons nouvelles Ouest Bretagne - Pays de la Loire (LNOBPL) et a d'ailleurs versé un cahier d'acteur au débat public, en réaffirmant son souhait de voir les travaux commencer à l'ouest. Néanmoins, l'actualité sociale nécessite une relecture de ce projet quant à sa contribution à l'amélioration de la desserte ferroviaire intra et extra régionale. Dans une région où les mobilités sont très largement routières et où les enjeux fonciers ne sont pas minces, ce projet LNOBPL, dans sa forme actuelle, est-il réellement contributeur aux objectifs de la BreizhCop ? Le CESER approuve la nécessité d'étudier une amélioration sensible de la desserte entre Rennes et Nantes. Néanmoins, l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire entre Rennes et Châteaubriant ne doit pas être oubliée, eu égard notamment aux enjeux de redynamisation des territoires concernés.

Concernant les engagements n°5 et n°6 : Le CESER se félicite que les discussions entre le Conseil régional et l'Etat aient permis de prioriser le nœud ferroviaire rennais. Comme il l'a souligné à de nombreuses reprises, ce sujet constitue un enjeu réel pour permettre de développer une offre de transport ferroviaire TGV et TER en réponse aux besoins de tous les territoires.

Le CESER salue le soutien de l'Etat pour la mise en étude du pôle d'échange multimodal de Brest, dont l'objectif est d'articuler la desserte ferroviaire avec la future desserte par tramway.

2.1.2. Concernant la réalisation des volets routiers et ferroviaires du CPER

Concernant les engagements n°7 et n°8 : Le CESER réaffirme la nécessité que se réalise le Contrat de plan Etat-Région (CPER) 2015-2020 dans ses volets ferroviaire et routier, car ils conditionnent la desserte fine des territoires de Bretagne.

Le CESER souhaiterait un positionnement clair de l'Etat et de l'exécutif régional concernant l'avenir des lignes ferroviaires Morlaix-Roscoff et Auray-Quiberon car elles n'apparaissent pas dans ce pacte. Comme indiqué dans son vœu sur les infrastructures terrestres, cet engagement est un point de vigilance important pour le CESER.

Si la réalisation de la RN164 reste un enjeu pour la desserte du Centre-Bretagne, ce projet ne doit pas être le seul outil pour répondre au désenclavement. La question de la desserte transversale de la Bretagne entre Auray et Saint-Brieuc reste posée.

Par ailleurs, l'accroissement continu du trafic routier en Bretagne et singulièrement sur la RN12 repose la question du rôle de la RN164, qui ne doit pas devenir un itinéraire de délestage des flux routiers, au détriment de modes de transports alternatifs plus conformes aux objectifs de la BreizhCop et aux engagements pris par la France lors de la COP21. Pour le CESER, ce sujet doit être pris au sérieux par la Région, l'Etat et les collectivités territoriales.

2.1.3. L'attractivité aéroportuaire de la Bretagne

Le CESER se félicite que l'accès aux hubs internationaux soit enfin considéré dans le pacte comme une priorité stratégique pour l'ouest breton, qui reste dans l'ensemble très délaissé. Par contre, il est surprenant de voir atterrir dans les engagements aéroportuaires celui de relier Brest au hub d'Amsterdam, cette ligne ayant déjà été négociée par l'Aéroport de Brest auprès d'Air France. De quelle façon cette liaison renforcée sera-t-elle soutenue par l'Etat ?

Le CESER se félicite que l'Etat et la Région valident le principe d'une Obligation de service public (OSP) pour la liaison Quimper-Paris Orly et que l'Etat se mobilise pour faciliter l'acceptation, par la Commission européenne, de cette initiative qu'il soutiendra financièrement, en appui des collectivités.

Le CESER s'interroge sur les moyens à mobiliser et rappelle les engagements de l'Etat pour anticiper le développement attendu du nombre de passagers à l'aéroport de Rennes St Jacques, suite à l'abandon de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Le CESER rappelle les engagements pris pour l'aéroport de Lorient.

2.1.4. La place des ports bretons dans le réseau européen de transports

Le CESER se réjouit qu'un volet portuaire ait été intégré au pacte. Ce volet se traduit par deux engagements (n°13 et n°14).

Le CESER approuve l'engagement n°13 qui acte la définition partagée d'un schéma régional portuaire, qui fixe les ambitions et les moyens sur plusieurs années. Un tel schéma pourrait effectivement répondre aux souhaits exprimés récemment par le CESER, dans plusieurs de ses avis et rapports. Les ports bretons restent en effet de petite taille, génèrent peu de valeur ajoutée et sont confrontés à des incertitudes sur les évolutions à venir de leurs trafics. Il serait nécessaire que le schéma traite la question des trafics maritimes mais aussi celle des infrastructures, du foncier et des investissements à venir. Ce schéma devrait être l'occasion de définir une stratégie de spécialisation /complémentarité des différents ports bretons en concertation avec les territoires et acteurs concernés. Toutefois, depuis la décentralisation, les ports bretons ne sont plus de la responsabilité de l'Etat ; aussi, le CESER souhaiterait mieux connaître les contours, les finalités et les moyens qui pourraient être dédiés à ce schéma.

Le CESER approuve également l'engagement n°14 qui acte que le Gouvernement soutiendra l'évolution des programmes Réseau transeuropéen de transport (RTE-T) et Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE) pour favoriser le financement des projets de ports bretons notamment dans le contexte du Brexit et des connexions européennes avec l'Irlande. Les impacts négatifs du Brexit sur la Bretagne sont encore incertains mais peuvent être significatifs. Il est donc important que dans ce contexte les intérêts de la Bretagne et les opportunités pour ses ports soient pris en compte au niveau national et européen.

2.1.5. Accompagner la mobilité du quotidien, notamment automobile

Concernant l'engagement n°15, le CESER approuve l'association de l'Etat au Groupement des autorités responsables de transports en Bretagne (GART Breizh) pour collaborer aux démarches innovantes, relayer les appels à projets ou valoriser les opportunités d'expérimentation dans le domaine des transports, même si tel que formulé, cet engagement manque de force et engage finalement peu l'Etat.

Le CESER s'interroge sur les engagements n°16 et n°17, et notamment sur les moyens à disposition des différentes collectivités pour y répondre et les efforts qu'elles déploieront.

Le CESER souhaite par ailleurs que le véhicule automobile électrique à batteries, présenté comme alternative au véhicule automobile à moteur thermique fasse l'objet d'un regard plus critique. Plusieurs études montrent en effet que l'impact environnemental de son cycle de vie ne semble pas être aussi vertueux qu'il est généralement présenté. Il conviendra aussi d'en apprécier les vertus sur nos territoires au regard de la capacité de la Bretagne à progresser sur la voie de l'autonomie électrique.

2.2. Observations transversales

Pour conclure, la question de l'intermodalité reste la grande absente de ce pacte. En effet, le choix d'un découpage par mode repose la question de l'ambition réelle en matière de report modal, terme d'ailleurs totalement absent du document. La rédaction de ce document n'est pas sans susciter d'interrogations de la part du CESER.

Le CESER s'interroge sur l'articulation de ce pacte d'accessibilité avec la démarche BreizhCop ; dans son avis sur le Budget primitif 2019, le CESER a préconisé que les choix financiers, et notamment les choix de financement des infrastructures soient bien « Breizh Cop-compatibles ».

Le CESER rappelle également, et le mouvement social des Gilets Jaunes l'a bien mis en lumière, l'importance de combiner, avec l'accessibilité longue distance, l'accessibilité aux mobilités quotidiennes et la proximité.

Par ailleurs, le préambule du document indique qu'il traduit l'ambition partagée par l'Etat et les collectivités de Bretagne, quand le titre indique qu'il n'est signé qu'entre Etat et Conseil régional. Qu'en est-il effectivement ? Au-delà de la présentation en CTAP, comment les collectivités bretonnes autres que le Conseil régional, s'approprient-elles ce pacte ?

Plusieurs engagements contractualisés dans le pacte étaient déjà prévus par le Contrat de plan Etat-Région (CPER) ou le pacte d'avenir pour la Bretagne, avec donc des financements déjà contractualisés ou prévus, en lien avec d'autres dispositifs. Dans ce cadre, le CESER s'interroge sur la crédibilité d'une démarche visant à re-contractualiser des choix et orientations faisant l'objet d'engagements déjà pris. Ce pacte d'accessibilité n'est-il qu'un point d'étape dans un processus de partenariat et de dialogue qui se poursuit ?

Enfin, le document semble difficilement pouvoir faire l'objet d'un suivi et d'une évaluation précise, car à plusieurs reprises il est indiqué que l'Etat « soutiendra » sans qu'il ne soit mentionné ni précisé aucune modalité de soutien. Le CESER souhaiterait avoir des éléments plus précis sur ce point, afin de pouvoir suivre les engagements pris par l'Etat et le Conseil régional.

Compte-tenu de ces observations, le CESER suivra particulièrement, en lien avec le Conseil régional, la réalisation du pacte d'accessibilité et de mobilité pour la Bretagne.

2. L'accélération des transitions écologique et énergétique prenant appui sur la gouvernance bretonne

L'eau, enjeu transversal et partagé de tout le territoire

Sur proposition de Jean-Yves PIRIOU
au nom de la commission « Société, environnement et qualité de vie »

1. Rappel du contenu du document

Dans le Contrat d'action publique pour la Bretagne, il est prévu de faire évoluer l'actuelle Conférence bretonne de l'eau et des milieux aquatiques (CBEMA) en Parlement breton de l'eau (PBE) avec plus de participants et plus de pouvoirs. Celui-ci sera présidé par le Conseil régional. La Préfecture de région y interviendra en tant qu'expert pour éclairer les décisions. Dans ce cadre, les instances techniques du Comité de bassin en région Bretagne se rapprocheront du Comité de gestion de l'eau du Conseil régional.

2. Observations du CESER

En 2018, le CESER a déjà approuvé le principe de la création de ce Parlement breton de l'eau (PBE) qui comprend l'ensemble des acteurs de l'eau (élus, professionnels, Etat, associations, techniciens...). Le Contrat d'action publique pour la Bretagne du 8 février 2019 entre l'Etat et la Région précise son organisation.

Jusqu'à présent les instances du bassin Loire-Bretagne sur le territoire breton ne travaillaient pas systématiquement avec les services du Conseil régional compétents en matière d'eau. Le CESER approuve donc le rapprochement entre ces deux organismes travaillant sur le même sujet sur le même territoire breton. Dans ce cadre, il souhaite aussi que la Commission territoriale « Vilaine et côtières bretonnes » du Comité de bassin Loire-Bretagne s'ouvre aux représentants du nouveau Parlement breton de l'eau (PBE).

Le Président du Conseil régional, désormais seul président du nouveau Parlement régional de l'eau, semble prendre plus de pouvoir dans ce domaine, alors que l'Etat y aura un simple rôle de conseiller. Dans ce cadre, le CESER souhaite savoir ce que sera exactement le nouveau rôle de l'Etat considéré désormais comme « expert pour éclairer les décisions » du PBE. Si l'Etat en région a désormais ce rôle d'aider en amont à l'élaboration des décisions du PBE, qu'en sera-t-il en aval de ses politiques régaliennes qui en découleront ? Le CESER souhaite que l'Etat adapte ses règlements, ses programmes d'actions régionaux et ses opérations de contrôle dans le sens des objectifs fixés par le nouveau Parlement breton de l'eau.

En outre, comme le nouveau Parlement breton de l'eau va s'ouvrir à de nombreux représentants élus des EPCI et des SAGE, le CESER attire l'attention sur l'enjeu du maintien des équilibres avec les représentants de la société civile organisée.

Une ambition commune dans le domaine de la biodiversité

Sur proposition de Henri DAUCE et Sylvie MAGNANON
au nom de la commission « Société, environnement et qualité de vie »

1. Rappel du contenu du document

L'Etat et le Conseil régional affirment leur ambition commune sur l'enjeu de la biodiversité en Bretagne en soulignant la richesse de ses milieux naturels. Ils s'attacheront particulièrement à l'articulation entre la politique de l'eau et celle de la biodiversité. La future gouvernance régionale prendra en compte la création de l'Agence bretonne de la biodiversité (ABB) et la nécessité d'associer les EPCI à la définition des actions à mettre en œuvre. De nouveaux outils d'ingénierie et d'incitations financières diverses seront expérimentés pour favoriser l'intégration d'objectifs de biodiversité dans les stratégies d'investissement privées.

2. Observations du CESER

Le CESER note avec intérêt l'ambition commune affichée par l'Etat et le Conseil régional dans le contrat d'action publique en matière de biodiversité et adhère à la volonté exprimée d'associer les EPCI à la définition des actions de terrain. Le CESER note toutefois que cette ambition affichée n'apporte pas d'éléments nouveaux par rapport à la démarche commune engagée à l'occasion de la création de l'Agence bretonne de la biodiversité (ABB) dont la mise en œuvre, qui devrait être effective en 2019, est le résultat d'une convention signée en 2017 entre l'Etat, la Région, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et certaines collectivités territoriales.

Concernant le financement de cette ambition partagée, le CESER regrette que le contrat comporte peu d'éléments concrets permettant de lui donner un caractère plus opérationnel à court terme. L'encouragement à l'intégration de la biodiversité dans les stratégies d'investissements privées, s'il s'avère une piste intéressante, devra être encadré pour préserver la dimension collective et territoriale des actions, gage de leur efficacité. Il ne peut être que le complément d'un engagement public renforcé, ce qui n'est pas acté aujourd'hui.

Sur l'enjeu de la biodiversité, le CESER rappelle quelques remarques formulées lors de son avis sur le programme budgétaire 502 du Conseil régional en janvier, et qui se rapportent aussi à ce contrat :

- le renforcement des moyens engagés en 2019 reste limité au regard des enjeux et actions à mettre en œuvre ;
- le CESER s'inquiète des moyens qui seront dédiés aux associations naturalistes contribuant actuellement de façon majeure à la production des connaissances de la nature en Bretagne et aux actions d'éducation à l'environnement ;
- au-delà de la préservation des réservoirs de biodiversité remarquable, aussi importants soient-ils, la biodiversité des espaces ruraux, cultivés ou non, ainsi que des espaces urbanisés, est aussi un enjeu majeur qui doit être appréhendé dans sa complexité.
- enfin, le CESER rappelle son attachement à une approche transversale qui intègre pleinement les enjeux « biodiversité et paysages » dans les différents programmes régionaux.

L'échelle régionale comme échelle de construction des politiques énergétiques

Sur proposition de David CABEDOCE et Ronan LE GUEN
au nom de la commission « Société, environnement et qualité de vie »

1. Rappel du contenu du document

L'Etat et le Conseil régional partagent l'ambition d'engager la Bretagne dans la transition énergétique. Une expérimentation de forte déconcentration des crédits de l'ADEME à sa direction régionale va être engagée.

2. Observations du CESER

Le CESER prend acte de l'expérimentation, par l'Etat, d'une forte déconcentration des crédits de l'ADEME à sa direction régionale. Cela devrait permettre de mieux orienter ses actions sur les priorités partagées en Conférence bretonne de la transition énergétique.

Le CESER espère que cette gouvernance davantage déconcentrée de l'ADEME permettra notamment d'accélérer le développement des énergies renouvelables en Bretagne. Concernant plus particulièrement les énergies marines renouvelables (EMR)¹, le CESER s'étonne que l'enjeu de leur déploiement, qu'il souhaite rapide et ambitieux, n'ait pas été davantage abordé lors de la dernière Conférence bretonne de la transition énergétique du 7 décembre 2018 à Rennes. Il apparaît souhaitable que l'articulation des travaux de cette dernière avec ceux de la Conférence régionale pour la mer et le littoral (CRML) soit renforcée.

¹ Voir les observations complémentaires du CESER sur le volet « EMR » du Contrat d'action publique pour la Bretagne plus loin, au point 4 « Le caractère maritime de la Bretagne, réalité majeure de la spécificité bretonne ».

3. Le confortement du modèle breton de cohésion et d'aménagement solidaire du territoire

Déléguer au Conseil régional une partie des compétences de cohésion sociale, dans les domaines de la jeunesse, de la vie associative et du sport

Volet Jeunesse

Sur proposition de Bernard GAILLARD et Mireille MASSOT
au nom de la commission « Société, environnement et qualité de vie »

1. Rappel du contenu du document

Le Contrat d'action publique pour la Bretagne rappelle que « dans le domaine de la jeunesse, le Conseil régional s'est vu attribuer par la loi NOTRe une responsabilité nouvelle de chef de file pour la coordination des actions publiques conduites sur le territoire ».

2. Observations du CESER

Le CESER souhaiterait connaître les actions publiques dans le domaine de la jeunesse qui seront réellement coordonnées par le Conseil régional et la plus-value que cette coordination pourrait apporter. D'autre part, la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté dispose que les politiques publiques en faveur des jeunes font l'objet d'un dialogue structuré entre les jeunes, les représentants de la société civile et les pouvoirs publics. Le CESER soutient la démarche engagée par le Conseil régional avec ses partenaires depuis 2018 pour co-construire les politiques publiques en faveur des jeunes en Bretagne. Ce dialogue structuré régional doit pouvoir se poursuivre par la mobilisation de tous les acteurs en travaillant plus étroitement avec les jeunes dans toute leur diversité.

Volet Vie associative

Sur proposition de Fabienne COLAS et Marie-Madeleine HINAULT
au nom de la commission « Société, environnement et qualité de vie »

1. Rappel du contenu du document

Le pilotage du Fonds de développement pour la vie associative (FDVA) régional est délégué par l'Etat à la Région.

2. Observations du CESER

Le CESER apprécie la référence à son rapport « Les défis de la vie associative en Bretagne » (2017) dans le contrat d'action publique pour la Bretagne signé entre le Premier ministre et le Président du Conseil régional le 8 février 2019. Le CESER prend acte de la délégation de compétences dans la gestion du Fonds de développement de la vie associative (FDVA). Désormais, le Conseil régional devient le pilote du FDVA. Le CESER souhaite qu'au-delà de cette délégation se poursuive une bonne et étroite collaboration entre l'Etat et la Région en faveur du développement de

la vie associative en Bretagne. Le CESER tient à souligner l'intérêt, pour le Conseil régional, de coordonner cette action non seulement avec l'Etat mais aussi avec les autres acteurs territoriaux de la vie associative en Bretagne.

Volet Sport

Sur proposition de Joël DEVOULON et Jacqueline PALIN
au nom de la commission « Société, environnement et qualité de vie »

1. Rappel du contenu du document

Le sport étant une compétence partagée, le Contrat d'action publique pour la Bretagne réaffirme sa contribution à la cohésion sociale, rappelle l'investissement spécifique du Conseil régional dans le Campus de l'excellence sportive ainsi que la création d'une commission thématique dédiée de la Conférence territoriale pour l'action publique (CTAP).

2. Observations du CESER

Le CESER se réjouit de la prise en compte du sport, domaine de compétence partagée, dans le contrat d'action publique pour la Bretagne. Fort de l'investissement spécifique du Conseil régional dans le Campus « Sport Bretagne », le CESER souhaite que celui-ci devienne un outil au service du « Parlement régional du sport » devant se mettre en place dans le cadre de la nouvelle gouvernance du sport. Le CESER souligne que le Campus devra aussi être une aide aux territoires pour le développement essentiel de structures déconcentrées au service de tous les sportifs bretons. Le CESER suivra également avec attention la mise en place de la commission thématique dédiée de la Conférence territoriale pour l'action publique (CTAP).

Volet orientation et information sur les métiers et les formations

Sur proposition de Véronique LE FAUCHEUR et Edwige KERBORIOU
au nom de la commission « Formation, emploi et éducation »

1. Rappel du contenu du document

Dans la partie qui concerne la délégation au Conseil régional d'une partie des compétences de cohésion sociale dans les domaines de la jeunesse, le contrat d'action publique pour la Bretagne mentionne la nouvelle compétence en matière d'orientation et d'information sur les métiers.

2. Observations du CESER

Dans le cadre de la nouvelle compétence des régions en matière d'information et d'orientation sur les métiers et les formations découlant de la loi du 5 septembre 2018, le transfert des missions de la DRONISEP à la Région doit être l'occasion de construire au niveau régional un service d'information et d'orientation universel, qui s'adresse à tous, mais soit aussi personnalisé, et donc en mesure de s'adapter notamment aux publics scolaires dont les besoins sont différents de ceux des adultes. Ce service devra mobiliser les ressources et outils existants qui ont été développés par les différents acteurs : la DRONISEP mais aussi le GREF Bretagne, les filières professionnelles, etc.

Le CESER suivra particulièrement la situation des personnels concernés, au cours des prochains mois, en lien avec le Conseil régional.

Expérimenter une convergence des contractualisations

Sur proposition de Stéphane CRÉACH
Rapporteur général en charge des schémas transversaux et de la contractualisation territoriale

1. Rappel du contenu du document

L'État et le Conseil régional s'engagent sur le principe d'une convergence des différents outils contractuels existants, permettant de donner plus de lisibilité, d'efficacité et de simplicité aux différentes interventions financières. Elles doivent assurer une plus forte complémentarité entre les dispositifs nationaux et les politiques contractuelles régionales et une meilleure adaptation des modalités d'intervention des politiques nationales aux spécificités locales. Les expérimentations annoncées pourront être utiles dans la mise en place de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pour la définition des contrats de cohésion territoriale. En lien avec la création de cette agence, l'État en Bretagne, la Région et les acteurs locaux construiront une offre de services aux territoires et pourront expérimenter de nouvelles formes de coopération en matière d'observation et d'aide à l'ingénierie.

2. Observations du CESER

Le CESER soutient la volonté d'expérimenter une convergence des contractualisations inscrite dans le contrat d'action publique pour la Bretagne et ce, afin d'améliorer la coordination et la cohérence des politiques publiques en région et de mieux répondre aux besoins des populations et des territoires.

Le CESER prend acte de l'annonce de l'expérimentation dès 2019 dans certains territoires pilotes de nouvelles modalités contractuelles. Il souhaiterait avoir des compléments d'information sur les modalités d'élaboration d'une offre de services aux territoires et sur l'expérimentation de nouvelles formes de coopération en matière d'observation et d'aide à l'ingénierie, impliquant notamment l'Etablissement public foncier de Bretagne (EPFB), les agences d'urbanisme, les Offices publics d'habitat (OPH) et les Sociétés d'économie mixte (SEM).

Dans la perspective des futurs contrats de cohésion territoriale et en lien avec les réflexions en cours au sein du Conseil régional sur les contractualisations, le CESER rappelle d'une part, son souhait d'une prise en compte des spécificités de la Bretagne quant aux outils de contractualisation existants et d'autre part, son attachement à la notion de projet de territoire et au dialogue entre les acteurs publics associant les acteurs de la société civile.

Compte-tenu de ces observations, le CESER suivra particulièrement les points suivants au cours des prochains mois, en lien avec le Conseil régional :

- la mise en œuvre d'une expérimentation dans certains territoires pilotes de nouvelles modalités contractuelles ;
- la mise en place de l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) (notamment la construction d'une offre de services aux territoires et l'expérimentation de nouvelles formes de coopération en matière d'observation et d'aide à l'ingénierie) et la définition des contrats de cohésion territoriale ;
- les réflexions en cours sur l'avenir des contractualisations.

Expérimenter un dispositif permettant une meilleure adéquation du dispositif d'aide à l'investissement locatif aux enjeux d'aménagement du territoire breton

Sur proposition de Marie-Anne CHAPDELAIN et Mireille MASSOT
au nom de la commission « Société, environnement et qualité de vie »

1. Rappel du contenu du document

La Bretagne se caractérise par une forte mobilisation des collectivités en faveur du logement. Cette mobilisation se traduit concrètement par :

- le plus faible nombre de dossiers sur le droit au logement opposable (DALO) de France ;
- le plus important engagement financier des collectivités en termes d'aides directes complémentaires au logement social ;
- une régulation des marchés immobiliers et un taux de couverture par les Programmes locaux de l'habitat (PLH) de 90 % de la population régionale et des acteurs.

Dans ce contexte où les politiques locales de l'habitat font l'objet d'un pilotage efficace et partenarial s'appuyant notamment sur les instances du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH), présidé par la Préfète de région, l'État mettra en œuvre en région Bretagne une expérimentation permettant une meilleure adéquation du dispositif d'aide à l'investissement locatif « Pinel » aux enjeux d'aménagement du territoire. L'application de ce dispositif relèvera d'un zonage selon des critères en partie définis en concertation au sein du CRHH et arrêté par la Préfète de région. Il reposera sur une approche infra-communale tenant compte de l'armature urbaine de la Bretagne et devra respecter les objectifs gouvernementaux de lutte contre l'étalement urbain. Cette expérimentation sera autorisée et encadrée dans le projet de loi de finances rectificative présenté au premier semestre 2019.

2. Observations du CESER

Le dispositif « Pinel » est un avantage fiscal permettant de favoriser l'investissement locatif, et donc la construction de logements. Aujourd'hui, en raison des restrictions de zones décidées au niveau national, seules celles de Rennes, Saint-Malo et Belle-Île-en-Mer peuvent en bénéficier en Bretagne (zonage B1). Grâce à cette expérimentation, qui sera encadrée dans le projet de loi de finances rectificative présenté au premier semestre 2019, le périmètre sera revu en lien avec la Préfète de région.

Cette expérimentation autour du dispositif « Pinel » va permettre de tenir compte de la réalité en termes de besoins de logements en Bretagne et permettra de donner des marges de manœuvre au plus près des besoins du territoire. En positionnant la Région Bretagne comme partenaire de l'État sur ce dispositif, c'est aussi la reconnaissance d'un vrai travail partenarial local qui contribuera à donner à la Bretagne les moyens de répondre aux enjeux d'aménagement du territoire en termes de logement. Le CESER approuve cette excellente opportunité pour le Conseil régional d'agir pour permettre à chacun d'accéder à un logement en Bretagne.

Néanmoins, le CESER restera vigilant sur la traduction concrète de l'expérimentation dans la prochaine loi de finances rectificative et sur les enjeux financiers qu'elle induit pour l'État.

Soutenir la mise en œuvre de Bretagne très haut débit, au service de l'accessibilité numérique du territoire

Sur proposition de Bernard LAURANS
au nom de la commission « Aménagement des territoires et mobilités »

1. Rappel du contenu du document

Le Conseil régional s'est engagé depuis plusieurs années dans l'élaboration et la mise en œuvre de Bretagne très haut débit (BTHD). Dans le cadre du contrat d'action publique pour la Bretagne, il s'agit notamment de montrer les engagements de l'Etat dans la mise en œuvre de ce programme.

2. Observations du CESER

Le CESER a déjà souligné à plusieurs reprises son attachement au programme Bretagne très haut débit (BTHD). Parce qu'il est porté et animé à l'échelle régionale et qu'il mobilise l'ensemble des collectivités territoriales de Bretagne, ce programme apparaît d'ores et déjà comme différenciant et à ce titre, il est intéressant qu'il soit inclus dans le contrat.

Par ailleurs, le CESER note que l'engagement de l'Etat pour soutenir BTHD a pris différentes formes :

- Un engagement financier passé, puisque l'Etat a contribué à hauteur de 103 M€ pour la 1^{ère} phase (soit environ 1/3 du financement de cette 1^{ère} phase) ;
- Dans les premières versions du pacte d'accessibilité (mars 2018), le Conseil régional avait proposé des modifications législatives pour faciliter la construction du réseau ; ces propositions ont été entendues et intégrées à la loi ELAN.

Toutefois, le CESER note que le financement de l'Etat pour les phases 2 et 3 de BTHD reste incertain. Ces phases concernent 1 million de prises et leur déploiement est déterminant pour l'aménagement équilibré de l'ensemble du territoire régional. Le CESER regrette que cette incertitude ne soit pas levée, alors que le Conseil régional a d'ores et déjà inscrit l'ensemble de son financement pour la phase 2 (Budget primitif 2019) ; il s'inquiète des conséquences que cette incertitude fait peser sur les collectivités territoriales.

Compte-tenu de ces observations, le CESER, qui est attentif au respect du calendrier de déploiement de BTHD, suivra particulièrement les engagements de l'Etat dans l'accompagnement de ce projet majeur pour la Bretagne.

4. Le caractère maritime de la Bretagne, réalité majeure de la spécificité bretonne

Introduction

Sur proposition de David RIOU et Olivier LE NEZET
au nom de la commission « Économie et innovation »

1. Rappel du contenu du document

Ce contrat d'action publique pour la Bretagne vise à reconnaître et affirmer l'ambition maritime de la Bretagne, par une différenciation de l'action publique dans ce domaine. Selon le principe de subsidiarité, le niveau régional sera ainsi renforcé sur les enjeux maritimes.

La Conférence régionale pour la mer et le littoral (CRML) doit voir son rôle renforcé en matière de planification et d'animation des politiques maritimes, notamment dans trois champs prioritaires : les énergies marines renouvelables (EMR), les ports et la pêche.

2. Observations du CESER

Le CESER s'étonne que des documents structurants, tels que la Stratégie de la Bretagne pour la mer et le littoral, portée par la CRML, ainsi que les feuilles de route récentes du Conseil régional relatives aux enjeux maritimes et littoraux (énergies marines renouvelables et Mer-Littoral) ne soient à aucun moment évoqués dans le document. Le chiffre de l'économie maritime en Bretagne indiqué dans le contrat ne reprend pas, quant à lui, les premiers résultats du dispositif régional d'observation de l'économie maritime, initié par le Conseil régional suite à l'étude du CESER « *Économie maritime en Bretagne : changeons de regard* » (octobre 2014).

Le rôle de la CRML semble réaffirmé, sans que ne soient véritablement précisés les modalités et moyens techniques et financiers de cette mission renforcée. Le CESER suivra donc avec attention les prochains travaux de la CRML, qui sera notamment consultée sur l'élaboration du Document stratégique de façade (DSF). Cet avis devra s'appuyer sur les éléments de la Stratégie de la Bretagne pour la mer et le littoral, ainsi que ceux de la feuille de route sur les énergies marines et du groupe de travail dédié à ce sujet au sein de la CRML. Le CESER tient d'ailleurs à rappeler sa participation à la contribution des CESER de l'Atlantique dans le cadre de la consultation sur les projets de stratégies de façade, datant de janvier 2019 et dont certains éléments pourraient être intégrés à l'avis de la CRML.

Enfin, le bordereau indique que cette différenciation de l'action publique servira prioritairement trois politiques fortes, pour chacune desquelles un schéma régional sera porté par la CRML : les énergies marines renouvelables (EMR), les ports et la pêche. À nouveau, le CESER insiste sur le fait que la construction de ces schémas devra s'appuyer sur l'existant et intégrer les différentes démarches régionales, telles que la Stratégie de la Bretagne pour la mer et le littoral, les feuilles de routes du Conseil régional, et les travaux engagés sectoriellement dans le cadre de l'élaboration du DSF, par exemple par les comités des pêches bretons.

Un engagement réaffirmé pour le développement des énergies marines renouvelables

Sur proposition de David RIOU et Olivier LE NEZET
au nom de la commission « Économie et innovation »

1. Rappel du contenu du document

L'État et le Conseil régional s'engagent à faciliter l'implantation d'énergies marines renouvelables (EMR), en priorité l'éolien flottant, dans le cadre d'une Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) qui s'attachera à contribuer au plus tôt au développement d'une filière industrielle française compétitive au service de la transition énergétique. La région co-animera les débats publics portant sur les projets d'énergies marines et sera associée à l'élaboration des cahiers des charges des appels d'offres.

2. Observations du CESER

Le CESER suivra avec attention les conclusions des discussions engagées sur la PPE, concernant les objectifs affichés en matière d'EMR.

Dans le cadre de l'association du Conseil régional à la rédaction des cahiers des charges des futurs projets et pour une appropriation la plus large possible de ce sujet en Bretagne, il sera indispensable d'associer de la manière la plus étroite possible les acteurs mobilisés depuis de nombreuses années, au sein notamment du groupe de travail dédié de la CRML. Le CESER souhaite qu'une vigilance particulière soit portée aux exigences sociales et sociétales, notamment en ce qui concerne les retombées en termes d'emplois locaux.

Une articulation entre l'action des services de l'Etat et la politique portuaire de la Région

Sur proposition de Gilles POUPARD
au nom de la commission « Aménagement des territoires et mobilités »

1. Rappel du contenu du document

Pour articuler l'action des services de l'Etat et la politique portuaire de la Région, le Conseil régional et l'Etat s'engagent à élaborer un schéma régional portuaire, qui devrait aboutir à une contractualisation pluriannuelle.

2. Observations du CESER

Le CESER renvoie ici à son avis sur le pacte d'accessibilité et de mobilité pour la Bretagne. Il souhaiterait mieux connaître les contours et les finalités de ce schéma. En effet, le CESER souhaite qu'au-delà des enjeux de court terme liés au Brexit ce schéma traite la question des trafics maritimes mais aussi celle des infrastructures, du foncier et des investissements à venir. Il devrait être l'occasion de définir une stratégie de spécialisation et de complémentarité entre les différents ports bretons, en concertation avec les territoires et acteurs concernés.

Le développement d'une filière pêche compétitive

Sur proposition de David RIOU et Olivier LE NEZET
au nom de la commission « Économie et innovation »

1. Rappel du contenu du document

Tout en respectant le cadre réglementaire européen qui interdit les aides publiques au renouvellement de la flotte de pêche, un plan partenarial État - Région sera élaboré pour un accompagnement global des filières pêche et aquaculture. Il s'agira de soutenir la compétitivité des infrastructures portuaires et le renouvellement de la flotte de pêche, en s'appuyant sur le groupement interportuaire « Pêche de Bretagne » et un fonds d'investissement dédié au renouvellement consolidé. Le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) sera mobilisé à cet effet dans le cadre de la programmation post-2020 et le Conseil régional sera associé à la définition des axes et priorités du programme en France.

La stratégie de renouvellement de la flotte de pêche partagée entre l'État et le Conseil régional prévoit :

- une plus grande association du Conseil régional à la prise de décision au sein de la commission régionale de gestion de la flotte de pêche ;
- une plus grande lisibilité dans la gestion des allocations de permis de mise en exploitation des nouveaux navires ;
- un partage d'information sur la gestion des quotas et licences de pêche.

Ce plan proposera aussi des mesures pour favoriser l'attractivité de ces métiers sous tension.

2. Observations du CESER

Le groupement interportuaire « Pêche de Bretagne » jouera un rôle central dans la mise en œuvre du plan partenarial entre l'État et le Conseil régional. Les structures professionnelles de la pêche bretonne devront être pleinement parties prenantes de la gouvernance de cette instance qui devra anticiper les mutations en cours et à venir de la filière.

Comme rappelé dans son avis sur le programme 208 du Budget primitif du Conseil régional, le CESER se félicite que la problématique du Brexit et de ses conséquences possibles sur les filières fassent l'objet d'une mobilisation conjointe de l'État et du Conseil régional. Il espère toutefois que cette montée en puissance, rendue nécessaire par ce contexte, ne pénalisera pas à terme les actions en faveur des autres composantes de l'économie maritime. Le CESER souhaiterait connaître les incidences financières éventuelles sur les autres secteurs, ainsi que les implications concrètes dans la définition du programme opérationnel du FEAMP pour la période post-2020.

Concernant les orientations du FEAMP pour la période post-2020, et au vu des enjeux et des conséquences potentielles du « Brexit », il est indispensable que les actions engagées pour la définition des axes et priorités du programme en France soient coordonnées avec les structures professionnelles.

Le CESER souhaiterait avoir plus de précisions sur l'association du Conseil régional à la prise de décision au sein de la Commission régionale de gestion de la flotte de pêche.

Concernant la lisibilité dans la gestion des allocations de permis de mise en exploitation des nouveaux navires, le CESER souhaiterait disposer d'éléments complémentaires pour mieux appréhender le besoin évoqué dans le

contrat, s'agissant de données déjà disponibles et publiques figurant dans les différentes délibérations d'attributions.

Enfin, le CESER souhaiterait en savoir plus sur les mesures envisagées pour renforcer l'attractivité de ces filières. Il renvoie à ce titre aux propositions qu'il a pu faire dans son étude « *Les formations aux métiers de la mer pour conforter la Bretagne comme grande région maritime* » (septembre 2015).

5. La recherche de compétitivité en appui sur les compétences humaines et avec un effort ciblage sur les productions agricoles et agro-alimentaires bretonnes

Mettre en œuvre un Plan ambitieux d'investissement dans les compétences

Sur proposition de Isabelle CONAN-ROUSSEAU, Norbert HELLUY et Anne LE MENN
au nom de la commission « Formation, emploi et éducation »

1. Rappel du contenu du document

Le Plan régional d'investissement dans les compétences (PRIC), élaboré en collaboration entre la Région et l'Etat, permettra une mobilisation plus importante de fonds publics au service de la montée en compétences des demandeurs d'emploi. Le Contrat d'action publique pour la Bretagne prend en compte l'adaptation aux besoins des territoires et comprend des modalités, y compris expérimentales, permettant une meilleure déclinaison régionale des travaux de France Compétences. Une nouvelle ambition autour de contrats d'objectifs avec les branches professionnelles et les Opérateurs de compétences, dans le cadre du quadripartisme, permettra d'identifier des priorités, de réaliser des diagnostics partagés et de mettre en œuvre des actions en complémentarité avec une volonté de favoriser des expérimentations dans les domaines de l'observation des besoins en compétences, des modalités et des pratiques d'achat de formation, de qualité de la formation dans une optique d'amélioration continue, de dialogue social et de démarches partenariales sur l'orientation et la formation.

2. Observations du CESER

Le CESER est en accord avec les objectifs du Plan régional d'investissement dans les compétences (PRIC), notamment la volonté affichée de toucher les publics les plus éloignés de l'emploi. Il renvoie à ses différents avis sur ce sujet et notamment l'avis de décembre 2018 dans lequel il interpelait sur les sujets suivants :

- le financement de l'année de référence ;
- la nécessité de s'appuyer sur les partenaires du social et de l'accompagnement des publics (et leur permettre de coopérer) ;
- ne pas faire de la formation à distance la seule « solution » à l'individualisation de la formation mais garder des temps de face à face pédagogiques essentiels à la mise en œuvre de l'acte pédagogique, surtout pour les personnes les plus fragiles ;
- sensibiliser les entreprises à l'accueil et à l'intégration des personnes peu qualifiées notamment celles relevant de l'illettrisme, et leur donner les moyens d'assurer cette mission ;
- la nouvelle aide financière du Conseil régional accordée aux stagiaires de la formation continue plus en phase avec leurs besoins ;

- l'évaluation du PRIC.

Le CESER s'interroge sur les moyens financiers qui, pour des problèmes juridiques semble-t-il, ne seront pas mis en œuvre au début 2019 via le PRIC dans le cadre des formations qualifiantes.

De plus, la réorganisation de la formation professionnelle actuelle entraîne un ralentissement important de l'offre de formation, en particulier pour les salariés et les demandeurs d'emploi. A un moment où les besoins de formation et de main d'œuvre sont de plus en plus criants, le CESER s'inquiète des conséquences pour l'emploi.

Pôle Emploi met en œuvre un dispositif de formation à grande échelle, via un appel d'offre nationale, sans aucune déclinaison régionale. Le CESER s'interroge en conséquence sur la réalité de ce contrat et des « bonnes intentions » d'adapter la formation aux besoins du territoire via ses branches professionnelles.

Le contrat d'action publique pour la Bretagne ouvre une porte pour que le quadripartisme puisse donner un avis sur les mécanismes de régulation conçus au plan national par France Compétences, institution nationale publique créée le 1er janvier 2019, chargée de la régulation et du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Le texte dit que « des expérimentations pourront être développées en Bretagne pour assurer la meilleure déclinaison régionale des travaux de France Compétences ». Le CESER demande que cela puisse aussi s'appliquer dans des domaines comme, par exemple, la lutte contre l'illettrisme, la coopération et les moyens des acteurs de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles au niveau des territoires, l'implication des entreprises, le développement durable... Il sera attentif à la mise en œuvre des expérimentations et souhaite être informé de ce qui sera engagé.

Dans ce contexte de réforme de l'orientation et de la formation professionnelle, le CESER se félicite de l'engagement réciproque à maintenir et renforcer la complémentarité pour une offre de formation et d'accompagnement de qualité. Les enjeux d'observation et de qualité, les achats de formation sont clairement ciblés, comme pouvant faire l'objet d'expérimentations dans un cadre quadripartite. Pour le CESER, si ces orientations partagées notamment en matière d'observation doivent permettre de répondre aux besoins en compétences, elles doivent également couvrir l'observation des transitions et des parcours des personnes, afin de garantir à chacun le droit à un parcours sécurisé et accompagné vers la qualification et la certification.

Compte-tenu de ces observations, le CESER suivra particulièrement, au cours des prochains mois, en lien avec le Conseil régional :

- les chantiers du CPRDFOP relatifs à l'observation et à l'orientation- information ;
- la construction des contrats d'objectifs avec les branches professionnelles.

Garantir une parfaite coordination régionale des politiques d'aide aux entreprises et à l'industrie

Sur proposition de Olivier CAPY et Sergio CAPITAO DA SILVA
au nom de la commission « Économie et innovation »

1. Rappel du contenu du document

La coordination régionale des politiques d'aide aux entreprises et à l'industrie s'inscrit dans un contexte renouvelé : la mise en œuvre de la SRDEII, la loi du 7 août 2015 dite « loi NOTRe », la signature de 59 conventions 2017-2021 entre la Région et les EPCI, et l'initiative Breizh Fab.

Dans ce cadre, l'État et le Conseil régional s'engagent à renforcer la complémentarité de leurs actions :

- en faisant évoluer la carte des territoires d'industrie à l'aune de l'intérêt des EPCI et des entreprises,
- en organisant par voie conventionnelle la coopération de leurs services.

Une convention précisera le cadre et le suivi de ces deux expérimentations.

2. Observations du CESER

Le CESER est attaché à une meilleure efficacité de l'action publique. Aussi, dans un contexte où la politique industrielle de l'Etat a manqué de cohérence et de continuité dans le temps, avec certaines tentatives de reprise en main illustrées par le programme « Territoires d'industrie », la proposition portée par le contrat d'action publique pour la Bretagne de reconnaître le rôle croissant du Conseil régional semble donc répondre au principe de subsidiarité.

Les élus du Conseil régional de Bretagne auront l'opportunité de mettre en œuvre une politique économique et industrielle, en étroite collaboration avec l'ensemble des opérateurs, dont BPI France. Les propositions restent néanmoins assez floues sur le contenu réel de cette expérimentation. Le manque de clarté sur le rôle de chacun nécessite notamment d'être documenté, en particulier pour les sujets couverts par plusieurs acteurs : quelle articulation lorsque le Conseil régional et l'Etat ont une filière stratégique en commun ? Comment le « bien-manger » breton s'articule-t-il avec la stratégie nationale ? Quel lien entre la Région et les contrats stratégiques de filières ? Ces propositions occultent aussi le rôle des opérateurs intervenant dans la gestion des fonds étatiques dédiés au financement de l'innovation et des entreprises industrielles.

S'agissant d'une expérimentation clairement différenciante par rapport à d'autres régions ou dispositifs passés, il reste à démontrer que ces nouvelles modalités sont susceptibles de contribuer à une meilleure efficacité de l'action publique. Une vraie démarche de suivi et d'évaluation de cette politique est attendue, pour des raisons budgétaires mais aussi d'intérêt public.

Enfin, le CESER rappelle que cette coordination régionale peut s'intégrer dans les objectifs de la Breizh COP, en tenant compte particulièrement des objectifs sociaux et environnementaux. Pour ce faire, il renvoie au principe d'éco-socio-conditionnalité des aides et à son étude « *Pour des activités industrielles créatrices d'emploi durable en Bretagne* » (juin 2015), qui proposait notamment une grille de lecture de l'emploi durable.

Accompagner la mutation agricole de la Bretagne

Sur proposition de Laëticia BOUVIER et Hervé THIBOULT
au nom de la commission « Économie et innovation »

1. Rappel du contenu du document

Le contrat d'action publique pour la Bretagne acte une ambition d'accompagnement de la mutation agricole de la Bretagne, via la relance de l'ambition du Pacte d'avenir pour l'agriculture et l'agroalimentaire en Bretagne (P3AB).

Pour ce faire, des principes ont été actés :

- montée en gamme, repositionnement sur les marchés domestiques de la haute qualité ;
- déclinaison des Etats généraux de l'alimentation et notamment des plans de filière via le Grand plan d'Investissement.

Des actions concrètes sont également prévues :

- financement d'une étude sur le désamiantage des bâtiments d'élevage de volailles ;
- extension de l'expérimentation pour l'accompagnement des agriculteurs en reconversion ;
- délégation intégrale au Conseil régional du volet régional du programme national d'alimentation.

2. Observations du CESER

Le CESER partage l'orientation du contrat d'action publique pour la Bretagne, qui vise à accompagner la mutation de l'agriculture bretonne et le renforcement de sa compétitivité.

Le document mise avant tout sur l'accompagnement de l'adaptation des productions pour répondre aux attentes des consommateurs. En complément, il serait utile que l'Etat et la Région soutiennent l'organisation des producteurs et des filières, pour permettre le rééquilibrage des rapports de force face aux acheteurs et le retour de la valeur ajoutée aux agriculteurs. Par ailleurs, l'évolution de l'agriculture bretonne doit non seulement servir la reconquête du marché intérieur, mais aussi être un atout pour le maintien ou le développement des marchés exports. A ce titre, toutes les filières sont concernées, et pas uniquement la volaille, qui est la seule citée dans ce bordereau.

L'Etat s'engage à faire de la Bretagne un territoire volontariste des plans de filières. Cela ne doit pas se traduire par un mouvement descendant, mais par une politique de l'Etat et de la Région pour accompagner les projets des agriculteurs et les dynamiques de filières. Ainsi, la déclinaison du Grand plan d'investissement doit se faire en association étroite avec les organisations professionnelles.

Concernant l'étude sur le désamiantage, cette problématique est prise en compte dans la reconversion des bâtiments volailles. La Chambre d'agriculture a réalisé une étude, donnant des éléments prévisionnels sur les besoins en investissement dans cette filière. Il faut maintenant des moyens pour accompagner les travaux, notamment le désamiantage afin d'éviter le développement de friches, et en intégrant par exemple les opportunités offertes par l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments. On peut d'ailleurs regretter que le champ couvert soit limité au volet reconversion des bâtiments d'élevage de volailles, et que la globalité de la problématique amiante, qui concerne toutes les filières agricoles et la société en général au titre de la santé publique, ne soit pas prise en compte.

On peut relever également l'engagement d'étendre à l'ensemble de la région l'expérimentation d'accompagnement des agriculteurs en reconversion, notamment professionnelle. Le CESER souhaite avoir connaissance de l'évaluation des résultats de l'expérimentation conduite dans le département du Finistère.

La délégation intégrale au Conseil régional du volet régional du programme national d'alimentation devra se traduire par des actions concrètes concernant le gaspillage et l'éducation alimentaires, intégrant tous les acteurs de l'alimentation. Le lien doit être fait avec le volet restauration collective des Etats généraux de l'alimentation et les travaux régionaux sur Breizh Alim, afin de favoriser les aliments de proximité dans les appels d'offres de la restauration collective. A cet égard, la vigilance est de mise sur le décret en cours de finalisation au niveau national, pour ne pas limiter cet approvisionnement aux labels et produits sous signe de qualité, au risque d'être obligés d'importer des denrées faute de quantités suffisantes de tels produits au niveau local. En accord avec les objectifs de la Breizh Cop, il faudra veiller à accompagner les différentes formes de montée en gamme.

6. Soutenir un modèle socio-économique touristique breton performant

Sur proposition de Karim KHAN et Marine LE GALL-ELY
au nom de la commission « Économie et innovation »

1. Rappel du contenu du document

L'État et la Région, associant les autres collectivités concernées, retiennent un travail conjoint autour des thématiques suivantes : croisières, itinérance à vélo et gîtes patrimoniaux du littoral breton.

2. Observations du CESER

Le CESER prend acte de la valorisation du travail engagé entre l'État, la Région et les autres collectivités concernées autour des thématiques « Croisières », « Itinérance à vélo », « Gîtes patrimoniaux du littoral breton ». Toutefois, le CESER observe qu'en raison des réformes en cours de l'État (réorganisation des services régionaux de la Direccte), les moyens mis en œuvre peuvent ne pas correspondre à l'ambition portée par la stratégie touristique régionale. Il s'étonne par ailleurs du choix des thématiques mises en avant dans ce contrat. Les chantiers cités ici ne semblent pas nouveaux et auraient probablement pu être lancés sans la signature d'un contrat avec le Premier ministre. Pourquoi mettre en avant ces sujets et non le volet formation et compétence, par exemple ? Ce volet apparaît en effet crucial pour l'ensemble des activités touristiques engageant à la fois une transition écologique et numérique. Aussi, le CESER s'étonne qu'il ne fasse pas l'objet d'une prise en compte coordonnée de l'État et de la Région.

Compte tenu de ces observations, le CESER suivra particulièrement au cours des prochains mois, en lien avec le Conseil Régional, l'évaluation des chantiers engagés ainsi que les moyens déployés.

7. Le soutien au rayonnement culturel de la Bretagne

Optimiser la délégation de compétence de l'État de 2015

Sur proposition de Patrice RABINE
au nom de la commission « Société, environnement et qualité de vie »

1. Rappel du contenu du document

Afin de compléter et de rendre plus cohérente la compétence déléguée en 2015 par l'État au Conseil régional dans le domaine de l'économie du livre, des manifestations littéraires et du cinéma, le contrat d'action publique pour la Bretagne élargit cette délégation aux actions d'éducation artistique, adossées aux manifestations littéraires et cinématographiques.

2. Observations du CESER

Cet élargissement de la compétence déléguée n'appelle pas de commentaire particulier.

Le développement des langues de Bretagne

Volet présence des langues dans la société et dans la culture

Sur proposition de Claudine PERRON
au nom de la commission « Société, environnement et qualité de vie »

1. Rappel du contenu du document

Le Contrat d'action publique pour la Bretagne énonce que l'Etat « engage une réflexion avec les institutions et instances *ad hoc* sur les conditions d'intégration des signes diacritiques dans l'état civil afin de permettre d'orthographier certains prénoms de langue bretonne ».

2. Observations du CESER

L'article 75-1 de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose que « *les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France* ». Le CESER rappelle que l'écrit est la représentation de l'oralité d'une langue. La suppression de certains signes diacritiques peut entraîner une transformation profonde de la structure de la langue. Le CESER sera donc particulièrement attentif à la réflexion qui s'engage.

Volet formation

Sur proposition de Jean-Marc CLERY et Lydie POREE
au nom de la commission « Formation, emploi et éducation »

1. Rappel du contenu du document

En matière de développement des langues de Bretagne, le Contrat d'action publique pour la Bretagne ambitionne de prolonger la dynamique initiée par le pacte d'avenir pour conforter les conventions et dispositifs existants, en les dotant d'un cadre juridique adapté et de moyens. L'État et la Région s'engagent à évaluer, avant l'été, les moyens mobilisés et résultats obtenus dans le cadre de la convention additionnelle de 2015-2020, afin de préparer la signature d'une convention 2020-2025.

Deux mesures sont annoncées pour conforter le réseau *Diwan* dont l'une, législative, pour laquelle la Conférence territoriale de l'action publique (CTAP) sera préalablement consultée pour avis.

2. Observations du CESER

S'agissant du développement des langues de Bretagne, le CESER observe que, hormis des annonces concernant uniquement le breton, et en particulier le réseau privé associatif *Diwan*, l'État et la Région ne prennent aucun engagement concret au-delà du cadre actuel de la *Convention spécifique pour les langues de Bretagne*. Si le breton n'est jamais nommé, il est néanmoins désigné par l'expression « langue régionale » ; le gallo est quant à lui le grand absent des engagements.

Aucune impulsion supplémentaire n'est donnée pour l'enseignement public de la langue bretonne, le plus important des trois réseaux, dont les effectifs représentent pourtant le double du réseau *Diwan* (43 % contre 22 %) et dont la croissance apporte la part la plus importante au développement actuel du bilingue². Le CESER renvoie aux recommandations faites dans ses différents avis sur le sujet.

S'agissant de l'évolution souhaitée du « forfait scolaire communal » pour les « les écoles bilingues en français et en langue régionale », le CESER note que le forfait existe déjà actuellement pour les écoles bilingues privées au même titre que pour les écoles bilingues publiques³ selon le « principe de parité » et que, depuis 2009, ce principe a été étendu à la prise en charge financière du forfait scolaire pour les élèves des écoles privées scolarisés hors commune de résidence⁴. L'évolution législative envisagée ne concernant que le seul réseau *Diwan*, il aurait été souhaitable de le formuler nommément, la mention « *écoles bilingues en français et en langue régionale* » portant à confusion.

S'agissant du développement des écoles bilingues français-breton en Bretagne, le CESER pointe un autre obstacle sur le terrain que le législateur n'a pas levé. Actuellement les textes⁵ disposent que, lorsque les capacités d'accueil en monolingue public existent dans la commune de résidence, il n'y a pas obligation pour celle-ci de participer aux frais de scolarité hors commune pour les enfants en parcours bilingue au sein du service public⁶.

Cette situation est interprétée différemment selon les communes et elle conduit certaines familles, soit à renoncer à l'inscription en parcours bilingue, soit à quitter l'école publique pour un autre réseau bilingue. L'ajout du parcours bilingue à la liste des dérogations scolaires permettrait de progresser vers l'objectif de développement de l'enseignement bilingue français-breton en Bretagne en permettant effectivement à chaque famille d'accéder au droit de scolariser leurs enfants dans l'école publique la plus proche de leur domicile.

S'agissant de la dotation annuelle complémentaire de 300 000 € que devrait mobiliser l'État sur les crédits gérés par les services centraux du ministère de l'Éducation nationale, en l'absence actuellement d'information de la part du rectorat, le CESER demande quel sera l'impact sur l'enveloppe budgétaire de l'académie ?

² +7 % aux rentrées 2017 et 2018, soit 550 élèves supplémentaires par an et la quasi-totalité de l'augmentation des effectifs à la rentrée 2018

³ Article L. 442-5 du code de l'Éducation

⁴ Article L. 442-5-1 du code de l'Éducation

⁵ Loi NOTRe du 7 août 2015 - art. 101 qui modifie l'art 212-8 du code de l'Éducation

⁶ La participation financière doit faire l'objet d'un accord entre les deux communes concernées ; à défaut d'accord, le préfet du département peut être saisi.

Vote sur l'Avis du CESER de Bretagne

État et Région : une ambition publique partagée pour la Bretagne

Nombre de votants : 100

Ont voté pour l'avis du CESER : 94

Sophie JEZEQUEL (CRAB), Edwige KERBORIOU (CRAB), Laurent KERLIR (CRAB), Didier LUCAS (FRSEA), Cécile PLANCHAIS (FRSEA), Henri DAUCE (Confédération paysanne de l'Ouest), Patrice LE PENHUIZIC (Par accord FRCIVAM-IBB), Olivier LE NEZET (CRPMEM), Jehane PRUDHOMME (CRPMEM), Goulven BREST (Par accord Comités régionaux de la conchyliculture de Bretagne nord et Bretagne sud), Marielle TARTIVEL (U2P), Philippe LE ROUX (U2P), Sylvère QUILLEROU (CNPL), David CABEDOCE (CCIR), Evelyne LUCAS (CCIR), Emmanuel THAUNIER (CCIR), Brigitte DELAHAIE (MEDEF), Marie-Christine LE GAL (MEDEF), Annie SAULNIER (MEDEF), Daniel TUNIER (MEDEF), Brigitte LE CORNET (CPME), Régis BOIRON (Centre des Jeunes dirigeants d'entreprises de Bretagne), Martial WESLY (Comité régional de la fédération bancaire française), Bernard LAURANS (Par accord SNCF-SNCF Réseau-EDF-ENEDIS-RTE-ENGIE-La Poste), Jean-Yves LABBE (Bretagne pôle naval), Olivier CHAPALAIN (Par accord UDES-UNIFED), Isabelle AMAUGER (URSCOP), Ronan LE GUEN (Collectif de fédérations d'insertion par l'activité économique : par accord entre la fédération des entreprises d'insertion Bretagne, Chantier école Bretagne, Collectif des associations intermédiaires 29, Fédération des associations intermédiaires 22, Union départementale des associations intermédiaires 56), Jean LE TRAON (IRT B-COM), Sergio CAPITAO DA SILVA (ID4CAR), Anne COUËTIL (Par accord SER-FEE), Françoise BOUJARD (CFDT), Michel CARADEC (CFDT), Danielle CHARLES LE BIHAN (CFDT), Isabelle CONAN ROUSSEAU (CFDT), Joël DEVOULON (CFDT), Marie-Annick GARAUD LE GARS (CFDT), Norbert HELLUY (CFDT), Marie-Madeleine HINAULT (CFDT), Brigitte LE CLECH (CFDT), Véronique LE FAUCHEUR (CFDT), Thierry LEMETAYER (CFDT), Catherine LONEUX (CFDT), Gilles POUPARD (CFDT), David RIOU (CFDT), Hervé THIBOULT (CFDT), Jacques UGUEN (CFDT), Olivier CAPY (CGT), Nicolas COSSON (CGT), Stéphane CREACH (CGT), Ronan LE NEZET (CGT), Lindsay MADEC (CGT), Jean-Luc PELTIER (CGT), Florence PRIGENT (CGT), Nadine SAOUTI (CGT), Gaëlle URVOAS (CGT), Annie COTTIER (CFTC), Daniel CLOAREC (CFTC), Marie-Andrée JEROME-CLOVIS (UNSA), Bertrand LE DOEUFF (UNSA), Jean-Marie BERTHO (CFE-CGC), Annie GUILLERME (FR-CIDFF), Lydie PORÉE (Planning Familial), Laetitia BOUVIER (JA), Filipe NOVAIS (CRAJEP), Antoine PIERCHON (Par accord UNEF-fédé B-FERIA), Jacqueline PALIN (CROS), Jean KERHOAS (Nautisme en Bretagne), Marie-Martine LIPS (CRESS), Marie-Anne CHAPDELAIN (FAS), Marylène SIMON (Par accord URAPEI-CREAI), Marie-Christine CARPENTIER (URIOPSS), Carole LE BECHEC (Réseau Cohérence), Joseph-Bernard ALLOUARD (Mouvement Agir Tous pour la Dignité), Pierre BARBIER (Coordination des associations de solidarité internationale), Mireille MASSOT (UNAASS), Michel LE DIREACH (Par accord CPAM-CAF-MSA), Claudine PERRON (Kevre Breizh), Patrice RABINE (SYNDEAC), Marine LE GALL-ELY (Universités de Bretagne), M'Hamed DRISSI (Conférence des directeurs des Grandes écoles de Bretagne), Antoine DOSDAT (IFREMER), Patrick HERPIN (INRA), Michel MORVANT (par accord SOLIHA Bretagne et Habitat et développement en Bretagne), Gérard CLEMENT (Par accord entre l'UFC - Que choisir et Consommation, logement et cadre de vie (CLCV)), Anne-Sophie JEGAT (FRGEDA), Suzanne NOËL (EPL Bretagne-Pays de la Loire), Karim KHAN (Par accord UNAT-UBHPA-UMIH-SNAV-FNTV-FVRB-UBGF), Marie-Pascale DELEUME (Eau et rivières de Bretagne), Jean-Yves PIRIOU (Eau et rivières de Bretagne), Jean-Luc TOULLEC (Bretagne vivante), Franck PELLERIN (Personnalité qualifiée), Anne LE MENN (Personnalité qualifiée), Bernard GAILLARD (Personnalité qualifiée)

Se sont abstenus : 6

Nadine HOURMANT (FO), Annie KERHAIGNON (FO), Eric LE COURTOIS (FO), Fabrice LERESTIF (FO), Pierrick SIMON (FO), Jean-Marc CLERY (FSU)

Adopté à l'unanimité

Intervention de David CABEDOCE

Chambre de commerce et d'industrie de région Bretagne

Je m'exprime au nom des acteurs économiques du collège 1,

La Région Bretagne et l'Etat ont signé le 8 février dernier le pacte pour l'accessibilité pour la Bretagne.

La motivation à l'élaboration de ce pacte fait référence à l'abandon du projet d'aéroport inter-régional à Notre-Dame-des-Landes. Rappelons que l'arrêt de cette opération a été officialisé par le Premier Ministre le 17 janvier 2018. Une année aura donc été nécessaire pour parvenir à la rédaction d'un accord sur l'amélioration de l'accessibilité de la Bretagne. Pourtant, les outils et moyens favorisant l'accessibilité de nos territoires étaient déjà identifiés. Force est d'en conclure que soit la volonté politique de répondre à cet enjeu majeur pour notre région manquait, soit le sujet n'a pas été considéré comme prioritaire.

Notre étonnement est d'autant plus vif que les projets portés par ce nouveau pacte sont, pour certains, bien anciens : j'en veux pour illustration la mise à 2 fois 2 voies de la RN 164, initiée en 1969 !

Globalement, le nouveau pacte d'accessibilité affiche, je cite, « la confirmation d'objectifs », telle la liaison de la pointe bretonne à Paris en 3 heures. Les seules nouveautés que nous relevons résident dans la création d'une Obligation de Service Public pour la ligne aérienne Quimper-Orly et les transferts à terme de propriété permettant le développement de l'aéroport de Rennes.

Le rapport du Conseil régional souligne les avancées contenues dans cet accord au regard de la doctrine de l'Etat sur les grands travaux d'infrastructures de mobilité et sur leur financement. Mais nous pourrions d'autant mieux nous en satisfaire si le pacte d'accessibilité engageait les signataires par des calendriers fermes et des financements affichés, garants de la bonne fin de ces projets indispensables à la compétitivité de nos territoires.

Je vous remercie de votre attention.



Intervention de Jacques UGUEN Union régionale interprofessionnelle de la CFDT Bretagne

Suite aux perturbations récentes dans le partenariat entre Etat et collectivités, le Conseil régional en lien avec les collectivités a ouvert deux chantiers pour de nouveaux conventionnements avec l'Etat : le premier sur l'accessibilité et le second sur la modernisation de l'action publique régionale.

La CFDT a toujours été favorable à la décentralisation car elle doit permettre de construire des solutions plus adaptées à la réalité des problèmes rencontrés sur le terrain et de rapprocher décideurs et citoyens. Elle est également favorable à l'expérimentation pour construire des solutions nouvelles et innovantes.

Mais la CFDT n'entend pas être seulement spectatrice des discussions et des engagements de l'Etat et de la région en matière d'accessibilité ou de modernisation de l'action publique en Bretagne. Elle demande à être consultée au préalable et associée à l'élaboration. Compte tenu des enjeux pour le développement de la Bretagne, les sujets doivent faire l'objet d'une co-construction avec la société civile organisée et notamment les syndicats.

Cela n'a pas été le cas comme le souligne justement l'avis du CESER. Et cela change le statut de l'avis rendu qui, pour la CFDT, doit surtout être lu comme une réflexion sur les critères selon lesquels le CESER se proposera de fournir, le moment venu, une évaluation de la mise en œuvre des engagements signés.

Le contenu de ce contrat est difficile à appréhender. Il annonce un certain nombre de transferts de pilotages de dossiers ou de compétences vers le niveau régional mais sont amalgamés dans ces annonces des rappels de compétences partagées, de décisions déjà prises dans le cadre de lois, de déconcentration de services de l'Etat et de réelles expérimentations comme par exemple sur la Loi Pinel.

Ce contrat s'inscrit dans un contexte flou en matière d'évolution de la décentralisation. D'autant plus que, de manière globale, l'on assiste plutôt à une tendance à la recentralisation et à une gouvernance verticale qui laisse, y compris dans le grand débat national, peu de place aux corps intermédiaires et aux syndicats.

Enfin, pour la CFDT toute expérimentation et plus encore différenciation doivent être précédées d'un diagnostic partagé, et doivent faire l'objet dans leur mise en œuvre d'évaluations afin de vérifier qu'elles apportent effectivement des progrès pour les salariés, les demandeurs d'emploi, les citoyens et les territoires.

Concernant le pacte d'accessibilité et de mobilité pour la Bretagne celui-ci fait suite, dans son volet ferroviaire et aéroportuaire, à l'abandon du projet d'aéroport à Notre Dame des Landes. Un vœu avait été adopté par le bureau du CESER en Mars 2018 qui saluait la mobilisation des acteurs et qui soutenait la démarche.

En avril 2018, la CFDT, lors de la session plénière avait indiqué soutenir la démarche et relevé quelques points de vigilance, toujours d'actualité aujourd'hui.

La CFDT a soutenu le dossier BGV, parce qu'il devait profiter à l'ensemble de la région et à tous les bretons. Si elle souligne l'engagement de la région, au moins jusqu'en 2027, à cet objectif par une contractualisation entre la SNCF et la Région moyennant une contribution de 10M/€ par an permettant ainsi des arrêts TGV dans plusieurs villes moyennes, la CFDT regrette l'absence de l'Etat dans cette contractualisation.

De même la mise en circulation de trains « bolides » entre Brest et Paris, ne répond pas à l'objectif de mettre Brest et Quimper à 1h30 de Rennes et 3h de Paris. D'autre part la desserte améliorée Rennes - Redon - Nantes ne doit pas avoir pour effet d'accentuer la fracture territoriale entre l'est et l'ouest de la Bretagne.

L'abandon du projet de l'aéroport « Grand Ouest » doit être l'occasion de réfléchir à la connexion par le réseau ferré de toute la Bretagne aux aéroports parisiens et ainsi, au reste de la France, à l'Europe et au monde. Comme nous l'avons déjà fait remarquer une amélioration du contournement sud de Paris est plus qu'une nécessité.

Les déplacements du quotidien sont au cœur des préoccupations des citoyens et participent au pouvoir de vivre dignement. Ils ne doivent pas être la cause de la précarisation ou de la baisse du pouvoir d'achat, ou encore du rejet de mesures écologiquement responsables, justement parce qu'inaccessibles. Ce sujet, relève de la cohésion sociale et doit être une des priorités de l'aménagement des territoires.

La région, compétente en matière de transports terrestres tant ferroviaires que routiers sur le réseau de ville à ville a une forte responsabilité dans l'offre de mobilité. La loi NOTRe ayant donné la compétence transport à d'autres collectivités territoriales, une coordination tant tarifaire qu'au niveau des horaires et des dessertes doit être trouvée afin de mettre l'utilisateur au centre du dispositif.

Enfin et particulièrement à l'heure du BREXIT, la CFDT soutient la démarche du Conseil régional de permettre l'extension du corridor Atlantique jusqu'à la pointe bretonne.

Intervention de Evelyne LUCAS

Chambre de commerce et d'industrie de région Bretagne

Je m'exprime au nom des acteurs économiques du collège 1,

La Région Bretagne et l'Etat ont signé le 8 février dernier la convention régionale pour l'action publique. Elle fait suite aux déclarations du Président de la République à Quimper invitant la Bretagne à être le laboratoire d'une action publique renouvelée. Elle propose l'introduction d'une différenciation territoriale dans la mise en œuvre des politiques publiques, impliquant l'Etat, la Région, mais aussi les autres collectivités locales.

Ce contrat ouvre à l'aménagement des politiques publiques en fonction des spécificités ou priorités bretonnes, dans des domaines clés pour le développement de nos territoires et la cohésion sociale : les transitions écologiques et énergétiques, avec notamment les problématiques de l'eau et de l'énergie, l'aménagement solidaire du territoire et le logement, le caractère maritime de la Bretagne, la compétitivité économique, portée par la formation, l'agriculture et l'industrie, le tourisme et, enfin, le rayonnement culturel.

Le rapport du Conseil régional présente cette convention comme une étape. Les exercices de déconcentration et de décentralisation proposés correspondent à ce que nous souhaitons pour la mise en œuvre pragmatique, au plus près des besoins, des politiques publiques. Le renforcement de la concertation et de la cohésion entre les différents niveaux de gestion est positif.

Cependant, malgré les intentions affichées, des écarts apparaissent entre les orientations de l'Etat prescripteur et les annonces dans ce contrat. Ainsi, par exemple, du développement des énergies marines renouvelables. Elles font l'objet d'un engagement de l'Etat en faveur de l'émergence d'une filière industrielle bretonne dans la convention signée avec la Région Bretagne. Les énergies marines renouvelables sont également l'un des piliers de l'autonomie et de la sécurisation de l'approvisionnement en électricité de la péninsule bretonne, porté par le Schéma Régional Climat Air Energie, adopté en 2013. L'objectif fixé par ce schéma est la création d'un potentiel d'1,5 Gigawatt de production d'électricité à l'horizon 2030, soit 35% de la consommation d'énergie dans notre région. Or, dans le même temps, le projet de Programmation Pluriannuelle de l'Energie présenté par l'Etat ne prévoit pas de nouveau champ éolien posé en mer en Bretagne et envisage seulement un appel d'offres en 2021 pour l'installation de 250 Mégawatt en Bretagne sud. Cela reste tout à fait insuffisant pour remplir les objectifs d'autonomie énergétique de la Bretagne comme d'émergence d'une filière industrielle.

Par ailleurs, l'expérimentation de la différenciation territoriale portée par cette convention ne pourrait-elle pas aller plus loin, en posant d'emblée la question de l'empilement des strates politiques et administratives et en proposant de tester en Bretagne d'autres modes d'organisation territoriale ?

Enfin, il est étonnant que cette convention ne se concrétise par aucun calendrier de déploiement ni d'évaluation, et qu'elle ne s'appuie sur aucune ressource identifiée, à l'exception du développement des langues bretonnes.

Je vous remercie de votre attention.



Intervention de Annie COTTIER Union régionale CFTC Bretagne

Monsieur Le Président de la République entend par la signature de ce contrat faire de la Bretagne « un laboratoire de l'action publique », « une région pilote du nouveau rôle de l'État. » C'est donc en toute confiance que fut rédigé ce contrat, néanmoins la CFTC n'a pu que constater la non consultation des instances. En effet, ce document aurait dû être débattu au CESER avant d'être présenté au Conseil Régional où il aurait pu et dû être amendé. Force est de constater que le dialogue territorial avec les acteurs concernés n'a pu avoir lieu. Elle ne peut que saluer le vœu du CESER du 4 février 2019.

La Bretagne est une terre d'innovation, elle s'approprie les évolutions législatives en proposant des fonctionnements mieux adaptés. C'est pourquoi la CFTC demande au Conseil Régional de fédérer les synergies de toutes des collectivités pour construire ensemble les modalités d'une action publique cohérente, comprise par tous sur les territoires afin de répondre aux enjeux d'un développement régional durable.

Or ce contrat, peu lisible, semble avoir ignoré les orientations prises par la région que ce soit pour le STRADDET ou la Breizh Cop. Ce sont des documents d'orientation fondamentale pour la Bretagne. Comment faire de la Bretagne un laboratoire de l'action publique si l'on ne part pas de ses orientations ?

Pour la CFTC, ceci met en évidence les difficultés de dialogue entre l'Etat et la Région. La déconcentration ou la différenciation ne seront possibles qu'à travers un dialogue franc et sincère.

Dans le contexte actuel, pour la CFTC, il faut que ce dialogue ait lieu et qu'il soit visible pour nos concitoyens.

La CFTC dénonce aussi le manque de données chiffrées de ce contrat, car comment mettre en œuvre et évaluer ces orientations sans savoir comment s'investit chacun des signataires ? Si tout doit se faire au mieux à budget constant, au pire en tenant compte des baisses des dotations, comment tout ceci se concrétisera-t-il ?

Pour la CFTC la Bretagne doit pouvoir garder une marge de manœuvre afin de ne pas démentir le Président de la République quand il lui propose d'être un "laboratoire de l'action publique" ou un "pilote" quant au rôle de l'Etat en région.



Intervention de Anne COUETIL

France énergie éolienne

Par accord avec le Syndicat des énergies renouvelables

Je m'exprime au nom de France Energie Eolienne et du Syndicat des Energies Renouvelables ainsi que des entreprises de mission de service public en charge de l'énergie.

1. Sur le Pacte d'accessibilité et de mobilité pour la Bretagne

Nous saluons l'incitation au déploiement des véhicules électriques. Nous pensons également utile de **faciliter la conversion** aux carburants alternatifs renouvelables ou à l'électricité, pour les véhicules des particuliers mais aussi pour les flottes captives (société de services, sociétés de transport, collectivités...). Nous rappelons qu'un déploiement significatif des véhicules propres sera accompagné de nouveaux équipements sur les réseaux électriques (smart grids) pour faciliter la recharge des véhicules, et de nouvelles infrastructures sur le réseau de gaz pour le GNV.

2. Sur le contrat pour l'action publique

Nous saluons la volonté des signataires du contrat d'afficher une ambition forte pour les énergies renouvelables en Bretagne (éolien terrestre et flottant, EMR, biomasse, biogaz) et souhaitons rappeler le rôle de l'énergie photovoltaïque dans la mise en œuvre de cette politique, ainsi que dans un futur proche des technologies liées au stockage et à l'hydrogène. Les opérateurs soutiennent les projets et apporteront leur contribution à l'atteinte des objectifs.

Nous rappelons que pour favoriser l'implantation de nouveaux **parcs éoliens terrestres** ainsi que le renouvellement des parcs anciens, il est nécessaire de **lever des contraintes**. Il est crucial de poursuivre notamment les discussions avec l'armée (dans la lignée des travaux du GT éolien initié par le secrétaire d'Etat Sébastien Lecornu et poursuivi par Emmanuelle Wargon) et plus largement de poursuivre les actions identifiées dans la feuille de route régionale. Les objectifs de la PPE pour l'éolien terrestre sont en effet ambitieux. Ils insistent sur le renouvellement des parcs anciens qui nécessite **l'installation d'éoliennes plus performantes, plus puissantes et de grande taille**. Il s'agit là d'une opportunité économique et technique, permettant l'optimisation du nombre de mâts installés.

Concernant les **EMR**, les objectifs décrits sont satisfaisants et conformes aux attentes de la filière en Bretagne. Nous serons néanmoins vigilants à leur véritable mise en œuvre et il serait normal que la Bretagne soit concernée par les appels d'offres entre 2023 et 2025.

Le déploiement de l'ensemble de ces solutions s'appuiera sur le développement des technologies numériques, que ce soit chez le client avec l'installation des compteurs intelligents ou sur les réseaux, en facilitant le raccordement des installations tout en maîtrisant les investissements. Nous rappelons que la Région Bretagne, avec la Région Pays de la Loire, co-pilotent le projet SMILE, et disposent avec ce projet d'une forte capacité d'expérimentation qui trouve toute sa place dans ce contrat.

Nous attirons également votre attention sur la concertation des projets EMR. Nous préférons **parler de « phases de participation du public »** plutôt que de « débat public ». Le choix entre un débat public et une concertation avec garant revient à la CNDP, il est donc préférable de ne pas préempter ce choix. En revanche, nous soutenons l'idée que la région soit associée au processus de concertation. Par exemple il est envisageable, dans le cas d'un projet hydrolien ou même d'un projet éolien en mer, que la CNDP choisisse d'organiser une concertation préalable avec garant et que la région contribue à son organisation et son animation.

Enfin, dans le cadre du SRADDET, nous rappelons l'importance d'« **élaborer des PCAET ambitieux** » et de « **favoriser l'investissement des citoyens** ».

Je vous remercie pour votre attention.

Intervention de Annie GUILLERME

Fédération régionale des Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (FR-CIDFF)

En complément de l'Avis du CESER par le rapporteur général, nous ne pouvons que nous féliciter que dans l'ambition publique partagée entre l'État et la Région, figure en bonne place le rôle des associations.

Constatant que les situations de précarité et d'insécurité économiques, sociales et territoriales se multiplient, le rôle de cohésion sociale des associations qu'il faut soutenir est donc fondamental.

Nous attirons l'attention des pouvoirs publics comme le fait les réseaux des CIDFF, sur leur rôle d'information afin **d'éviter le non recours ou le renoncement aux droits** des citoyennes et citoyens afin qu'ils puissent les faire valoir auprès des services publics et sociaux.

Ce phénomène du non recours aux droits et aux services constitue notamment un risque pour les femmes isolées et en situation de monoparentalité, risque aggravé par la complexité administrative. Le recours aux droits pour certaines devient ainsi un vrai parcours de la combattante aggravé par les embûches de la dématérialisation que nous devons dénouer.

Les associations qui informent et accompagnent les mères de famille victimes de violences, se heurtent à une autre réalité de terrain, le manque de places en hébergement d'urgence.

Simplification administrative, augmentation des hébergements d'urgence, développement des Maisons de services aux publics pour un aménagement solidaire et de proximité dans les territoires, soutiens aux réseaux associatifs : autant de priorités souhaitées par le réseau des CIDFF de Bretagne pour le confortement d'une ambition partagée de l'action publique.

En vous remerciant pour votre attention.



Intervention de Jean-Luc PELTIER

Comité régional CGT de Bretagne

La CGT partage l'avis du CESER sur les enjeux de modernisation de l'action publique régionale mais souhaite rappeler dans quel cadre s'inscrit ce « dit » contrat entre l'Etat et la Région : une certaine relégation des pouvoirs publics de toute intervention dans la vie économique.

Cette idéologie se manifeste principalement par le désengagement de l'Etat sur la base d'une décentralisation sans transferts de moyens financiers appropriés, sur une déconcentration sans effectifs, sur une multiplication des outils contractuels et espaces de dialogues, sur un déséquilibre budgétaire par raréfaction des recettes, sur le renoncement à un plan industriel, et sur l'abandon d'une politique publique des salaires et des conditions de travail.

Dans ce contexte, on ne peut que s'interroger sur l'efficacité à venir de l'action publique régionale en matière de transition écologique et énergétique, de préservation de la biodiversité pour ce qu'il en reste encore, de cohésion sociale et d'aménagement du territoire, d'accessibilité numérique, de développement durable de l'économie agricole et maritime, de soutien aux entreprises, de tourisme et de culture.

La liste est longue tant les chantiers sont nombreux, les attentes fortes et les conservatismes bien ancrés.

Enfin, bien que le dossier présenté au Ceser soit intitulé « une ambition publique pour la Bretagne », on ne peut que regretter l'absence de réflexion sur le rôle des entreprises. Au regard des objectifs assignés par l'Etat et la Région, il ne faut pas perdre de vue que c'est bien sûr aussi l'entreprise qui est au cœur de notre vie économique, sociale et environnementale.

Elle porte une responsabilité majeure envers l'ensemble de notre société moderne et pas seulement vis-à-vis des salariés.es.

Si l'action publique ne consiste plus à fixer des règles ambitieuses et à les faire appliquer, alors il n'y aurait plus qu'à s'en remettre à la morale, ce qui est un peu léger face aux défis actuels.

La CGT a beaucoup à dire sur l'ensemble de ce Pacte qualifié de « Girondin ».

Nous allons concentrer notre propos sur la question de l'accessibilité de tous les territoires de Bretagne.

La CGT fait sienne nombre de remarques formulées par le CESER et s'étonne notamment d'y voir figurer des projets déjà contractualisés tant dans le Pacte d'avenir pour la Bretagne que dans le CPER 2015-2020.

Il en est ainsi de l'achèvement de la RN 164, comme du projet LNOBPL (Ligne nouvelle ouest Bretagne-Pays de la Loire), dont semble se dessiner un phasage de la réalisation, avec une priorité donnée à la desserte du Sud Bretagne via la création d'une nouvelle branche ferroviaire à grande vitesse.

Pour la CGT, il ne s'agit pas de remettre en cause la nécessité de prendre en compte les spécificités territoriales, ainsi que de nier les attentes et besoins des nombreux territoires concernés par ces deux projets. Néanmoins, la crise actuelle tant sociale qu'environnementale, nécessiterait de redéfinir les priorités puisque ces deux projets mobilisent des moyens financiers significatifs.

Dans un contexte de baisse des dotations aux collectivités, personne ne peut rester indifférent à cette donnée.

Pour la CGT c'est en ce sens que doivent être réinterrogés les choix d'aménagement du territoire découlant des décisions de politiques publiques.

Du reste, cela ne peut que nous inquiéter à l'heure de la Breizh cop, presque oubliée, mais aussi face aux engagements de la France en matière de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre lors de la COP 21.

Pourtant l'actualité récente montre à quel point la question des mobilités structure le quotidien de millions d'hommes et de femmes. Pour beaucoup de salariés qui subissent l'austérité salariale, les incessantes hausses du prix des carburants ont des conséquences bien réelles pour eux comme pour leur famille.

Cela repose en grand la question de l'organisation actuelles des transports largement assise sur une économie carbonée ou sur le « tout routier » pour le dire plus simplement.

La CGT observe depuis des années, qu'en dépit des multiples alertes, tant sur la question salariale dans tous les secteurs, que sur les effets d'une politique des transports qui plébiscite la route à tout prix, les choix en terme d'aménagement du territoire, qui pour certains datent de 50 ans, sont rarement remis en cause. Cet aveuglement est d'une coupable responsabilité.

Ainsi donc l'accessibilité intra bretonne, pour les prochaines décennies, ne se conçoit-elle qu'à travers un nouveau développement des axes routiers en contradiction avec la nécessité de rompre avec le modèle actuel tel que le préconise la Breizh Cop ?

Cela pose évidemment la question de la temporalité des politiques publiques et n'est-ce d'ailleurs pas ce qui a conduit à l'abandon du projet d'aéroport du grand-ouest ?

Il est illusoire de penser qu'un nouveau projet routier pourrait être mené de pair avec l'objectif de contenir l'accroissement constant des flux routiers en Bretagne.

Ce qui est d'ailleurs inquiétant, c'est de constater que ce « Pacte d'accessibilité » n'évoque nullement le développement du Fret ferroviaire, quasi exsangue sur notre région et qui pourrait-être une solution réelle pour développer l'hinterland des ports bretons et, in fine, l'économie sur notre région !

Il est tout aussi illusoire d'imaginer que des véhicules disposant de technologies dites propres pourraient efficacement se substituer aux véhicules actuels : de nombreuses études montrent qu'il n'en est rien sur un cycle de vie et que de toute façon cette solution est assise sur un modèle de développement économique à bout de souffle.

Cela ne ferait qu'accentuer les inégalités entre ceux qui pourraient s'offrir ces véhicules et le plus grand nombre qui n'en aura jamais les moyens... D'ailleurs, il y a, pour la CGT, un véritable enjeu industriel auquel notre pays n'a, à ce jour, pas su faire face s'agissant des véhicules électriques.

Quant au projet de création d'un nouvel axe ferroviaire sur le sud Bretagne celui-ci mériterait d'être réinterrogé eu égard aux améliorations déjà effectuées sur le réseau ferroviaire existant mais surtout compte tenu du gain de temps le justifiant et des conséquences sur le foncier agricole ainsi que la biodiversité ?

Ce projet est-il de nature à améliorer les mobilités du quotidien ou à satisfaire les besoins de certains acteurs économiques uniquement ? La question mérite d'être posée car la population dans de nombreux territoires bretons reste en attente de solution d'amélioration des lignes, certes plus modestes, mais qui constituent assurément une réponse si l'on envisage la rupture évoquée par la Breizh Cop.

Pour la CGT, nombreux sont les territoires qui pourraient bénéficier d'une desserte ferroviaire de qualité à un coût raisonnable.

Cela mérite un vrai débat à un moment de notre histoire où, de manière prégnante, se pose la question climatique mais aussi économique avec des ménages dont le coût des transports accentue la paupérisation.

Sur le volet aéroportuaire, la CGT prend acte des propositions faites mais la question des aéroports est cruciale car elle revêt des enjeux différents en fonction des territoires, parfois contradictoires. Cela mériterait assurément un débat approfondi !

La CGT porte depuis toujours une vision de l'aménagement solidaire et équilibré du territoire et, pour ce faire, réclame une véritable évolution de la fiscalité des transports.

L'action publique mérite véritablement un large débat, une réelle confrontation des opinions et une place véritable laissée aux salariés.es qui font société.

Pour la CGT, la République et l'action publique forment un réel cadre de conjoncture de destins pour resserrer les liens et non les disjointrent.



Intervention de Cécile PLANCHAIS

Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles (FRSEA)

Je m'exprime ici au nom des acteurs économiques du collège 1.

Le document « Etat et Région : une ambition publique partagée pour la Bretagne » contient des principes intéressants en faveur du renforcement de la compétitivité de l'agriculture bretonne. Certaines réflexions méritent toutefois d'être prises en compte pour l'application de ces principes.

Le document mise avant tout sur un positionnement des productions pour répondre aux attentes des consommateurs pour plus de qualité. Une adaptation permanente aux attentes des consommateurs est, bien entendu, nécessaire. Il ne faut toutefois pas oublier que la qualité des produits bretons est déjà une réalité, qu'il faut valoriser auprès des consommateurs. Il est nécessaire de prendre également en compte l'amélioration nécessaire du retour de valeur aux producteurs, préalable indispensable au maintien d'une production locale variée et d'une adéquation entre l'offre et la demande. Enfin, la reconquête du marché intérieur est une démarche à renforcer, sans pour autant abandonner le marché international.

L'ambition pour la biodiversité s'appuie, entre autres, dans ce document sur « une adaptation de la gouvernance régionale actuelle » avec la définition, en cours, des missions de l'Agence Bretonne pour la biodiversité. Dans ce contexte, il est important de préserver, néanmoins, les dynamiques déjà lancées en faveur de la biodiversité par les différents acteurs bretons dont les agriculteurs font partie.

L'agriculture est un producteur de biodiversité : la mobilisation, basée sur l'engagement volontaire des agriculteurs, porte ses fruits. Pour la développer davantage, la réflexion avance et se concrétise vers une valorisation de pratiques favorables, et cela quel que soit le système d'exploitation car toutes les agricultures ont leur place.

Le document prévoit de porter « une attention particulière sur l'articulation entre les objectifs des politiques de l'eau et ceux de la biodiversité ». Pour la profession agricole, il est même nécessaire d'avoir une vision plus globale, basée sur les territoires, pour tenir compte de leurs spécificités tout en maintenant les activités. Les projets doivent concilier au mieux les divers pans de l'environnement - air et climat inclus - avec l'économie voire même avec la santé. Prenons l'exemple de l'amiante où l'implication de tous les acteurs sera le levier majeur de réussite de cette démarche afin que la problématique des friches ne s'alourdisse pas davantage. Ayons même l'ambition pour les futures décennies à venir que ce sujet ne soit plus qu'un lointain souvenir.

Enfin, relevons avec intérêt que dans le cadre du plan régional d'investissement dans les compétences, il est laissé une place importante à l'expérimentation tout particulièrement sur l'observation des besoins de compétences, la qualité de l'offre de formation et les démarches partenariales sur l'orientation et la formation. Soyons certains que les acteurs économiques en ces temps de tension forte sur les marchés de l'emploi seront volontaires pour initier des expérimentations afin d'assurer l'efficacité et l'innovation des démarches de montée en compétences.

Je vous remercie de votre attention.



Intervention de Jean-Marc CLERY

FSU Bretagne

L'avis du CESER portant sur un document très hétérogène, il est normal que l'impression d'ensemble qui s'en dégage soit mitigée.

S'agissant du volet Pacte d'accessibilité, la FSU se retrouve bien dans l'avis qui reprend des observations plusieurs fois faites par le CESER. La FSU relèvera seulement deux points de vigilance : le premier portant sur l'accroissement du trafic routier en Bretagne et le risque que la réalisation de la RN164 ne vienne obérer le développement d'alternatives au transport routier ; le second sur le risque de trop se concentrer sur le *ferroviaire long trajet* et de ne pas être à la hauteur des nombreux besoins de desserte ferroviaire fine à l'intérieur de la Bretagne. Plusieurs engagements sont confortés en matière de travaux de rénovation de lignes ou d'amélioration de dessertes, mais les demandes qui émergent dans les territoires doivent aussi pouvoir être prises en compte quand elles font apparaître des problématiques pertinentes de mobilité du quotidien et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

S'agissant du reste du document sur les « *nouvelles modalités de l'action publique* », celui-ci s'avère franchement plus difficile à apprécier, dans sa nature comme dans son contenu. L'avis général du CESER en souligne à juste raison le flou. Les avis thématiques des commissions sont parfois nettement plus développés que le texte d'origine lui-même afin de tenter d'en expliciter la portée ; mais on prend alors le risque d'extrapolations parfois discutables.

Le CESER fait bien de souligner qu'une fois de plus les engagements pris dans le cadre de ce « *pacte d'action publique* » passent largement par-dessus la tête des citoyens. Ajoutons que la nouvelle orientation de l'action publique fait également bien peu de cas de l'avis des agents concernés.

En juillet dernier deux circulaires du premier Ministre Edouard Philippe donnaient mission au Préfet.es de régions de mettre en œuvre une ^{nième} réorganisation des services de l'État en région, avec pour objectif la suppression d'emplois publics. Les personnels des services déconcentrés en charge de *Sports-Jeunesse-Education populaire-Vie associative* sont particulièrement visés, avec des suppressions massives de postes à la clef pour les missions *Jeunesse et Sports* désignées comme étant « *à alléger* » avec 1 600 emplois à supprimer sur 3 ans. Pour le moment aucune information n'est donnée par les préfet.es. L'annonce de la création d'une *Agence nationale du sport* dont on ne sait aujourd'hui à peu près rien a ajouté à la confusion sans répondre à l'anxiété des personnels.

Les missions *Sports-Jeunesse-Education populaire-Vie associative* participent au quotidien à l'égalité des territoires et des publics en rendant des arbitrages dans les projets partenariaux au nom du principe de neutralité et d'équité. Elles sont aujourd'hui sérieusement mises en causes. Comprendons bien que c'est dans ce cadre général de réduction du périmètre de l'État qu'une « *nouvelle relation* » est proposée aux régions.

Le CESER avait l'occasion de se pencher un peu sur cette situation à l'occasion du volet 3 consacré à la délégation de compétences dans la gestion du *Fonds de développement de la vie associative* (FDVA) mais il n'en est rien. En revanche la mention en à peine une ligne de la nouvelle *compétence en matière d'orientation et d'information sur les métiers* fournit l'occasion au CESER d'un avis somme toute assez étonnant à propos du transfert des missions de la DRONISEP à la Région - dont il n'est absolument pas fait mention dans le texte. Le CESER y exprime son attente d'un *service d'information et d'orientation universel* (sic).

La FSU pour sa part continue de contester le démantèlement de l'ONISEP et le transfert des Dronisep aux régions. Quoiqu'il en soit, en l'état actuel un « *service régional d'information et d'orientation universel, qui s'adresse à tous* » n'est pas d'actualité car il outrepasserait très largement les compétences de la Région définies par la *loi du 5 septembre 2018*. Certains peuvent le souhaiter, mais on ne peut pas toujours prendre ses désirs pour des réalités.

On l'aura compris, la FSU est bien plus réservée que le CESER quant aux bénéfices à attendre des expérimentations envisagées car celles-ci riment bien souvent avec la désorganisation de la Fonction publique, la perte de sens pour les métiers des agents et l'affaiblissement des missions – dernière étape avant leur externalisation.

Quant au vœu du CESER d'un « *approfondissement de la décentralisation et d'un renforcement de la régionalisation* », la FSU ne peut pas non plus le partager alors que le bilan des actes successifs de décentralisation n'a jamais été fait. L'appel marqué de certains acteurs patronaux à aller aujourd'hui vers un « *achèvement de la décentralisation* » afin « *d'introduire de la flexibilité et de la concurrence entre les régions* » tend évidemment à renforcer encore davantage nos réserves.

Qu'on n'aille pas croire que la FSU ait pour autant le culte unique de l'État. Attachée à l'unité des trois versants de la fonction publique, la FSU défend une fonction publique territoriale de plein droit contre tous ceux qui voudraient aujourd'hui profiter de la réforme annoncée pour ramener la territoriale à une *fonction publique de basse intensité*.

Un mot pour finir sur le terme « girondin » que le Président Macron affectionne. En fait, le débat entre Jacobins et Girondins durant la Révolution ne portait pas sur la forme de l'État – centralisatrice ou décentralisée – mais sur ce que la Révolution devait être. Partisans d'une République modérée dirigées par les élites, les Girondins redoutaient la démocratie populaire et radicale des sans-culottes que les Jacobins au contraire soutenaient. Quant à la décentralisation, c'est Robespierre et les jacobins de 93 qui en ont jeté les bases en donnant le pouvoir aux assemblées populaires locales. La Convention thermidorienne qui a abattu Robespierre et surtout le Directoire qui a suivi ont au contraire pratiqué une intense centralisation dans le but d'en finir avec le pouvoir populaire et d'asseoir un régime bourgeois solidement appuyé sur les élites.

Il est significatif qu'un Président « pas très peuple », féru d'histoire, et qu'on compare volontiers à Napoléon, réhabilite la Gironde. Mais il n'est pas sûr que dans son esprit cela ait grand-chose à voir avec la décentralisation.



Intervention de Daniel TUNIER

Mouvement des entreprises de France (MEDEF) Bretagne

Je m'exprime au nom des acteurs économiques du collège 1.

Ce document présenté par le Conseil régional, intitulé « Une ambition publique partagée pour la Bretagne » expose, d'une part, « les contreparties », terme utilisé par le Conseil régional, au renoncement à réaliser le projet d'aéroport du Grand Ouest, et d'autre part, de nouvelles modalités d'action publique en Bretagne dans plusieurs domaines, selon des principes d'expérimentations, de mutualisation et de différenciation.

Pour en revenir aux contreparties, celles-ci concernent l'accessibilité, sur des sujets liés :

- au ferroviaire, comme Brest et Quimper à trois heures de Paris, l'amélioration de la desserte Rennes – Nantes par Redon, le maintien d'un service TGV vers la pointe Bretagne alors que celui-ci pourrait être impacté par l'ouverture à la concurrence, ou
- au routier, avec l'accélération de la réalisation de la RN 164, ou
- aux sujets portuaire et aéroportuaire, comme le positionnement de l'aéroport de Quimper comme aéroport d'intérêt national, justifiant le cofinancement par l'Etat de la ligne vers Orly, ou l'agrandissement de l'aéroport de Rennes, ou
- aux mobilités des bretonnes et des bretons.

Ces orientations, ces décisions, mais aussi ces confirmations, car plusieurs d'entre elles ne sont pas nouvelles, sont bien entendu très importantes, très structurantes pour la Bretagne. Celles-ci s'inscrivent dans une longue tradition de coopération entre les représentants de la Bretagne et l'Etat visant à atténuer, à réduire, le caractère périphérique de la Bretagne.

Toutefois, nous tenons à rappeler que nous aurions souhaité que ces mesures soient bien entendu mises en œuvre et, en même temps, pouvoir construire l'aéroport du Grand Ouest, dont l'abandon, soyons en conscients, ne pourra être totalement compensé, et loin de là, par ces mesures.

De même, nous nous interrogeons quant à la capacité de l'Etat à honorer les engagements pris tant en termes de niveaux de dépenses que de respect des échéances.

Quant au volet consacré à la modernisation de l'action, celui-ci s'inscrit dans la cadre d'une décentralisation, menée en plusieurs étapes depuis la loi Defferre de 1982, et dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est particulièrement ... imparfaite avec notamment des compétences dans les mêmes domaines, assumées par plusieurs échelons de collectivités qui, entre autres conséquences, compliquent l'action de ces collectivités, ralentissent l'émergence et l'exécution des projets et ôtent toute visibilité et compréhension par le citoyen, posant ainsi un problème démocratique majeur qui conduit, les exécutifs supra communaux, à être plus dépendants pour leur réélection du contexte politique national que de la réelle capacité des citoyens à juger de leur action. Dans ce contexte, nous ne pouvons que saluer positivement cette expérimentation, certes bien mineure comparée aux imperfections de l'organisation des pouvoirs publics, si celle-ci facilite l'action publique, la rend plus rapide, plus réactive, plus

pertinente, plus adaptée, avec notamment la capacité du Préfet à déroger à certaines normes fixées nationalement, moins coûteuse et in fine, plus efficace.

Je vous remercie de votre attention.

Rapporteur : Jean-Yves PIRIOU

Réponse du CESER de Bretagne à la consultation publique sur les questions importantes pour la révision du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne pour la période 2022-2027

1. Rappel des questions importantes posées par le Comité de bassin Loire-Bretagne

Alors que le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2016-2021 est actuellement mis en œuvre, le Comité de bassin Loire-Bretagne lance d'ores et déjà le processus d'élaboration du prochain SDAGE et du futur Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) pour la période 2022-2027. Une consultation publique est en cours auprès du public et des assemblées (dont le CESER de Bretagne) pour recueillir des avis sur les questions importantes auxquelles les deux futurs documents devront répondre à l'horizon des 10 prochaines années. Le Comité de bassin identifie cinq grands enjeux qui font consensus en son sein :

- les questions de santé publique liées à l'eau ;
- celles du partage de la ressource, renforcées par le changement climatique ;
- la préservation des milieux aquatiques et du patrimoine naturel ;
- le risque d'inondation, préoccupation également accrue par le changement climatique ;
- la gouvernance de l'eau, la cohérence, l'efficacité, la transparence, l'équité...

Partant de ces enjeux partagés et en interaction, il propose de réfléchir à quatre questions importantes que devra intégrer le **futur SDAGE**:

1. Qualité des eaux : « Que faire pour garantir des eaux de qualité pour la santé des hommes, la vie des milieux aquatiques et les différents usages, aujourd'hui, demain et pour les générations futures ? »
2. Quantité d'eau : « Comment partager la ressource disponible et réguler ses usages ? Comment adapter les activités humaines et les territoires aux inondations et aux sécheresses ? »
3. Milieux aquatiques : « Comment préserver et restaurer des milieux aquatiques vivants et diversifiés, des sources à la mer ? »
4. Gouvernance de l'eau : « Comment s'organiser ensemble pour gérer ainsi l'eau et les milieux aquatiques dans les territoires, en cohérence avec les autres politiques publiques ? Comment mobiliser nos moyens de façon cohérente, équitable et efficiente ? »

S'agissant du **futur PGRI**, quatre autres préoccupations sont partagées au sein du Comité de bassin :

- l'accroissement de la sécurité des personnes et des biens ;
- la stabilisation puis la réduction des coûts des inondations pour les personnes, la collectivité et les activités ;
- l'accélération du retour à un fonctionnement normal des territoires après une inondation ;
- la prise en compte du changement climatique.

Sur la base de ce consensus sur les risques liés aux inondations, le futur PGRI devra répondre à la question importante suivante :

- Comment accroître la sécurité des populations exposées au risque d'inondation, réduire le coût des dommages et raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés dans un contexte de changement climatique ?

Dans le « sous-bassin des côtiers bretons », les territoires à risque important d'inondation (TRI) déjà identifiés lors du premier cycle du PGRI¹ sont :

- Quimper-Littoral sud Finistère (submersions marines et débordements de l'Odet et ses affluents le Jet et le Steïr)
- Saint-Malo – Baie du Mont Saint-Michel (submersions marines)
- Vilaine de Rennes à Redon (débordements de la Vilaine et ses affluents l'Ille, la Flume, le Meu, la Seiche)

En l'état actuel du projet et de l'évaluation préliminaire des risques d'inondation du bassin Loire-Bretagne, il n'est pas proposé de nouveaux territoires à risque important (TRI) en Bretagne dans le futur PGRI 2022-2027 (deuxième cycle). En revanche, les 3 ci-dessus demeurent.

2. Observations du CESER sur les questions importantes concernant plus spécifiquement la Bretagne

La Bretagne n'étant pas, en l'état actuel, concernée par la définition de nouveaux territoires à risque important d'inondation dans le futur PGRI, le présent avis du CESER est centré sur les questions importantes du futur SDAGE 2022-2027, incluant son articulation prévue avec le PGRI. Toutefois le CESER tient à rappeler que d'autres territoires bretons plus restreints sont aussi sujets à des risques de submersion ou d'inondation, comme certaines îles (ex : Sein) et des villes de fond d'estuaires comme Morlaix, Landerneau, Châteaulin, Quimperlé, etc.

Le CESER s'est beaucoup penché sur le thème de l'eau et des milieux aquatiques depuis plusieurs années. En plus des nombreux avis donnés annuellement sur les projets du Conseil régional de Bretagne, il a publié plusieurs documents spécifiques sur le sujet, notamment : « Le défi de la qualité des eaux en Bretagne » (2003) ; « Milieux côtiers, ressources marines et société » (2011) ainsi que son complément : « Les marées vertes en Bretagne : pour un diagnostic partagé, garant d'une action efficace » (2011) ; « Submersion marine et érosion côtière : connaître, prévenir et gérer les risques naturels littoraux sur la façade atlantique » (CESER de l'Atlantique, 2013). « Climat, énergie et société à l'horizon 2050 : une Bretagne en transition » (2015) ; « Les enjeux de l'eau en Bretagne à l'horizon 2040 »² (2016) et « La Bretagne et la mer à l'horizon 2040 » (2017). Plus récemment, en juin 2018, il a rendu un avis sur le Plan breton pour l'eau³. Dans ces documents, le CESER a tenu à aborder les sujets liés à l'eau sous différents aspects aussi bien sociétaux et culturels que techniques et pratiques. Il observe que dans les questions importantes envisagées pour le futur SDAGE Loire-Bretagne les aspects techniques et pratiques sont davantage développés.

2.1. Eaux et milieux aquatiques : les spécificités bretonnes

Le CESER tient tout d'abord à rappeler le contexte particulier de la Bretagne vis-à-vis de l'eau et des milieux aquatiques.

- Toute l'eau qui tombe en Bretagne s'écoule en Bretagne. Il existerait assez peu de réserves en eaux souterraines (elles sont pour l'instant mal évaluées). Il existe une forte différence Est/Ouest et intérieur/littoral sous trois aspects : géographique (l'Ouest est plus élevé que l'Est, l'intérieur plus que le littoral), pluviométrique (il pleut plus à l'Ouest qu'à l'Est et plus à l'intérieur que sur le littoral) et paysager (ex : bocage).
- La péninsule possède de nombreux petits cours d'eau côtiers avec un linéaire côtier étendu et très découpé. Il existe de nombreuses baies à l'exécutoire de petits bassins versants côtiers et dans lesquelles l'eau marine

¹ Liste actualisée par l'Arrêté du Préfet de la région Centre-Val de Loire, Préfet du Loiret, Préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 22 octobre 2018 : http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ap_tri_cv145.pdf

²La synthèse en 4 pages de cette étude prospective est jointe en annexe à la fin du présent avis.

³ L'ensemble des travaux cités peut être consulté sur le site du CESER de Bretagne : https://ceser.bretagne.bzh/jcms/och_366638/fr/les-publications

se dilue mal avec celle du large. De nombreux estuaires présentent des zones de mélange d'eaux douces et marines facteurs de production primaire mais fragiles au niveau de la biodiversité et de la qualité des eaux. Le littoral est très sensible à l'érosion côtière et, par endroit, aux submersions marines.

- La population bretonne se concentre de plus en plus dans les métropoles et sur le littoral, ce qui produit des pressions sur la ressource en eau et sur l'assainissement dans ces secteurs. Le tourisme en Bretagne repose beaucoup sur l'attractivité de la nature, des paysages et la qualité des milieux naturels. La conchyliculture est une activité économique très développée et très dépendante de la qualité des eaux côtières et de leur productivité.
- La Bretagne a vu un développement très rapide de son élevage et de son agriculture sous forme intensive à la fin du 20ème siècle. Le bocage a été transformé par une réduction des haies et des zones humides. La Bretagne est désormais la première région française d'élevages (porcs, volaille, lait) et comporte des zones concentrées de cultures légumières.

Au vu de la dégradation de ses eaux à la fin du 20ème siècle, les acteurs de la Bretagne se sont organisés et mobilisés pour tenter de remédier à ses problèmes (collectivités, associations, Etat, agriculteurs, industriels...) sur de nombreux programmes tels que l'assainissement collectif, « Bretagne eau pure », le Plan de lutte contre les algues vertes, etc. La Bretagne est actuellement entièrement couverte de Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) impliquant l'ensemble des acteurs de l'eau au niveau local. La Conférence bretonne de l'eau et des milieux aquatiques (CBEMA), créée par la Région, est un lieu de rencontre et de débat. La nouvelle compétence de la Région acquise en 2017 concernant l'animation et la coordination dans le domaine de l'eau va l'amener à créer le « Parlement breton de l'eau » en 2019. Ce « parlement », par ailleurs mentionné dans le Contrat d'action publique pour la Bretagne du 8 février 2019, aura pour objectif d'accélérer la reconquête de la qualité des eaux et de simplifier la gouvernance pour plus d'efficacité. La Breizh COP, qui a l'ambition d'harmoniser les ambitions économiques, sociales, environnementales et d'aménagement du territoire de la Bretagne, sera aussi un outil indispensable à une reconquête de la qualité des eaux bretonnes grâce aux transitions opérées par tous et dans tous les domaines.

2.2. Avis du CESER de Bretagne sur les questions importantes posées par le Comité de bassin Loire-Bretagne

2.2.1. Qualité : « Que faire pour garantir des eaux de qualité pour la santé des hommes, la vie des milieux aquatiques et les différents usages, aujourd'hui, demain et pour les générations futures ? »

Dans son avis du 11 juin 2018 sur le Plan breton pour l'eau, le CESER était parti du principe suivant : « Reconnue comme moins coûteuse et plus efficace sur le long terme, la logique de prévention doit être mobilisée en priorité ». Ce principe concerne tous les acteurs, gestionnaires et usagers de l'eau. Avec les critères de classement de la Directive cadre européenne sur l'eau (DCE), la Bretagne possède actuellement 40% de ses masses d'eau en « bon état ». Avec l'objectif maintenu d'atteindre les 100% en 2027, la marge de progression reste importante. Le dernier SDAGE avant cette échéance devra donc accélérer le mouvement et mettre ses priorités sur les éléments dégradant la qualité des masses d'eau en accentuant l'effort sur la prévention pour que cette qualité se maintienne par la suite. Les principaux paramètres de déclassement des cours d'eau bretons sont l'hydromorphologie, la biologie, les nitrates, le phosphore et les pesticides. Concernant les paramètres physiques et biologiques, la restauration hydromorphologique des cours d'eau comporte des freins qui ont été identifiés par l'Agence de l'eau. Ils sont à la fois d'ordres technique, juridique, financier et sociologique. Pour lever ces freins, il faudra mener des projets de territoire ambitieux, mieux soutenus et qui se donnent, en plus de l'objectif de « bon état écologique » du cours d'eau lui-même, d'autres objectifs comme la lutte contre les inondations sur le bassin versant, l'adaptation au changement climatique, la restauration de la biodiversité des vallées, l'amélioration du cadre de vie...

La Directive cadre européenne sur l'eau (DCE) exige aussi que les classements des « Directives filles » (eaux de baignades et eaux conchylicoles) soient de bonne qualité. Un effort particulier devra être mené pour la reconquête de la qualité microbiologique des eaux côtières bretonnes qui est mise en défaut à certaines périodes et en certains endroits.

Même si d'importants efforts ont été accomplis par de nombreux acteurs (particuliers, collectivités, agriculteurs...) ces dernières années concernant les pollutions diffuses liées aux nitrates, au phosphore et aux pesticides, les masses d'eau en risque de non-atteinte du bon état en 2027, identifiées par l'Agence de l'eau d'après les pressions et les scénarios tendanciels actuels, nécessiteront des projets de territoires plus ambitieux, plus innovants et mieux aidés. Ces projets de territoires, basés sur les ambitions de la BreizhCOP, devront viser en même temps une économie durable et un aménagement du territoire qui tiennent compte des objectifs sur l'eau. Il faudra aussi que les Mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) ainsi que les aides de la Politique agricole commune (PAC) intègrent mieux les objectifs de reconquête de la qualité de l'eau et de la biodiversité. C'est pourquoi un des grands enjeux du prochain SDAGE sera la mise en concordance, sur ces territoires, des enjeux économiques, sociaux, d'aménagement et d'environnement. Ce défi concerne la société dans son ensemble, tous les acteurs, usagers et gestionnaires de l'eau en Bretagne (collectivités, particuliers, associations, industrie, agriculture...).

Certaines stations d'épuration bretonnes et leurs réseaux vieillissants ne sont pas aux normes et rejettent encore dans les cours d'eau et sur le littoral trop d'éléments indésirables, de manière continue ou lors de dysfonctionnements. Le SDAGE 2022-2027 devra accélérer la mise à niveau de ces stations avec l'ambition de rejeter le minimum d'éléments polluants dans le milieu, voire viser le zéro rejet grâce au recyclage des effluents.

Seuls 5 % des plans d'eau douce bretons sont classés en bonne qualité et beaucoup d'entre eux sont interdits à la baignade. Un effort particulier devra être porté à la réduction des apports de phosphore sur ces sites pour éliminer les proliférations de cyanobactéries. Concernant les eaux côtières et des estuaires, les ambitions de bon état des directives européennes « Eaux conchylicoles » et « Eaux de baignade » demanderont un effort particulier de réduction des apports de bactéries et virus. En outre des sujets émergents seront à traiter comme les micropolluants (dont les microplastiques) ainsi que les produits médicamenteux. Une attention particulière devra également être portée à l'articulation avec le Plan d'action pour le milieu marin issu de la Directive-cadre Stratégie pour le milieu marin.

S'agissant des enjeux de santé publique liés à l'eau, le CESER souhaite que le prochain SDAGE s'articule avec les orientations et actions du Plan national santé environnement (PNSE) et, pour ce qui concerne la Bretagne, de son Plan régional santé environnement (PRSE).

2.2.2. Quantité et inondations : « Comment partager la ressource disponible et réguler ses usages ? Comment adapter les activités humaines et les territoires aux inondations et aux sécheresses ? »

Alors qu'en France la ressource en eau potable provient à 36% des eaux de surfaces, ce taux est de 75% en Bretagne. Or il s'avère que les eaux de surface sont plus sujettes à contamination et à variations quantitatives. Une des ambitions de la Bretagne est de rechercher d'autres ressources en eaux souterraines, de les protéger et de donner la priorité à l'alimentation humaine. Une eau souterraine est très peu sujette à l'évapotranspiration comparée à l'eau de surface, ce qui lui confère un atout spécifique dans le cadre du plan de lutte contre le changement climatique. Le rôle de soutien d'étiage des cours d'eau par les nappes souterraines est aussi à prendre en compte dans les potentialités d'exploitation de ces eaux. Comme il l'avait déjà noté dans son étude de 2016, le CESER souhaite un inventaire, un calibrage et un suivi de tous les prélèvements et pompages dans les nappes souterraines. Des moyens financiers devront être mobilisés pour la recherche concernant les eaux souterraines bretonnes aujourd'hui plutôt méconnues. En outre, dans le cadre d'un développement durable, il s'agira d'éviter au maximum les transferts lointains d'eau, avec les fuites potentielles, et de prioriser les circuits courts. Le développement de l'urbanisation devra être conditionné à la présence de ressources en eau à proximité ainsi qu'au traitement potentiel

des eaux usées sur place. Cet enjeu est à relier avec celui de la gouvernance de l'eau dans une perspective d'aménagement durable et équilibré du territoire régional.

Le changement climatique, avec le risque de sécheresses plus prononcées, nécessite la mise en place d'un grand programme d'économie d'eau, basé à la fois sur les techniques, les finances et l'éducation de tous les consommateurs. A savoir aussi qu'une réserve d'eau minimale devra être maintenue dans les cours d'eau pour préserver la fonctionnalité et la biodiversité des écosystèmes. Par ailleurs, sur le littoral, la perspective de remontée du « biseau salé »⁴ dans les nappes souterraines littorales demande la mise en place d'un suivi particulier et une gestion durable.

Concernant les risques d'inondations, le CESER souhaite tout d'abord que le Plan de gestion des risques d'Inondations (PGRI) intègre en grande partie les orientations du SDAGE, en particulier ses enjeux concernant la prévention qui devra être prioritaire dans les programmes. Des programmes d'aménagement des bassins versants amont de ces zones à risque viseront à freiner le ruissellement, à réduire l'imperméabilisation des sols, à restaurer les zones humides, à reméandrer les cours d'eau, etc.

S'agissant plus particulièrement du risque de submersion marine, le CESER renvoie ici aux constats et préconisations de l'étude des CESER de l'Atlantique « Submersion marine et érosion côtière. Connaître, prévenir et gérer les risques naturels littoraux sur la façade atlantique » (2015)⁵. Ces derniers observaient que la problématique des risques littoraux s'exprime avec beaucoup d'acuité sur la façade atlantique. C'est pourquoi les CESER de l'Atlantique ont souhaité produire un état des lieux partagé de la vulnérabilité de leur territoire et un recensement des acteurs et des outils intervenant dans la prévention et la gestion des risques littoraux. A l'issue de ce diagnostic, les CESER de l'Atlantique soulignent la nécessité d'entrer dans une logique de responsabilisation de l'ensemble des acteurs et de faire évoluer le rapport au risque et les logiques d'aménagement. Les préconisations des CESER de l'Atlantique restent d'actualité, en particulier dans le contexte de la Breizh COP et de l'élaboration du SRADDET :

- accepter le caractère évolutif et dynamique du littoral ;
- articuler impérativement la gestion des risques et l'urbanisme ;
- concevoir une structure d'observation et d'expertise fondée sur les typologies géomorphologiques du littoral ;
- acquérir la culture du risque et conserver la mémoire des événements passés ;
- réaffirmer le caractère régalien de la sécurité des personnes et des biens ;
- définir, mettre en œuvre et optimiser, à l'échelle intercommunale, des stratégies globales de prévention et de gestion des risques littoraux (préconisation à mettre en relation aujourd'hui avec la mise en œuvre de la compétence GEMAPI par les EPCI) ;
- faire des citoyens et de la société civile des acteurs du processus de prise de décision.

2.2.3. Milieux aquatiques : « Comment préserver et restaurer des milieux aquatiques vivants et diversifiés, des sources à la mer ? »

De nombreux cours d'eau de la partie Est de la Bretagne ne sont pas en bonne qualité au regard des critères biologiques de la DCE. Il s'agit donc d'y établir, dans le lit même du cours d'eau, des écoulements nécessaires à l'oxygénation du milieu par des effacements d'obstacles qui auront aussi un rôle sur la continuité écologique et la biodiversité. Le CESER rappelle ici l'importance de l'articulation entre le SDAGE, le PGRI et le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de la Bretagne : trame verte et bleue régionale, espaces naturels protégés, parcs naturels régionaux, etc. Dans le cadre de la lutte contre les risques d'inondations, il s'agira en même temps de ralentir cet écoulement d'eaux pluviales sur le bassin versant dans un bocage réaménagé et renforcé par des

⁴Intrusion d'eau saumâtre ou salée dans une masse d'eau

⁵https://www.bretagne.bzh/upload/docs/application/pdf/2015-09/ceser_de_latlantique_rapport_risques_littoraux_2015-09-23_11-46-7_940.pdf

cultures et une végétation adaptée ainsi que par une forte réduction de l'imperméabilisation des sols. En définitive, il faudra moins d'obstacles à l'écoulement dans les cours d'eau eux-mêmes mais plus sur le bassin versant adjacent.

De plus, ces cours d'eau ayant de faibles débits sont plus sujets aux effets des polluants qui devront donc faire l'objet de plans de réduction renforcés en accompagnant et en soutenant les acteurs concernés. La biodiversité des cours d'eau et des milieux aquatiques est globalement en régression en Bretagne soit à cause d'aménagements permanents tels que barrages, rectifications, drainages, busages, imperméabilisation de sols, comblement de zones humides... soit à la suite de pollutions par des produits chimiques de toutes origines. Il s'agit donc d'adapter chaque plan d'aménagement local (SCoT, PLUI...) aux objectifs des SAGE concernés. Le SRADDET devra être moteur sur ce thème en conditionnant l'aménagement du territoire à la restauration de la biodiversité et de la qualité des eaux.

Les zones humides sont à la fois des lieux d'épuration de l'eau, de régulation des débits, de stockage du CO2 et présentent une riche biodiversité. Après des décennies de destruction, ces zones doivent être absolument préservées et restaurées là où leurs fonctions de régulation et d'épuration s'avèrent nécessaires dans le cadre de l'adaptation au changement climatique. En outre des zones d'expansion de crues doivent être créées avec aussi cet objectif d'accroître la biodiversité.

La préservation et la protection de ces milieux aquatiques fragiles demandent une accentuation de l'éducation à l'environnement auprès des élus, des aménageurs et des populations. Ceci implique un soutien public suffisant et pérenne à l'ensemble des acteurs qui mènent des actions d'éducation à l'environnement en Bretagne.

2.2.4. Gouvernance : « Comment s'organiser ensemble pour gérer ainsi l'eau et les milieux aquatiques dans les territoires, en cohérence avec les autres politiques publiques ? Comment mobiliser nos moyens de façon cohérente, équitable et efficiente ? »

Les périmètres des SAGE couvrent aujourd'hui la totalité de la Bretagne. Ils sont des territoires hydrographiques pertinents, de la source à la mer. Les Commissions locales de l'eau (CLE), qui élaborent et suivent les SAGE, sont composés d'élus, d'administratifs, de professionnels et d'associations. Cette gestion associant des représentants de la société civile doit être maintenue, voire renforcée, pour mieux orienter les actions des Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui prennent de plus en plus de compétences. Outre la compétence du « petit cycle » de l'eau (eau potable et assainissement), les EPCI émergent aussi désormais sur une partie du « grand cycle » de l'eau avec la nouvelle compétence GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations). C'est pourquoi les CLE des SAGE devraient avoir un rôle renforcé de validation et de suivi des actions des EPCI dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, mais aussi dans l'aménagement du territoire et le développement économique qui peuvent avoir des conséquences sur la gestion de l'eau et sur sa qualité. En outre, elles devraient avoir un rôle renforcé d'éducation à l'environnement sur leur territoire s'agissant des économies d'eau, de la protection des zones humides, des écosystèmes marins et côtiers ainsi que de la lutte contre le changement climatique...

Concernant la mise en œuvre des actions définies dans les SAGE, la dispersion des collectivités est actuellement trop importante et non adaptée à l'hydrographie. Des regroupements dans des Etablissements publics territoriaux de bassin (EPTB) pourraient palier cet éclatement et cette incohérence. Leur périmètre devrait être calé sur une façade maritime cohérente et son bassin versant rassemblant l'ensemble des cours d'eau côtiers dans une logique de cohérence, de coresponsabilité et de solidarité territoriales. Sur ce dernier point, le CESER de Bretagne suggère un ajout dans la formulation de la question importante n°4 : « Comment mobiliser nos moyens de façon cohérente, *solidaire*, équitable et efficiente ? ».

Par ailleurs, la gouvernance de l'eau doit permettre de mieux relier les enjeux de l'eau avec ceux de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisation, de la répartition équilibrée des populations et des activités en Bretagne dans une perspective d'égalité territoriale. Les prochains SDAGE, PGRI et SRADDET devront donc être mis en cohérence au niveau régional, puis au niveau infrarégional (SAGE, Programmes d'action de prévention des inondations, SCoT,

PLUI...). En Bretagne, il s'agit d'un défi de taille pour le futur « Parlement de l'eau » prévu par le Plan breton pour l'eau de juin 2018 et confirmé dans le Contrat d'action publique pour la Bretagne du 8 février 2019.

2.3. Autres thèmes importants soulevés par le CESER de Bretagne

2.3.1. La prise en compte du milieu marin

Le Plan d'action pour le milieu marin (PAMM) est mis en œuvre en application de la Directive cadre européenne « Stratégie pour le milieu marin » (DCSMM) du 17 juin 2008. Celle-ci vise, d'une manière générale, à « réaliser ou maintenir un bon état écologique du milieu marin au plus tard en 2020⁶ ». Plus précisément, son objectif final est de « maintenir la diversité biologique et de préserver la diversité et le dynamisme des océans et des mers et d'en garantir la propreté, le bon état sanitaire et la productivité⁷ ». Or, en cette année 2019, tout laisse à croire que cet objectif ne sera pas atteint en 2020. En effet, malgré les efforts réalisés et les progrès constatés ces dernières années, les problèmes restent nombreux sur les côtes bretonnes : marées vertes, phytoplanctons toxiques, contaminations microbiologiques, métaux lourds, etc.

Comme ces pollutions sont très majoritairement d'origine terrestre, pour plus d'efficacité dans les actions, le CESER souhaiterait que les objectifs marins du PAMM soient intégrés, en transversalité, dans l'ensemble du document du SDAGE, et non seulement dans un chapitre spécial. Chaque « Programme de mesures » du SDAGE devrait se poser ces questions : Quels seront les effets sur la fonctionnalité et la productivité des écosystèmes marins et côtiers de l'aval ? Est-ce que les actions proposées seront bénéfiques pour le milieu marin ?

En outre, le CESER souhaite que le Comité de bassin Loire-Bretagne intègre rapidement en son sein des représentants du milieu marin et de la biodiversité, comme l'y invite la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

2.3.2. La connaissance, la recherche et l'innovation

La Bretagne possède de nombreux instituts scientifiques de tous ordres, dont plusieurs ont des compétences dans le domaine des eaux douces et marines ainsi que des milieux aquatiques. La région a souhaité se doter d'un Conseil scientifique, aujourd'hui appelé Centre de ressources et d'expertises scientifiques sur l'eau en Bretagne (CRESEB). Il s'agit d'un outil d'appui à la politique de l'eau en Bretagne basé sur des connaissances scientifiques et des conseils. Force est de constater que le Comité de bassin Loire-Bretagne ne possède pas ce conseil scientifique. Ceci est une anomalie dans le paysage français car tous les autres Comités de bassin en possèdent un. Le CESER souhaite qu'une réflexion soit menée sur la pertinence de la création d'un conseil scientifique au niveau du Bassin Loire-Bretagne.

Dans un contexte de mutations technologiques rapides et de changement climatique, le CESER rappelle l'importance de soutenir la recherche et l'innovation dans le domaine de l'eau comme dans celui de la prévention et de la gestion du risque d'inondation (ex : technologies et usages numériques, « Big data » de l'eau, villes et réseaux intelligents, résilience territoriale face au changement climatique, récupération des eaux pluviales, recyclage des eaux usées, etc.). L'eau étant un enjeu mondial, l'ouverture internationale de ces activités de recherche et d'innovation doit être encouragée, avec aussi un enjeu de solidarité.

2.3.3. Le financement de la politique de l'eau

Le CESER a souvent souhaité le maintien du principe « l'eau paie l'eau ». Or celui-ci est mis à mal suite aux décisions de l'Etat d'affecter une partie des recettes tirées des redevances vers d'autres domaines. Le CESER de Bretagne souhaite le maintien de ce principe. Le CESER voudrait aussi, au-delà du principe « pollueur-payeur » qui est la base

⁶ Préambule alinéa (3)

⁷ Article 1er

de calcul des redevances, que la réflexion soit poursuivie sur les Paiements pour services environnementaux (PSE) qui sont des aides aux bonnes pratiques de gestion, par exemple concernant les zones humides et les prairies. En outre, dans son document de 2016, le CESER avait aussi soulevé la question des modalités de tarification tenant compte des consommations et des rejets réels (ex : tarification sociale et/ou progressive), ceci pour encourager ceux qui font des économies d'eau, qui consomment peu ou qui rejettent peu. Le contexte breton d'un prix de l'eau désormais parmi les plus élevés de France est également à prendre en compte.

2.3.4. Le défi sociétal et démocratique du rapport et de l'accès des citoyens à l'eau

Dans son rapport de 2016 sur les enjeux de l'eau à l'horizon 2040, le CESER insiste sur le défi sociétal du rapport des citoyens à l'eau. En effet, l'eau en tant que bien commun de l'humanité est par essence un enjeu démocratique fondamental, du niveau local à l'échelle planétaire (la Région Bretagne est d'ailleurs partenaire du prochain Forum mondial de l'eau qui se tiendra à Dakar en 2021). La représentation de l'eau dans la société (ressource fragile et limitée ou renouvelable), son statut juridique (bien commun ou non) sont déterminants pour la gestion de l'eau. La complexité et la densité de la réglementation et les évolutions liées à la gouvernance de l'eau (qui fait quoi et rapports de pouvoir) sont susceptibles d'affecter la lisibilité des enjeux de gestion de l'eau.

Le défi sociétal de l'accès et du rapport des citoyens à l'eau pose aussi la question de la relation des gestionnaires de l'eau aux citoyens. L'eau étant un bien commun nécessaire à la vie, à la qualité de vie, à la cohésion sociale et territoriale, le CESER demande que la gestion de l'eau soit organisée de façon à garantir, en tout temps et en tout lieu, l'égal accès de tous les usagers à une eau de qualité et en quantité suffisante. Pour le CESER, par exemple, l'accès à l'eau potable devrait être facilité dans les espaces publics⁸ par la présence de fontaines gratuites. La réorganisation actuelle et la mutualisation territoriale des services de l'eau et de l'assainissement ainsi que, celle de la gestion et de la prévention des inondations (GEMAPI), pourraient accentuer le risque d'éloignement des élus et gestionnaires par rapport aux usagers et aux citoyens, voire celui d'une déshumanisation relationnelle, en particulier dans les EPCI de grande taille. Pour le CESER de Bretagne, le service de l'eau doit demeurer un service public de proximité, attentif aux situations humaines, aux conditions de vie et aux difficultés de chacun, en particulier des personnes en situation de pauvreté et de précarité (ex : prévention et gestion des impayés ou des fuites accidentelles). Cette attention de proximité aux besoins humains et sociaux des usagers de l'eau pourrait être encouragée dans les actions d'éducation au développement durable et dans les formations professionnelles⁹.

La protection de la qualité de l'eau et de la ressource est l'affaire de tous car tout le monde l'utilise et en a besoin au quotidien. Afin de prendre davantage en compte cette dimension sociétale de l'eau, le CESER rappelle l'importance de mieux accompagner, soutenir et valoriser la diversité des acteurs : particuliers, associations, collectivités et secteurs économiques impliqués dans la transition écologique (par exemple, par le développement du paiement pour services environnementaux).

Enfin, dans le contexte actuel de crise sociale et des suites à donner au « Grand débat national », ces enjeux sociétaux soulevés par le CESER posent la question de la participation citoyenne aux instances de consultation, de concertation et de décision en même temps que celle des conditions d'appropriation, d'acceptabilité et d'accompagnement social des mesures de transition écologique dans le domaine de l'eau.

⁸ Voir le rapport du CESER de Bretagne « Bienvenue dans les espaces publics en Bretagne » (juin 2016)

⁹ Voir notamment, l'étude du CESER de Bretagne « Former mieux pour réussir la transition énergétique et écologique en Bretagne » (mai 2017)

Annexe

Synthèse de l'étude du CESER « Les enjeux de l'eau en Bretagne à l'horizon 2040 » (2016)¹⁰ *Contribution du CESER à la démarche prospective du Conseil régional pour l'élaboration du Plan breton pour l'eau (Rapporteur.e.s : Mme. Chantal BEVILLON et M. Alain THOMAS)*

L'eau est un sujet majeur de santé publique, de développement économique et en matière d'équilibres écologiques. Les enjeux relatifs à l'eau se posent en termes d'accès de tous à une ressource de qualité et en quantité suffisante.

Ainsi, la question de la ressource en eau n'est pas nouvelle en Bretagne mais elle demeure essentielle. Comment, et sous l'influence de quels facteurs évoluera-t-elle demain ? En quoi sa gestion constituera-t-elle un défi majeur sur le plan économique, social et environnemental ?

Eau et environnement, eau et société, eau et territoires, eau et usages, eau et gouvernance, eau et innovation, le CESER propose d'explorer les grandes variables susceptibles de déterminer l'évolution de la gestion de l'eau en Bretagne et d'en extraire six enjeux interdépendants.

Expression partagée des diverses composantes de la société civile sur les enjeux de la gestion intégrée de la ressource en eau, cette contribution explore et ouvre le champ des possibles en matière de gestion de l'eau en Bretagne à l'horizon 2040. Les enjeux repérés sont autant de questions à destination des différents acteurs de la gestion de l'eau. Ils ont vocation à venir alimenter la construction de scénarios prospectifs, par le Conseil régional de Bretagne, qui permettra d'illustrer la diversité des évolutions possibles d'ici à 2040 et d'en tirer des enseignements utiles à la définition des orientations stratégiques du Plan breton pour l'eau (PBE) en projet.

Ressource en eau et écosystèmes aquatiques en Bretagne

Les écosystèmes aquatiques, fournisseurs de service

L'eau, essentielle à la vie sur Terre, est en mouvement perpétuel dans ce qui est appelé le grand cycle ou cycle naturel de l'eau. Cette ressource joue un rôle fondamental dans le fonctionnement des écosystèmes.

En Bretagne, bassin quasiment autonome du fait de sa péninsularité, la ressource en eau exploitée est essentiellement une eau de surface (80%) alimentée par les cours d'eau et les rivières. Les eaux souterraines constituent aujourd'hui une part secondaire des prélèvements (20%), mais pourraient constituer une ressource potentielle pour demain. Elles alimentent, notamment, les eaux de surface en période d'étiage, ce qui en fait un enjeu fort tant en termes de connaissance que de préservation face aux effets du changement climatique.

Le maintien de la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes sont étroitement liés au bon état de la ressource en eau, support d'usages variés et structurants pour les activités économiques, les territoires et l'ensemble de la société : usages domestiques, agriculture, industrie, énergie, cultures marines, etc.

Les atteintes au fonctionnement des écosystèmes aquatiques bretons

La qualité des eaux est une condition indispensable au bon fonctionnement des écosystèmes et au prélèvement d'eau brute nécessaire à l'alimentation en eau potable (petit cycle de l'eau). Les atteintes portées à la qualité de la ressource sont diverses : pollutions, altérations physiques et morphologiques des milieux aquatiques, etc.

¹⁰ Le rapport complet du CESER de Bretagne peut être téléchargé gratuitement :
https://www.bretagne.bzh/upload/docs/application/pdf/2016-10/rapport_pour_repro.pdf

Les activités humaines peuvent également conduire à la dégradation ou à la disparition de zones humides, un assèchement, une imperméabilisation ou une érosion des sols. La modification des régimes pluviométriques, la hausse du niveau marin, la hausse des températures, dues aux effets du changement climatique, entraînent des modifications importantes de la ressource en eau.

L'ensemble de ces atteintes fragilise la biodiversité, les écosystèmes aquatiques et côtiers, et les services qu'ils rendent, pouvant à terme accentuer les tensions autour des usages de l'eau. Ces détériorations de la ressource en eau se traduisent par des menaces importantes en termes de santé publique, d'état du milieu naturel, mais aussi de coûts économiques.

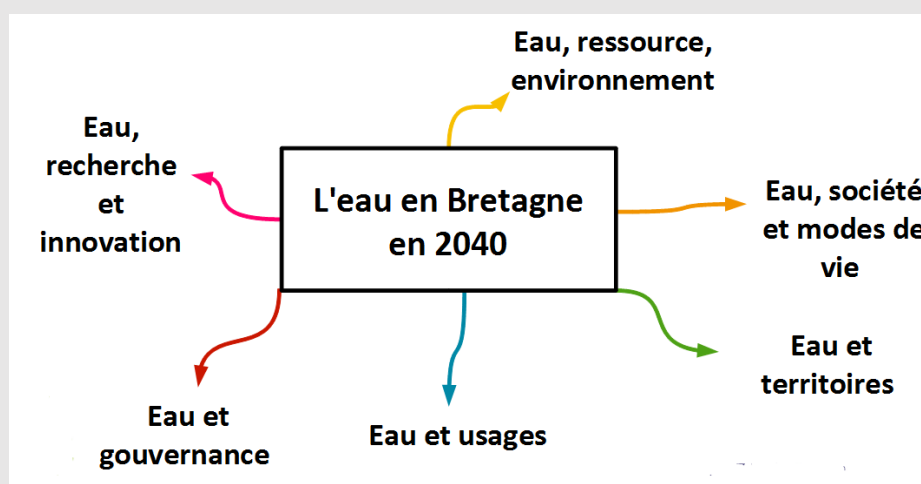
25 années de politiques publiques de l'eau en Bretagne

Pour faire face à ces enjeux, la politique de l'eau s'est renforcée en Bretagne. Elle est notamment caractérisée par une territorialisation des actions s'appuyant sur les 21 Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), les Commissions locales de l'eau (CLE) et les contrats de bassin versant. Cette évolution dans la manière d'appréhender les enjeux de l'eau en Bretagne a permis d'aboutir à des diagnostics partagés et à des habitudes de travail en commun qu'il faut souligner, de la part des collectivités, des secteurs industriel et agricole, des scientifiques, des associations, etc.

La gestion de l'eau reste aujourd'hui confrontée à de nombreux défis : recomposition de la gouvernance territoriale (loi NOTRe, instauration de la compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations etc.), évolution des usages, démocratie de l'eau (rôle des élus, commissions locales de l'eau, composition des comités de bassin) ou encore temporalité d'action.

Le CESER a ainsi identifié des tendances lourdes et signaux faibles dans les évolutions, à l'horizon 2040, de la ressource en eau, de sa quantité et de sa qualité, de ses usages, de la manière dont elle est gérée, par qui et selon quels principes. Sur cette base, il propose de retenir 28 variables, regroupées en six ensembles, dont il formule en détail les hypothèses possibles d'évolution.

Six ensembles de variables déterminantes



Source : CESER Bretagne, 2016

Eau, ressource et environnement

Ce premier groupe de variables explore les évolutions possibles de la ressource en eau, tant du point de vue des eaux de surface, des eaux côtières que des aquifères (formation géologique qui peut stocker l'eau) ainsi que de

l'ensemble des eaux vertes (utilisée par les plantes cultivées ou non) et bleues (eau des rivières, nappes phréatiques, etc.) : quels seront les effets du changement climatique sur la ressource en eau ?

Eau, société et mode de vie

L'eau occupe une place centrale dans nos modes de vie. Ressource vitale, elle est indispensable au quotidien. Il s'agit ici de réfléchir aux évolutions possibles de la demande en eau et de sa perception collective : en quoi peuvent-elles être des facteurs déterminants des politiques et actions menées ?

Eau et territoires

Les activités humaines sont fondamentalement dépendantes de l'eau qui constitue une composante importante de l'aménagement du territoire. Les enjeux de démographie, d'urbanisation, de densification et de tourisme conduisent à inventorier les évolutions possibles de la gestion de l'eau, notamment du petit cycle, et les risques inhérents (sécheresses, inondations).

Eau et usages

L'ensemble des activités utilisatrices d'eau, productions agricoles, industrielles, artisanales, consommation domestique, mais aussi production d'énergie ou cultures marines, constituent des ressources pour la société mais elles exercent en retour des pressions sur l'eau. Comment les usages de l'eau pourraient-ils évoluer ? Comment les tensions sur la ressource et les milieux aquatiques sont-elles susceptibles d'évoluer ?

Eau et gouvernance

Entendue à la fois au sens des échelles de décision mais aussi des modalités d'action, la gouvernance de l'eau est un axe majeur. Il s'agit ici d'identifier les évolutions dans l'implication des différents acteurs, les évolutions des politiques publiques, des outils et des financements nécessaires à leur mise en œuvre.

Eau, recherche et innovation

Ce groupe de variables explore la façon dont pourraient évoluer la recherche, le progrès de la connaissance et l'acceptabilité sociale des innovations. En quoi sont-ils susceptibles de constituer des facteurs déterminants dans la gestion globale de l'eau en Bretagne ?

Six enjeux fondamentaux pour demain

L'état des lieux de la ressource en eau, la façon dont les différents facteurs ci-dessus pourraient évoluer à l'horizon 2040, permettent de formuler quelques grands enjeux transversaux pouvant guider l'élaboration de scénarios prospectifs.

En 2040, il s'agira pour la Bretagne d'utiliser et de gérer une ressource déjà affectée par les effets du changement climatique et sous la pression des activités humaines. Par conséquent, la préservation d'une ressource de qualité, en quantité suffisante, tout en maintenant l'ensemble des fonctions et services rendus par l'eau et les milieux aquatiques, constituera le défi principal à relever.

1. Comment la quantité, la qualité et la disponibilité de l'eau pourraient-elles évoluer en Bretagne à l'horizon 2040 ?

La ressource en eau sera davantage vulnérable et aléatoire, en raison d'une modification du régime des précipitations, de la baisse des débits des cours d'eau et de l'assèchement des sols. L'intensité de ce changement

climatique reste méconnue mais sera déterminante. L'évolution des connaissances, les modes de production et de stockage, les critères d'appréciation de la qualité de l'eau méritent d'être questionnés à cet égard.

2. Quels seront les usages et les pratiques de préservation de la ressource à l'horizon 2040 ?

L'évolution des usages, du tissu économique régional, les progrès technologiques sont des phénomènes étroitement liés qui peuvent conduire à des changements en termes de gestion ou de réglementations concernant les usages de l'eau potable et non potable, les modalités d'assainissement et d'adduction en eau, la prise en compte de « l'empreinte eau », etc.

3. Comment pourrait évoluer le rapport des citoyens à l'eau ?

L'eau en tant que bien commun de l'humanité est par essence un enjeu démocratique fondamental. Sa représentation dans la société (ressource fragile et limitée, ou renouvelable), son statut juridique (bien commun ou non...) sont déterminants dans la gestion de l'eau.

4. Quelles pourraient être les modalités d'action publique mises en œuvre ?

La politique de l'eau repose essentiellement sur quatre leviers d'action : la réglementation, la concertation, les redevances et les aides sectorielles, notamment auprès des collectivités, des industriels et des agriculteurs. La sensibilisation, la formation, le levier foncier ou encore la fiscalité pourraient constituer de nouveaux modes d'action pour la politique de l'eau.

5. Quelles pourraient être les modalités de financement de la politique de l'eau ?

Le principe « l'eau paie l'eau », fondement de la politique de l'eau, signifie que les usagers supportent par leurs factures, l'essentiel des dépenses liées à l'eau qu'ils consomment. Cette fiscalité de gestion en bien commun sera-t-elle préservée ? Sera-t-elle suffisante pour financer la gestion de l'eau demain ?

6. Quelles pourraient être les différentes échelles de gestion de la ressource en eau ?

La gestion de l'eau est doublement divisée entre une gestion à l'échelle fonctionnelle du bassin versant et des sous-bassins qui doit trouver une articulation avec les échelles institutionnelles que sont les intercommunalités et la Région. Elle est également divisée entre le centralisme et la décentralisation : quel rôle jouera la Région Bretagne demain dans la gestion de l'eau, face au renforcement des compétences des EPCI et une compétence régaliennne assurée par l'Etat ? Comment le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) prendra-t-il en compte la question de l'eau ?

* * *

Les grands facteurs de changement qui pèseront sur l'avenir de l'eau en Bretagne sont le changement climatique, l'évolution des usages et de la société dans son ensemble, l'évolution démographique et le modèle de gouvernance. Les six enjeux, repérés par le CESER, permettent de mettre en lumière les grandes questions dont la société et les pouvoirs publics devront se saisir.

Vote sur l'Avis du CESER de Bretagne

Réponse à la consultation sur les questions importantes du prochain SDAGE et PGRI

Nombre de votants : 102

Ont voté pour l'avis du CESER : 101

Sophie JEZEQUEL (CRAB), Edwige KERBORIOU (CRAB), Laurent KERLIR (CRAB), Didier LUCAS (FRSEA), Cécile PLANCHAIS (FRSEA), Henri DAUCE (Confédération paysanne de l'Ouest), Philippe DAGORNE (Par accord CERAFEL-UGPVB-CIL), Patrice LE PENHUIZIC (Par accord FRCIVAM-IBB), Olivier LE NEZET (CRPMEM), Jehane PRUDHOMME (CRPMEM), Goulven BREST (Par accord Comités régionaux de la conchyliculture de Bretagne nord et Bretagne sud), Philippe PLANTIN (CRMA), Marielle TARTIVEL (U2P), Philippe LE ROUX (U2P), Sylvère QUILLEROU (CNPL), David CABEDOCE (CCIR), Evelyne LUCAS (CCIR), Emmanuel THAUNIER (CCIR), Marie-Christine LE GAL (MEDEF), Annie SAULNIER (MEDEF), Daniel TUNIER (MEDEF), Brigitte LE CORNET (CPME), Régis BOIRON (Centre des Jeunes dirigeants d'entreprises de Bretagne), Martial WESLY (Comité régional de la fédération bancaire française), Bernard LAURANS (Par accord SNCF-SNCF Réseau-EDF-ENEDIS-RTE-ENGIE-La Poste), Jean-Yves LABBE (Bretagne pôle naval), Olivier CHAPALAIN (Par accord UDES-UNIFED), Isabelle AMAUGER (URSCOP), Ronan LE GUEN (Collectif de fédérations d'insertion par l'activité économique : par accord entre la fédération des entreprises d'insertion Bretagne, Chantier école Bretagne, Collectif des associations intermédiaires 29, Fédération des associations intermédiaires 22, Union départementale des associations intermédiaires 56), Jean LE TRAON (IRT B-COM), Sergio CAPITAO DA SILVA (ID4CAR), Anne COUËTIL (Par accord SER-FEE), Françoise BOUJARD (CFDT), Michel CARADEC (CFDT), Danielle CHARLES LE BIHAN (CFDT), Isabelle CONAN ROUSSEAU (CFDT), Joël DEVOULON (CFDT), Marie-Annick GARAUD LE GARS (CFDT), Norbert HELLUY (CFDT), Marie-Madeleine HINAULT (CFDT), Brigitte LE CLECH (CFDT), Véronique LE FAUCHEUR (CFDT), Thierry LEMETAYER (CFDT), Catherine LONEUX (CFDT), Gilles POUPARD (CFDT), David RIOU (CFDT), Hervé THIBOULT (CFDT), Jacques UGUEN (CFDT), Olivier CAPY (CGT), Nicolas COSSON (CGT), Stéphane CREACH (CGT), Ronan LE NEZET (CGT), Lindsay MADEC (CGT), Jean-Luc PELTIER (CGT), Florence PRIGENT (CGT), Nadine SAOUTI (CGT), Gaëlle URVOAS (CGT), Nadine HOURMANT (FO), Annie KERHAIGNON (FO), Fabrice LERESTIF (FO), Pierrick SIMON (FO), Annie COTTIER (CFTC), Daniel CLOAREC (CFTC), Marie-Andrée JEROME-CLOVIS (UNSA), Bertrand LE DOEUFF (UNSA), Jean-Marie BERTHO (CFE-CGC), Jean-Marc CLERY (FSU), Françoise FROMAGEAU (URAF), Annie GUILLERME (FR-CIDFF), Lydie PORÉE (Planning Familial), Laetitia BOUVIER (JA), Filipe NOVAIS (CRAJEP), Antoine PIERCHON (Par accord UNEF-fédé B-FERIA), Jacqueline PALIN (CROS), Jean KERHOAS (Nautisme en Bretagne), Marie-Martine LIPS (CRESS), Marie-Anne CHAPDELAIN (FAS), Marylène SIMON (Par accord URAPEI-CREAI), Marie-Christine CARPENTIER (URIOPSS), Carole LE BECHEC (Réseau Cohérence), Joseph-Bernard ALLOUARD (Mouvement Agir Tous pour la Dignité), Mireille MASSOT (UNAASS), Michel LE DIREACH (Par accord CPAM-CAF-MSA), Claudine PERRON (Kevre Breizh), Patrice RABINE (SYNDEAC), Marine LE GALL-ELY (Universités de Bretagne), M'Hamed DRISSI (Conférence des directeurs des Grandes écoles de Bretagne), Antoine DOSDAT (IFREMER), Patrick HERPIN (INRA), Michel MORVANT (par accord SOLIHA Bretagne et Habitat et développement en Bretagne), Gérard CLEMENT (Par accord entre l'UFC - Que choisir et Consommation, logement et cadre de vie (CLCV)), Anne-Sophie JEGAT (FRGEDA), Suzanne NOËL (EPL Bretagne-Pays de la Loire), Karim KHAN (Par accord UNAT-UBHPA-UMIH-SNAV-FNTV-FVRB-UBGF), Marie-Pascale DELEUME (Eau et rivières de Bretagne), Jean-Yves PIRIOU (Eau et rivières de Bretagne), Jean-Luc TOULLEC (Bretagne vivante), Cécile MARTIN (Personnalité qualifiée), Franck PELLERIN (Personnalité qualifiée), Anne LE MENN (Personnalité qualifiée), Bernard GAILLARD (Personnalité qualifiée)

S'est abstenu : 1

Eric LE COURTOIS (FO)

Adopté à l'unanimité



Intervention de Sophie JEZEQUEL

Chambre régionale d'agriculture de Bretagne

Je m'exprime ici au nom des acteurs économiques du collège 1.

La consultation sur les questions importantes marque le début du processus de révision du SDAGE et du PGRI Loire-Bretagne. Les documents qui nous sont soumis aujourd'hui doivent permettre à tout un chacun de dire ce qu'il lui semble être important en matière de gestion de la ressource en eau et de prévention des inondations.

Le volume d'informations est conséquent et l'on pourrait facilement se perdre en détails. Aussi je n'évoquerai qu'un seul point, qui me semble absolument essentiel à prendre en compte dans les travaux à venir.

Au sujet des pollutions diffuses, le projet de Questions Importantes du SDAGE présente une liste fermée de systèmes agricoles jugés « à moindre impact sur la ressource en eau », et questionne même « *Doit-on aller jusqu'à favoriser certains systèmes agricoles... ?* ». Je réponds clairement non.

« Le retour d'expérience montre que les résultats sont au rendez-vous si l'engagement est collectif et si les agriculteurs sont accompagnés dans leur effort », c'est ce qui est écrit page 28, et j'y souscris totalement. Il suffit pour en être convaincu de regarder la nette amélioration de la qualité de l'eau en Bretagne : 40 % de baisse des taux de nitrates dans les eaux bretonnes en 20 ans.

L'enjeu est immense : retrouver un bon état des masses d'eau. L'urgence, est de plus en plus vive, avec un rendez-vous donné en 2027 par la Directive-Cadre sur l'eau. Le retour au bon état implique des changements massifs. Il est donc essentiel d'entraîner tout le monde, de parler à tout le monde. Il n'y a pas d'autre chemin. Ne nous enfermons donc pas dans une logique d'exclusion.

Tous les systèmes de production ont leur place et contribuent à l'objectif de retour au bon état, par l'amélioration continue des pratiques.

Je vous remercie de votre attention.



Intervention de Nadine SAOUTI Comité régional CGT de Bretagne

L'Etat et le Comité de Bassin Loire-Bretagne consultent le CESER sur les questions visant à la révision du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du Plan de Gestion des risques d'inondation (PGRI) 2022-2027.

Ces documents sont importants car ils s'imposeront à toutes les politiques publiques dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et de l'aménagement du littoral.

L'eau, élément indispensable à toute vie sur terre, indissociablement lié à la préservation des écosystèmes, est un bien commun fragile, et, de ce fait, pour la CGT, ce bien commun ne peut être traité comme une marchandise.

En juillet 2010, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, la France soutenait avec force la reconnaissance du droit à l'eau potable et à l'assainissement comme un droit de l'homme avec pour enjeux, que chacun, dans le monde, puisse avoir accès à des services d'eau potable et d'assainissement de qualité, sécurisés, à un coût abordable et de manière durable.

Aussi, au niveau de la région Bretagne, la révision de ces deux futurs documents, le SDAGE et le PGRI 2022-2027 est donc bien l'occasion dans ce domaine d'affirmer une volonté politique d'une haute responsabilité d'agir pour l'intérêt général.

Certes, la Région, à travers la création d'un Parlement de l'eau, s'empare du problème de l'amélioration de la qualité de l'eau et vise ici à une plus grande efficacité entre les multiples acteurs qu'ils soient publics ou privés.

Pour autant, la CGT estime que la maîtrise des politiques publiques et la police dans le domaine de la gestion de l'eau relèvent de la responsabilité et du pouvoir régalien de l'État qui semble légitime à garder son rôle de régulation, d'organisation et de contrôle.

Nous parlons bien d'un bien « commun » : l'eau !

Pour anecdote, nous voulons souligner un fait assez rare. C'est fort de ce pouvoir, de protection, que le préfet du Finistère a exigé la fermeture, l'an passé, de la station d'épuration de Crozon, qui présentait des problèmes de conformité. Le pouvoir régalien a bien été dans ce cas appliqué.

Par ailleurs, la loi sur la réforme territoriale, appelée loi NOTRe, transforme depuis le 1^{er} janvier 2017, le paysage de la gestion de l'eau et de l'assainissement en France. Concrètement, d'ici 2020, à l'échelle nationale, nous devons passer, en 3 ans, de 34 000 services ou syndicats d'eau et d'assainissement à environ 3000.

Il est à craindre que les grands groupes privés du secteur utilisent cette loi pour faire de ce « bien commun » un simple marché.

Alors que les négociations sur les renouvellements de contrats se menaient à l'échelon communal, elles se font désormais à un échelon administratif beaucoup plus large, sur lequel les citoyens ont peu de visibilité.

Pour le citoyen, il faut rendre visible et compréhensible cette gestion essentielle.

L'heure est à la transparence et à la participation citoyenne aux instances de consultation, de concertation et de décision.

La CGT revendique un service public national de l'eau et de l'assainissement.

Elle ne le fait pas par dogmatisme ni par idéologie, elle est juste conforme avec ce réel engagement que, oui, l'eau est un enjeu de société, alors prenons rendez-vous avec cet enjeu !

Sur la base de ces remarques, la CGT votera l'avis du CESER pour la consultation publique pour la révision du SDAGE et du PGRI 2022-2027.